



NOVEMBRE  
DÉCEMBRE

2018

#08

# Cause

COMPRENDRE LE MONDE  
AGIR POUR LE CHANGER

---

★

# commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p.12 DOSSIER

# LE SIÈCLE DE MARX !

p.8 LE GRAND ENTRETIEN  
Rassembler ceux qui  
veulent rompre avec  
l'Europe de la finance

p.66 CRITIQUE DES MÉDIA  
Le classement de Shanghai  
des universités

p.88 LIRE  
Rentrée littéraire  
2018

p.52 MILITER : **La formation des communistes,  
un enjeu politique essentiel**

Parti communiste français

## 3 ÉDITO

**Guillaume Roubaud-Quashie** *Zeitgeist*

## 6 POÉSIES

**Victor Blanc** Max Jacob

## 7 REGARD

**Gérard Legrip** Ce que vous voyez peut ne pas être réel

## 8 LE GRAND ENTRETIEN

**Ian Brossat** Rassembler ceux qui veulent rompre avec l'Europe de la finance

## 11 UNIVERSITÉ PERMANENTE

### 12 LE DOSSIER : LE SIÈCLE DE MARX !

**Florian Gulli, Constantin Lopez** Incontournable Marx

**Bernard Vasseur** Avec Marx, penser et agir aujourd'hui

**Sylvie Mayer, Luc Mboumba** Marx avec

ou contre Proudhon ?

**Alain Obadia** Contradictions du capitalisme : l'humanité face à des défis vitaux

**Rémy Herrera** Le marxisme, critique de l'économie politique ou économie politique ?

**Pierre Ivorra** Marx, penseur de la finance

**Jacques Bidet** Le sujet révolutionnaire et ses fantasmes

**Roland Charlionet, Luc Foulquier** L'écologie avec Marx

**Guillaume Six** Marx et la ville

**Pierre Dharréville** À travers les fumées d'opium

**Salih Bousseadra** Lutte féministe et combat communiste

**Maryse Dumas** Syndicalisme et politique :

Marx contre la charte d'Amiens ?

**David Pestieau** Pour une gauche « made in Marx »

**Alban Werner** Le marxisme éparpillé de *Die Linke*

**Nguyen Xuan Thang** La théorie marxiste

et son application au Vietnam

**Enrique Ubieta Gómez** Marx et Marti dans le Cuba

du XXI<sup>e</sup> siècle

## 51 RÉACTIONS

## 52 MILITER

**Jérémie Giono** La formation des communistes, un enjeu politique essentiel

## 60 CHRONIQUE EUROPÉENNE

**Camille Lainé** Les jeunes et l'Europe

## 61 PARLEMENT

**Fabien Roussel** La lutte contre l'évasion et la fraude fiscales mérite mieux qu'une réformette

## 64 CONTROVERSE

**Gérard Streiff** Les Français nuls... en libéralisme

## 66 CRITIQUE DES MÉDIA

**ACRIMED** Le classement de Shanghai des universités : une pernicieuse addiction médiatique

## 69 FÉMINISME

**Corinne Luxembourg** La solitude a aussi un sexe

## 72 PHILOSOPHIQUES

**Jean-Michel Galano** Althusser en perspective

## 75 HISTOIRE

**Bernard Duterme** Nicaragua : fin de régime ?

## 77 PRODUCTION DE TERRITOIRES

**Violette-Ghislaine Lorion-Bouveuil**

Discriminations et ville inclusive

## 80 SCIENCES

**Anne-Sabine Grosjean** Les dinosaures, représentants du patrimoine géologique

## 83 SILO

**Olivier Bouba-Olga, Michel Grossetti** Se désintoxiquer de la CAME

## 86 SONDAGE

**Gérard Streiff** Une opinion de plus en plus enrégimentée

## 87 STATISTIQUES

**Michael Orand** Près d'un Français sur dix souhaite changer d'emploi

## 88 LIRE

**Gérard Streiff** Rentrée littéraire 2018

## 90 CRITIQUES

• **Paul Boccara** *Neuf leçons sur l'anthroponomie systémique*

• **Bernard Bourgeois** *Sept questions politiques du jour*

• **Julien Chuzeville** *Un court moment révolutionnaire La création du Parti communiste en France*

## 94 DANS LE TEXTE (GRAMSCI)

**Florian Gulli, Jean Quétier**

Discours politique et sens commun

## Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Jean Quétier

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quétier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Bordas, Salih Bousseadra, Mickaël Bouali, Séverine Charret, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Jérémy Giono, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Élodie Lebeau, Gérard Legrip, Constantin Lopez, Corinne Luxembourg, Igor Martinache, Sophie Mazonot-Chappuy, Marine Miquel, Pierrick Monnet, Laura Moscarelli, Michaël Orand, Léo Purguette, Julien Rossi, Marine Roussillon, Sabrina Royer  
Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex)

Dépôt légal : novembre/décembre 2018 - N°08 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : 0919 G 93466.

# Zeitgeist

« **N**OUVEAU » : des publicitaires aux journalistes en passant par bien des personnalités politiques, s'il est un mot qu'on trouve souvent sous leur plume ou dans leur gorge, c'est bien celui-ci. Souvent, ce n'est qu'un piètre maquillage pour attirer un chaland qui doit vite déchanter : rien de si nouveau sous le soleil... Cette expérience quotidienne du contraste entre le « nouveau » claironné et une routine de dentifrice ou de lessive peut créer une sorte de corne mentale – comme on parle de corne sur des paumes usées. On nous annonce tant de nouveau et on n'en voit si peu que grandit paradoxalement le risque de ne pas voir bouger les plaques tectoniques de notre monde. Ici se mêlent sans doute, d'une part, cette corne mentale qui nous rend moins sensibles ou plus sceptiques par rapport aux nouveautés effectives et, d'autre part, ce phénomène bien connu de ceux qui passent le permis de conduire – ou en gardent quelque souvenir – : plus on va vite – et le flux des informations va si vite –, moins on voit bien. Et pourtant les plaques tectoniques bougent...

On ne saurait faire le tour de ces plaques et de leur mouvement dans ce modeste éditio. Considérons simplement cette épineuse et glissante notion de « Zeitgeist » – esprit du temps, en allemand. Épineuse et glissante, pour sûr, car existe-t-il vraiment un air du temps partagé depuis Maubeuge jusqu'à Perpignan, d'un village alpin jusqu'à Rennes en passant par Paris et sa banlieue, pour en rester à quelques malheureuses centaines de milliers de km<sup>2</sup> ? et pour toutes les positions sociales ? et pour tous les âges ? et pour tous les sexes ? et pour toutes les confessions, origines, orientations sexuelles, affinités politiques, etc., etc. ? On a vite fait de se faire saigner les doigts avec pareilles notions et le moins qu'on puisse dire est qu'il faut être prudent si on ne veut pas se payer de mots. Lénine, avec quelque verve, à propos de la notion d'« époque », en 1916, appelait, ici comme ailleurs, à la retenue dans les grandes phrases : « Une époque s'appelle de ce nom précisément parce qu'elle embrasse une somme de phénomènes [...] variés, aussi bien typiques que fortuits, aussi bien grands que petits [...]. Éluder ces questions concrètes par des phrases générales sur l'époque, comme le fait Kievski, c'est abuser de la notion d'époque » (« Une caricature du marxisme »).

Avec ces réserves qui ne sont pas de pure forme, tâchons tout de même d'envisager quelques-uns de ces mouvements du *Zeitgeist*, de ces mouvements tectoniques « mentaux » – au sens où les historiens des « mentalités », dont notre si fécond et regretté Michel Vovelle, parlaient des mentalités comme des « visions du monde » (la formule est de l'historien Robert Mandrou).

L'an passé, nous commémorions le vingtième anniversaire de la mort de Georges Marchais. Ce fut pour moi l'occasion de me plonger un peu dans ces décennies que, je crois, comme beaucoup de communistes de ma génération, je connais fort mal : les années 1980 et 1990. Elles occupent une place très réduite dans le grand récit communiste, hormis quelques considérations expéditives sur un Robert Hue qui semble surgi de nulle part. Quelle redoutable époque qui mériterait d'être analysée de plus près ! Au printemps 1990, Georges Marchais, 69 ans, secrétaire général du Parti communiste, vient présenter son dernier livre, *Démocratie*, sur Antenne 2, face à Emmanuel Todd, François de Closets et Pascal ▶▶

►► Bruckner. C'est peu dire que c'est la chasse à l'homme, la chasse au fauve, vieilli et grièvement blessé. En 1988, le PCF rassemble difficilement 2 millions de voix (6,7 %) à la présidentielle puis 1,4 en 1989 (7,7 %) pour les Européennes. Contre 4 millions et 20 % dix ans plus tôt... Voilà pour le diluvien climat électoral. Mais ce qui hante plus encore le plateau d'*Apostrophes*, c'est l'effondrement en cours des pays socialistes européens. Et Bernard Pivot de finir par demander à ses invités : tout cela signifie-t-il que le communisme n'a plus de raison d'être ? Une franche hilarité tient lieu de réponse pour les trois compères. Le communisme est mort et le capitalisme est l'horizon ultime : avoir été communiste est une honte à abjurer (Emmanuel Todd s'y emploie) ; le demeurer est une loufoquerie à rire ou à gronder. Il faut voir ces images de joie féroce, d'exaltation revancharde. L'idée du capitalisme comme fin de l'histoire n'avait décidément pas attendu Francis Fukuyama, Free Press et Flammarion (*La Fin de l'histoire et le dernier homme*, 1992) pour triompher à la télévision française. Cette émission n'a pas trente ans, tous ses participants – hormis Marchais – sont toujours en vie et hantent encore les plateaux de télévision mais comment ne pas être saisi par une impression d'*antiquité* ? L'anticommunisme – et il est douteux qu'il faille simplement s'en réjouir – est aujourd'hui une passion ridée, fripée, presque désuète, comme l'a montré le si calme centenaire de 17. Surtout, la joie télévisée du triomphe capitaliste a furieusement passé.

---

« L'anticommunisme – et il est douteux qu'il faille simplement s'en réjouir – est aujourd'hui une passion ridée, fripée, presque désuète, comme l'a montré le si calme centenaire de 17. Surtout, la joie télévisée du triomphe capitaliste a furieusement passé. »

---

Si par hasard vous allez au cinéma, en 2018, voir un western sans prétention politique, *Les Frères Sisters* de Jacques Audiard par exemple, vous y verrez les ravages de vies dominées par une passion de l'accumulation : ravages sur les autres hommes, sur la nature et sur soi-même. Ce n'est franchement pas l'ode aux joies et aux bienfaits du capitalisme quand l'or brûle les doigts et qu'une vie tournée vers sa quête et son accumulation se dévoile dans toute sa vacuité.

On en a sans doute trop peu parlé mais souvenez-vous encore des derniers prix littéraires – ce sont toujours les prix 2017 à l'heure où ces lignes sont écrites – : *L'Ordre du jour* d'Éric Vuillard ou *L'Art de perdre* d'Alice Zeniter. Qu'on est loin de *La Souille* de Franz-Olivier Giesbert couronné par le prix Interallié 1996 après avoir manqué de peu le Goncourt cette même année... Alors, bien sûr, il ne s'agit pas de dire que cette petite musique est *stricto sensu* communiste, qu'elle dit le tout idéologique de notre époque, etc. Mais quel contraste ! Dans un esprit proche, le succès vraiment notable des marches pour l'environnement, doit être pris au sérieux. La conscience que la marche actuelle du monde est folle et effroyablement dangereuse est infiniment plus grande qu'elle ne l'était il y a quelques décennies. Le « gloire au dollar, hurra le capital ! » des années 1990 a le teint blafard des cadavres. Reste tout de même un trait qu'on ne peut pas passer sous silence, même dans ce petit tour très incomplet : un puissant sentiment d'impuissance... Alors que les forces réactionnaires et néofascistes font preuve d'un dynamisme réel et très préoccupant, existe dans notre pays une *hypersensibilité* à cet essor. Quand Syriza allait prendre le pouvoir, toute la presse – ou presque – n'en était qu'à parler de la dangereuse progression d'Aube dorée.

Quand le PTB fait une percée aux élections communales belges, la préoccupation médiatique s'en détourne complètement pour se concentrer sur les 10 % de l'AFD en Bavière. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de minimiser l'horreur et ses pas conquérants mais je crois que la représentation des forces politiques en France et en Europe est déformée. On voit plus haut qu'elles ne sont les – très dangereusement dynamiques – forces réactionnaires ; on ne voit rien ou presque de l'écho des forces de progrès, en Belgique, au Portugal ou ailleurs. Cette impression de solitude et d'une ascension politique réservée aux seules forces de la réaction, n'est pas sans effets politiques : elle démobilise les progressistes – par-delà les différences, réelles, entre eux. Assurément, on a toujours l'air plus sérieux et intelligent quand on décrit le pire et le drame, tandis qu'on n'est jamais loin de passer pour l'idiot du village quand on appelle, avec Aragon, à « croire au soleil quand tombe l'eau ». Mais on ne gagne rien à mystifier le réel, dans quelque sens que ce soit.

---

« On a toujours l'air plus sérieux et intelligent  
quand on décrit le pire et le drame, tandis qu'on n'est  
jamais loin de passer pour l'idiot du village  
quand on appelle, avec Aragon,  
à « croire au soleil quand tombe l'eau ». »

---

Toutefois, dans ce petit tour qui demanderait tant de nuances et de compléments, ne faut-il pas distinguer un peu ? Replaçons-nous au tout début de l'année 2017 et prenons deux militants progressistes, sans nous raconter d'histoires : un communiste et un « insoumis ». Le deuxième, enthousiaste, sacrifiant nuits et week-ends – ridiculisant au passage les grandes théories (des années 1990 décidément...) sur la mort du militantisme, les-gens-ne-sont-plus-prêts-à-militer-vraiment, etc., etc. – explique au premier que, oui, c'est possible, Jean-Luc Mélenchon va accéder au 2<sup>e</sup> tour, et peut-être même être élu président de la République, et que de grandes choses vont ainsi changer dans quelques mois. Le militant communiste réplique peut-être en pointant ce qu'il peut y avoir de naïveté dans l'idée d'un changement de société porté par un seul phénomène électoral mais, surtout, aguerri et ironique, le sourire teinté d'une suffisance retenue, il explique que c'est absolument impossible et, bardé de chiffres des dernières élections, des sondages, il convoque additions et soustractions, sa longue expérience, l'Histoire, etc. Au fond, le militant communiste du début de l'année 2017, n'était-il pas persuadé que l'horizon électoral *maximal* était sans doute entre 10 et 15 %, étant entendu que les 5 % ne sont pas même garantis ? Plus profondément, ce puissant sentiment d'impuissance ne l'habite-t-il pas au point de penser que, de son vivant, rien de significatif dans le sens du communisme n'advient sans doute, hélas, tout cela étant affaire de processus extrêmement longs, de l'ordre, vraisemblablement de plusieurs siècles, de millénaires qui sait...

De ce que les militants insoumis, sur ce point de projection électoral, avaient raison et les communistes tort, on ne tirera pas de conclusions générales sur le communisme et « l'insoumission » mais n'est-il pas temps d'ôter toute cette corne mentale que des décennies d'espairs douchés ont créée chez maints communistes, les rendant, nous rendant peut-être moins sensibles, à ce *Zeitgeist* nouveau qui appelle peut-être autre chose que des ambitions à échéances plurimillénaires ? ●

**Guillaume Roubaud-Quashie**, directeur de *Cause commune*.

## MAX JACOB

J'étais invité, au mois d'août dernier, lors de l'université d'été du Parti communiste, à introduire l'œuvre du grand poète médiéval François Villon. Évoquant l'incroyable héritage littéraire laissé par *Le Lais* et *Le Testament*, je m'étais attardé particulièrement sur notre camarade Tristan Tzara, fouillant le cœur caché des mots du poète pour y débusquer par anagrammes son secret, et sur l'analyse structuraliste proposée par Michel Butor. J'aurais pu évoquer Max Jacob et sa « Villonelle ».

Ce grand ami de Picasso et d'Apollinaire, que ce dernier a portraituré sous les traits de l'astrologue Max Jacobus présidant aux destinées de Don Juan, est né en 1876. Peintre et poète, petit homme fantasque, homosexuel voluptueux, franc buveur, passionné d'astrologie, juif converti au catholicisme, ascète (sous le nom de « l'homme pauvre », il professera la vie austère et pure au jeune Anicet, dans le roman d'Aragon), il finira sa vie au camp de Drancy, en 1944, dans les geôles nazies. Il fut, au cœur de l'avant-garde montmartroise du début du siècle dernier, l'un des représentants de cet art et de cette poésie modernes qui émergeait alors sous la bannière du cubisme.

Le modèle de cette « Villonelle » est bien sûr à chercher chez Villon, dans la célèbre ballade dite « des dames du temps jadis ». Max Jacob en donne ici une version renouvelée qui en fait dévier le sens. Il s'empare de la forme de la ballade et la reticote à sa façon. Là où chez Villon nous avons vingt-huit vers (trois huitains et un quatrain d'envoi), Jacob adopte une disposition moins régulière avec un quatrain, deux quintils et deux strophes de sept vers. De même, on retrouve bien le système à trois rimes de la ballade de Villon, mais le poète se donne là encore une latitude toute moderne. Ce sont bien les mêmes rimes (aine, an, i), mais Max Jacob en use avec une souplesse qui n'est permise que depuis Apollinaire : la rime en -an est remplacée par une nasale proche, -on. La disposition des rimes, elle aussi, ne semble pas suivre de forme plus régulière, puisque le poète enchaîne un quatrain assez classique de rimes croisées, avec des rimes suivies, ou un quintil de forme très apollinarienne (« Un prisonnier dans sa prison »). Cette nonchalance est la marque d'un déplacement du sens du poème par rapport à son modèle. Là où Villon égrenait une déploration du temps qui passe et de la mort égalitaire et vorace au moyen du motif obsédant de l'*Ubi sunt* (« Où sont... ? »), Max Jacob donne à son poème une légèreté, un rythme sautillant fait d'exclamations et de points de suspension auquel prête la main le surgissement presque fortuit des rimes. La ballade est ici mâtinée par l'esprit d'une « villanelle », ce genre poétique traditionnel, pastoral, souvent accom-

## Villonelle

Dis-moi quelle fut la chanson  
Que chantaient les belles sirènes  
Pour faire pencher des trirèmes  
Les Grecs qui lâchaient l'aviron

Achille qui prit Troie, dit-on,  
Dans un cheval bourré de son  
Achille fut grand capitaine  
Or, il fut pris par des chansons  
Que chantaient des vierges hellènes  
Dis-moi, Vénus, je t'en supplie  
Ce qu'était cette mélodie.

Un prisonnier dans sa prison  
En fit une en Tripolitaine  
Et si belle que sans rançon  
On le rendit à sa marraine  
Qui pleurait contre la cloison.

Nausicaa à la fontaine  
Pénélope en tissant la laine  
Zeuxis peignant sur les maisons  
Ont chanté la faridondaine !...  
Et les chansons des échansons ?

Échos d'échos des longues plaines  
Et les chansons des émigrants !  
Où sont les refrains d'autres temps  
Que l'on a chantés tant et tant ?  
Où sont les filles aux belles dents  
Qui l'amour par les chants retiennent ?  
Et mes chansons ? qu'il m'en souvienne !

Max Jacob, *Le Laboratoire central*, 1921.

pagné de danses et de mélodies. Le poète les « fusionne » (au sens où l'on dit d'un genre musical : *Jazz fusion...*) par un jeu de mots : Villon/villanelle. Cette fusion se lit dans le caractère enfantin du poème. Max Jacob ne regrette pas les belles cruelles et perfides emportées par le temps qui passe, vengeur ; mais il voudrait retrouver le temps fabuleux des chansons, retourner aux comptines, à la simplicité enfantine du langage. C'est pourtant précisément ce qu'il fait dans ce poème. La ballade, en fusionnant avec la villanelle, reçoit comme une cure de jouvence. Le poème accomplit le vœu du poète. La preuve en est qu'à la fin du poème, lui aussi retourne à sa source. La rime A, assonancée depuis le début du poème en -on, retrouve la rime originale de Villon en -an, martelée en quatre rimes suivies éclatantes (« Et les chansons des émigrants ! » etc.) En voilà une, de faridondaine ! ●

Victor Blanc

## Ce que vous voyez peut ne pas être réel



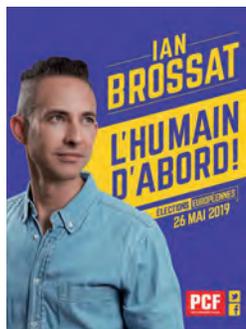
Chen Wenling, *What You See May Not Be Real*, œuvre en fibre de verre, surnommée *Farting Bul* (Le bœuf qui pète), 2009. (DR)

L'œuvre est une critique de la crise financière. Le personnage écrasé contre le mur représente le financier Bernard Madoff, diabolisé. Le taureau fait référence au *Taureau de Wall Street* (sculpture en bronze du Sicilien Arturo Di Modica, 1989) installée au milieu de Bowling Green Park, dans le sud de Manhattan, à côté de la Bourse de New York.

Chen Wenling, artiste néoréaliste chinois, est né en 1969. Avec ses sculptures grotesques, il décrit la montée ra-

pide du consumérisme dans la Chine contemporaine et sa relation avec le passé communiste. Dans ses œuvres, il figure une jeunesse amaigrie, des garçons rouges, des humanoïdes-cochons, des démons obèses, personnages de ses satires sociales. Après un cancer diagnostiqué en 2014, il écrit : « L'art est mon salut. Cela me rend heureux et me donne la vitalité de lutter contre le cancer. »

**Gérard Legrip**



## Rassembler ceux qui veulent rompre avec l'Europe de la finance

Désigné chef de file du PCF pour les élections européennes avant l'été, **Ian Brossat** est entré en campagne. Rencontres, meetings, présence dans les médias, il multiplie les initiatives pour faire entendre une voix singulière dans un débat européen dominé par les libéraux et les nationalistes. Pour la revue *Cause commune*, il expose l'ambition de rassemblement du Parti communiste français et ses grands axes de bataille.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **LÉO PURGUETTE** —

© Vous avez lancé votre campagne à la Fête de l'Humanité. Avez-vous renoncé à un rassemblement des forces de progrès ?

Nous ne renoncerons jamais au rassemblement des forces progressistes. C'est dans notre ADN de communistes. Mais une force qui s'efface elle-même ne peut pas être utile au rassemblement. Pour unir, il faut d'abord exister. Faire entendre nos idées. Défendre notre programme. Montrer que le PCF, c'est aussi de nouveaux visages et que nous avons des propositions. L'idée de partir tôt en campagne, c'est justement de rap-

peler que le PCF est une force sur laquelle il faut compter et qu'elle est indispensable au rassemblement de tous ceux qui, à gauche, veulent rompre avec cette Europe soumise à la finance.

© En quoi les élections européennes concernent-elles les Français, singulièrement ceux qui appartiennent aux catégories populaires ?

On a souvent l'impression que les élections européennes sont inutiles, et qu'elles concernent des sujets lointains et incompréhensibles. Elles permettent d'élire nos représentants

au Parlement européen mais on ne sait pas très bien de quoi il s'occupe et quel est son pouvoir. Pourtant, les sujets concernés par les élections

« L'élection européenne est celle qui détermine des orientations politiques de très long terme. »



Près de trente mille « lobbyistes » sont présents dans la capitale européenne. Les multinationales capitalistes savent que c'est ici que ça se passe

---

**« Le PCF est une force sur laquelle il faut compter et qui est indispensable au rassemblement de tous ceux qui, à gauche, veulent rompre avec cette Europe soumise à la finance. »**

---

européennes sont des sujets 100 % concrets, au cœur de la vie quotidienne : l'alimentation, la qualité de vie, les transports, les normes de fabrication, etc. Et ce sont aussi des sujets fondamentaux et très politiques : la politique économique, la monnaie, l'austérité budgétaire, les politiques migratoires, le réchauffement climatique... Bref, en réalité, l'élection européenne est d'une certaine manière la reine des élections, celle qui détermine des orientations politiques de très long terme. D'où la nécessité de s'y engager pleine-

ment. Ce n'est pas un hasard si plus de dix mille organisations sont enregistrées à Bruxelles sur le registre officiel des groupes de pression de l'Union européenne, et si près de trente mille « lobbyistes » sont présents dans la capitale européenne. Les multinationales capitalistes savent que c'est ici que ça se passe. Si on veut ne pas les laisser dicter leur loi, il faut envoyer des députés européens capables de leur faire face, et de défendre les intérêts du plus grand nombre. Face au lobby de l'argent, nous voulons être le lobby des gens.

© Emmanuel Macron estime qu'elles seront l'occasion d'un affrontement entre les nationalistes et le camp « progressiste » dans lequel il se range. Quelle est votre vision de l'état des forces ?  
La vision de Macron est mensongère et simpliste. Il utilise l'extrême droite pour se ripoliner à peu de frais en progressiste, lui qui pratique en réalité une politique de fermeture des frontières assez semblable à celles de l'Italie ou de l'Autriche. Cette hypocrisie ne trompera pas grand monde. Le choix des peuples européens ne peut pas être limité à l'alternative entre les libéraux et les nationalistes.

Nous, nous défendons une Europe du progrès social et de l'ouverture. C'est ce choix-là que nous allons proposer aux Français.

© Quelles propositions fortes le PCF porte-t-il dans le débat ?  
Est-il possible de changer de politique à traités constants ?  
Non, le PCF ne propose pas d'agir dans le cadre des traités européens existants. Nous voulons rompre avec eux. C'est si vrai que nous n'en avons voté aucun ! Les propositions fortes que nous souhaitons lancer concernent d'abord la question du travail et du pouvoir d'achat. Depuis dix ans, le produit intérieur brut des pays de l'Union européenne est passé de 15 000 milliards à 17 000 milliards d'euros, alors que le pourcentage de travailleurs pauvres est passé de 7 à 10 %. L'Union européenne a cette particularité inouïe d'être un regroupement de pays dont le but principal est

---

**« Quarante mille migrants, cinq cent onze millions d'habitants, on ne pourrait pas s'organiser ensemble pour mettre un terme à la crise de l'accueil ? »**

---

de se faire la guerre économique entre eux. C'est une union régionale qui ne vise pas à la coopération, mais qui organise au contraire une concurrence impitoyable entre ses membres. Tout l'enjeu devient de piquer des parts de marché au voisin en baissant toujours plus les salaires, ►►

► les droits sociaux et les niveaux d'imposition... C'est avec cela qu'il faut rompre. En interdisant les délocalisations à l'intérieur de l'Europe. En empêchant le dumping social et donc le recours aux travailleurs détachés : toute personne qui travaille en France doit le faire avec un contrat français. En s'attaquant également au fléau de la fraude fiscale : 1 000 milliards d'euros fuient tous les ans l'Union européenne dans les paradis fiscaux. Les multinationales qui opèrent en France implantent leur filiale de facturation en Irlande, où le taux d'impôt sur les sociétés est trois fois inférieur. Résultat, une entreprise comme Airbnb qui réalise 90 millions d'euros de bénéfices en France ne paie que 100 000 euros d'impôts... Notre proposition c'est donc que tout bénéfice réalisé dans un pays donné soit fiscalisé dans ce pays.



« Tout bénéfice réalisé dans un pays donné devrait être fiscalisé dans ce pays. »

**© Quels enseignements tirez-vous de la crise autour de l' *Aquarius* ?**

La crise de l' *Aquarius* montre le blocage total de l'Europe actuelle. Quelle est la situation ? Depuis le début de l'année, quarante mille migrants qui fuient la guerre ou la misère ont gagné l'Europe. Et on va nous expliquer qu'avec cinq cent onze millions d'habitants, on ne peut pas s'organiser ensemble pour mettre un terme à la crise de l'accueil ? C'est absurde. Il a fallu des réunions au sommet

pendant quarante-huit heures pour décider que la France soi-disant progressiste et humaniste accepterait une poignée d'individus. Ce n'est pas à la hauteur des enjeux. Depuis 2000, les pays européens ont dépensé 15 milliards d'euros pour bétonner leurs frontières. En pure perte : les migrants viennent quand même, et ils continueront à le faire parce que le capitalisme engendre des déséquilibres massifs. Dès lors, la position réaliste et raisonnable, c'est d'ouvrir des voies légales pour permettre à celles et ceux qui le souhaitent de venir en Europe. De s'organiser en créant les conditions d'une bonne gestion de ces arrivées, avec centres de premier accueil et structures d'hébergement. Et pour cela de décider d'une clé de répartition européenne, pour que tous les pays prennent leur part à la solidarité internationale. On ne peut pas laisser les pays de premier accueil comme l'Italie, la Grèce, Chypre, Malte, qui sont souvent les plus en difficulté, gérer seuls la situation. Se relever les manches ensemble pour traiter collectivement le pro-

blème, est-ce que ça ne devrait pas être le principe même de la politique européenne ?

**© Sur quels partenaires européens pouvez-vous compter pour faire émerger une Europe des nations et des peuples, souverains, libres et associés ?**

Nos partenaires sont nombreux. Les partis progressistes rassemblés dans le Parti de la gauche européenne (PGE), et les élus qui travaillent au Parlement européen dans le groupe de la Gauche unitaire européenne (GUE). Ils ont obtenu plusieurs victoires importantes dans la mandature qui s'achève. Elles devront être consolidées et amplifiées pour que notre projet d'une Europe solidaire puisse devenir réalisable. Ma conviction, c'est que notre principal réservoir de soutiens pour changer l'Europe, ce sont les citoyens des peuples européens eux-mêmes. Chacun sait que la situation actuelle ne peut pas durer. Il nous appartient de faire grandir le projet d'une Europe transformée au service des peuples. ●

« Notre principal réservoir de soutiens pour changer l'Europe, ce sont les citoyens des peuples européens eux-mêmes. »

Les séances ont lieu **les mardis**, et sont retransmises sur les réseaux sociaux.  
Conférences diffusées en live sur Facebook. À noter l'existence de deux vidéos par conférence.  
La version intégrale et une version courte où l'intervenant résume son propos en quelques minutes.  
Vous pouvez aussi les retrouver sur la chaîne Youtube : [@univpermanente](https://www.youtube.com/univpermanente)

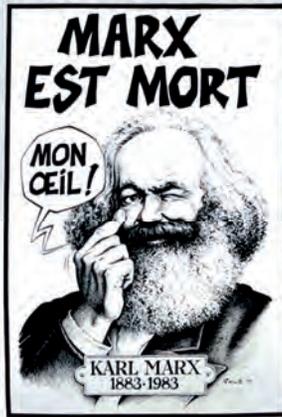
Et aussi sur... **Facebook** : <https://www.facebook.com/universitepermanente/>  
**Podcast** : <http://www.soundcloud.com/universitepermanente>



## CALENDRIER 2018/2019

| PHILOSOPHIE   |                          |         |
|---|--------------------------|---------|
| L'infini matériel. Les sources intellectuelles du matérialisme antique                                      | Arnaud Macé              | 09-oct  |
| Thomas Hobbes : matérialisme et politique   | Lilian Truchon           | 06-nov  |
| Qu'y a-t-il de matérialiste chez Spinoza ?  | Pascal Sévéric           | 04-déc  |
| Diderot et le matérialisme  | Colas Duflo              | 08-janv |
| Marx et le matérialisme historique  | Claude Rosenblatt-Lanher | 05-févr |
| Lénine et le matérialisme militant  | Aurélien Aramini         | 05-mars |
| Le féminisme matérialiste : une proposition de lecture critique   | Saliha Bousseadra        | 02-avr  |
| Matérialismes et sciences   | Didier Gil               | 07-mai  |
| Dagognet, matériologue  | Julien Pasteur           | 04-juin |
| LOUIS ARAGON  |                          |         |
| Qu'est-ce qu'une vie ? L'impossible biographie  | Olivier Barbarant        | 16-oct  |
| Aragon, stalinien ?   | Bernard Vasseur          | 13-nov  |
| Poésie et résistance  | Olivier Barbarant        | 11-déc  |
| Carte blanche sur Aragon  | Jean Ristat              | 15-janv |
| Aragon en 1968  | Hervé Bismuth            | 12-févr |
| Aragon romancier : un « homme siècle »  | Dominique Massonnaud     | 12-mars |
| Aragon journaliste  | François Eychart         | 09-avr  |
| La construction d'un mythe : d'Elsa Triolet à Elsa  | Marie-Thérèse Eychart    | 14-mai  |
| Le dernier Aragon : un auteur pour le XXI <sup>e</sup> siècle   | Olivier Barbarant        | 11-juin |
| HISTOIRE  |                          |         |
| Pourquoi s'intéresser à la Révolution aujourd'hui ?   | Claude Mazaauric         | 23-oct  |
| Entrer en Révolution (1787-1789)  | Pascal Dupuy             | 20-nov  |
| Été 1789 : l'invention d'un nouveau monde ?   | Jeanne-Laure Le Quang    | 18-déc  |
| Terminer la Révolution ? (1789-1792)  | Caroline Fayolle         | 22-janv |
| 1792-1794 : Terreur ou laboratoire de la modernité ?  | Côme Simien              | 19-févr |
| Robespierre   | Hervé Leuwiers           | 19-mars |
| De la république conservatrice à la démocratie représentative 1795-1799                                     | Pierre Serna             | 16-avr  |
| La Conjuración des Égaux  | Claude Mazaauric         | 21-mai  |
| Passeurs de révolution : mémoire et transmission de l'expérience révolutionnaire au XIX <sup>e</sup> siècle | Jean-Numa Ducange        | 25-juin |
| ÉCONOMIE  |                          |         |
| La crise en économie : analyse ou refoulement ?   | Frédéric Boccara         | 30-oct  |
| L'explication marxiste des crises du capitalisme  | Constantin Lopez         | 27-nov  |
| Les réponses capitalistes à la crise du capitalisme : des cercles vicieux aux transformations systémiques   | Denis Durand             | 29-janv |
| Finance et crise : du krach de 1929 aux <i>subprimes</i>  | Denis Durand             | 26-févr |
| La crise dans la zone euro  | Denis Durand             | 26-mars |
| La révolution informationnelle : une réponse à la crise ?   | Frédéric Boccara         | 23-avr  |
| Crises et régulations dans l'histoire humaine   | Frédéric Boccara         | 30-avr  |
| Crises et guerres sont-elles liées ?  | Rémy Herrera             | 28-mai  |
| La crise du capitalisme contemporain : crise financière ou crise systémique ?                               | Denis Durand             | 25-juin |

# LE SIÈCLE DE MARX !



## Incontournable Marx

PAR FLORIAN GULLI ET CONSTANTIN LOPEZ\*

Le temps a passé depuis la naissance de Karl Marx : deux cents ans ! Et il est tentant – gardons-nous toutefois de la grandiloquence que ce genre d'exercice appelle – de dire que sa pensée n'a pas pris une ride. Pourtant, le communisme n'a-t-il pas été déclaré à maintes reprises mort et enterré ? Comment ce mouvement, présenté avec obstination comme la relique recroquevillée d'un mouvement précipité du côté des vaincus de l'histoire, pourrait-il contribuer aux aspirations humaines du présent et éclairer les enjeux du futur ?

Ceux qui veulent réduire Marx au rang de penseur du passé disposent d'un argument massue : son héritage politique et les « réalisations du communisme », autrement dit le bilan politique, social, économique et environnemental des régimes qui se sont revendiqués de Marx. Il est indéniable que cet argument porte, surtout à propos d'un homme qui revendiquait la primauté de l'action consciente sur la stérilité des discours sans visée transformative. « Marx est mort car les régimes qui se sont

revendiqués du marxisme ont échoué », disent-ils en substance. Mais le bilan du communisme (et, à travers lui, des idées politiques de Marx) ne se réduit pas à ce verre d'eau à moitié vide : le communisme au XX<sup>e</sup> siècle, c'est aussi les grandes conquêtes sociales et démocratiques obtenues au prix des luttes, et dont la remise en question par la bourgeoisie est ardue ; et la démonstration qu'il est possible de « régler la production nationale selon un plan commun [...] mettant fin à l'anarchie constante et aux

convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste » (Karl Marx, *La Guerre Civile en France*, 1871). Cette démonstration a même fait école dans les pays capitalistes, qui se sont presque tous dotés – avec plus ou moins de succès – d’outils destinés à mieux encadrer les phénomènes économiques afin de les stabiliser. Si l’idée d’un capitalisme moralisé, parfaitement encadré et stabilisé grâce à de nouvelles institutions apparaît comme de plus en plus chimérique au fur et à mesure que s’aggrave

---

**« La perspective politique de Marx, l’émancipation du genre humain, reste l’horizon que nous nous fixons. »**

---

la crise du capitalisme, ne peut-on pas imaginer que ces efforts de régulation posent involontairement les bases de nouvelles régulations post-capitalistes, éloignées de la logique du profit ? Un autre argument, symétrique, consiste à minimiser la portée du marxisme. Marx serait un homme du XIX<sup>e</sup> siècle et sa pensée serait, par conséquent, datée. Or qu’observe-t-on ? Sur le plan politique, les analyses de Marx, ses critiques de l’exploitation, de l’aliénation, des multiples formes d’oppression, sont plus que jamais d’actualité. Les luttes féministes et écologiques ont trouvé, et trouvent toujours, dans les écrits de Marx et d’Engels, des armes théoriques puissantes et permettant de dessiner des chemins pour l’action. Leur dénonciation de la domination masculine, qui s’appuie sur une critique matérialiste de la famille – maillon essentiel des modes de production précapitalistes – permettait de fixer à l’émancipation féministe des perspectives concrètes. La critique des ravages de l’écosystème dus au capitalisme dans les villes industrielles d’Angleterre, ainsi que la critique de la surexploitation de la terre (appuyée sur les travaux du chimiste et agronome Liebig) ouvrent chez Marx la voie à une critique écologiste du capitalisme. Marx reste également une référence

incontournable sur le plan scientifique. Les sciences sociales restent tributaires des apports de Marx, qui a su conjuguer les dimensions économique, sociale, historique, voire écologique, dans le cadre d’une étude totalisante des sociétés humaines – cette dette est souvent ignorée des chercheurs eux-mêmes. C’est notamment le cas en économie où, souvent par ignorance ou par autocensure, des chercheurs « redécouvrent » des concepts ou des résultats de Marx, les développent et se les approprient.

Si le communisme du XX<sup>e</sup> siècle est mort, écrivons-nous donc : « Vive le communisme du XXI<sup>e</sup> siècle ! » Car, une fois n’est pas coutume, l’histoire semble avoir progressé de façon contradictoire. Les sociétés humaines portent toujours en elles les germes disséminés par le communisme défunt – ou plutôt, endormi. Le spectre du communisme qui hantait déjà l’Europe façonnée par le congrès de Vienne (1815) avant le Printemps des peuples (1848) a donné naissance à un génie, auteur de transformations politiques et sociales majeures à l’échelle mondiale. Il est aujourd’hui retourné dans la lampe, mais pour combien de temps ? La société française de la Restauration portait en elle des tendances qui devaient l’amener à se muer en république – ou du moins, en régime bourgeois débarrassé définitivement des oripeaux suranés de l’Ancien Régime. La Révolution française a duré un siècle. Ne pourrait-il pas en être de même de la révolution communiste ?

#### **POUR TUER MARX, IL FAUDRA D’ABORD TUER LE CAPITALISME**

Enterrons Marx : chiche ! Mais donnons-nous les moyens pour que cette entreprise soit couronnée de succès. Pour tuer Marx, il faudra d’abord tuer le capitalisme. Et ce dernier est coriace. Car, à chaque nouvelle crise, on constate que les experts et autres commentateurs médiatiques peinent à rendre raison des tenants et des aboutissants des difficultés dont ils doivent rendre compte. Le constat, limpide, qui se dessine, est toujours le même : les peuples paient la crise, les puissants y font des affaires. Difficile également d’expliquer la persistance de difficultés économiques non résolues depuis les années 1970. Un demi-siècle de crise structurelle du capitalisme : ça se fête ! Et quiconque ►►

► considère un peu sérieusement les problématiques sociales, économiques et environnementales actuelles, dans une perspective historique longue, ne peut qu'être frappé par l'actualité des analyses marxistes : suraccumulation de capital, fluctuations du taux de profit et tendances à la baisse de plus en plus difficiles à contrer dans les activités productives, aliénation, lutte des classes, armée de réserve... Les catégories marxistes, les théories de Marx ne peuvent être éludées qu'au prix d'un énorme effort de refoulement tant elles semblent puissamment explicatives des difficultés du système capitaliste à se maintenir aujourd'hui. En ce sens, le marxisme est, comme l'a dit Jean-Paul Sartre, une philosophie indépassable de notre temps.

Faut-il pour autant prôner le « retour à Marx » ? Certainement, pour se réapproprier ses théories, ses concepts et surtout ses méthodes ; et construire à partir de lui des analyses valables dans le contexte actuel. Certainement pas, s'il s'agit de sacrifier « l'analyse concrète des situations concrètes » à l'exégèse de textes sacrés de la marxologie. De l'analyse de Marx subsistent deux impressions contradictoires : l'idée que nous sommes des nains, assis sur les épaules d'un géant. Mais aussi que certaines de ses analyses sont dépassées. Par exemple, l'idée que la socialisation des moyens de production permettrait de produire directement des valeurs d'usage non marchandes, directement et exactement conformes aux besoins des consommateurs, a fait long feu. Quand la production et la consommation sont séparées, il faut nécessairement une « médiation sociale des valeurs d'échange », telle la monnaie, même en régime socialiste. Les expériences soviétique, cubaine, chinoise, vietnamienne... montrent aussi que la suppression totale du marché ne semble pas non plus possible (ni souhaitable) : la planification socialiste n'a pu, là où elle a été mise en place, remplacer totalement les mécanismes marchands décentralisés par des chaînes de commandement administratif, ce qui a conduit dans les pays concernés à l'apparition de nouvelles façons d'appréhender la planification et son rapport au marché.

Marx n'est pas seulement un théoricien pour universitaires subversifs, il est un acteur politique situé historiquement. Comment Marx vit-il toujours politiquement aujourd'hui, dans le champ politique, celui dans lequel lui-même

s'inscrivait ? C'est le questionnement dans lequel s'inscrit ce numéro de *Cause commune*. La perspective politique de Marx, l'émancipation du genre humain, reste l'horizon que nous nous fixons. Faire vivre la pensée de Marx, c'est permettre l'action politique populaire, internationaliste, universelle, que celui-ci appelait de ses vœux. La crise structurelle du capitalisme

---

**« Les sciences sociales restent tributaires des apports de Marx, qui a su conjuguer les dimensions économique, sociale, historique, voire écologique, dans le cadre d'une étude totalisante des sociétés humaines. »**

---

ne trouve pas de réponses à l'intérieur du système, dont les contradictions paraissent au contraire s'aiguiser de façon alarmante. Les rapports sociaux capitalistes doivent être brisés pour répondre aux exigences d'émancipation de l'humanité. Alors que la crise écologique, économique, sociale et anthropologique du capitalisme met au jour l'exigence fondamentale de nouvelles perspectives pour l'avenir de nos sociétés, il est grand temps de mettre à profit les potentialités de notre époque pour organiser les solidarités qui nous font tant défaut. À l'heure de l'Internet, des biotechnologies et de l'automation, il est extravagant de prétendre que les solutions techniques aux problèmes de l'humanité n'existent pas : c'est au niveau des rapports sociaux, et notamment des rapports de propriété et de production, que se situent les blocages qui interdisent aux forces productives de prendre un nouvel essor favorable à l'émancipation du plus grand nombre. Les luttes sociales et politiques joueront un rôle déterminant pour faire en sorte que ce qui n'est que potentiel en germe devienne élément constitutif de notre réalité. ■

\*Florian Gulli et Constantin Lopez sont membres de la rédaction de *Cause commune*. Ils ont coordonné ce dossier.



# Avec Marx, penser et agir aujourd'hui

ENTRETIEN AVEC **BERNARD VASSEUR\***

© Tu es intervenu à plusieurs reprises ces derniers mois dans le cadre de conférences-débats autour de Marx organisées localement par le PCF. Que retiens-tu de ces échanges et de l'intérêt des communistes d'aujourd'hui pour la pensée de Marx ?

Ce qui m'a frappé c'est la conjonction de deux publics. L'un, autour de 50-60 ans, qui était heureux de voir revenir des soirées de réflexion « autour du fondamental ». L'autre, plus jeune, qui disait en avoir assez qu'on ne fasse que réagir à l'actualité et qui voulait qu'on parle « de ce que nous voulons, de nos points de repère ». Le nom de Marx symbolisait cette volonté et rendait possible cette convergence. Le film de Raoul Peck, dont la projection ouvrait souvent les discussions, qui montre un jeune Marx, à l'opposé de l'image consacrée du « vieux

« La conscience du contre ne suffit pas à donner la conscience du pour. »

savant », permettait assez vite de parler de la jeunesse de ses idées. Il y avait un effet « découverte » de la vie de Marx, qui venait contrecarrer un *a priori*, un préjugé solide (comment un type qui vivait il y a deux siècles pouvait avoir quelque chose à dire sur notre temps ?). Cela aidait à prendre du recul et à réfléchir sur la longue durée, à rappeler que des idées qui sont aujourd'hui des

idoles absolument vénérées – comme « démocratie » et « république » – ont été conspuées et maudites pendant des millénaires. Avec cette question en perspective : pourquoi l'idée du communisme, formulée il y a bien moins longtemps, devrait-elle en rester au lugubre portrait qu'en dressent aujourd'hui les vainqueurs du moment et à la décevante impasse

qui a rongé sa toute première expérimentation au XX<sup>e</sup> siècle. »

►► **©** Tu viens de faire paraître un ouvrage intitulé *Avec Marx. Penser et agir aujourd'hui*, édité par la fédération du PCF 93. Comment définirais-tu ce rapport à Marx vers lequel fait signe la préposition « avec » ?

*Avec* Marx s'oppose d'abord à tous ceux qui voudraient bien nous faire penser *sans* lui. J'en vois de trois sortes. Il y a d'abord les libéraux pur sucre qui le réduisent à l'état de traîne-savates du concept (il s'est trompé sur son époque, il n'a rien à nous apprendre sur la nôtre). Il y a ensuite ceux qui le rangent dans l'histoire et l'abandonnent à la poussière des siècles (il a dit vrai sur son époque, mais la nôtre est totalement différente, et il ne nous aide en rien à la penser). Il y a enfin ceux qui honorent l'analyste du capitalisme mais qui stigmatisent le militant du communisme (il dit vrai dans la description, y compris pour aujourd'hui, mais fut un mauvais « prophète »). Ce qui revient à prétendre qu'il n'y a pas d'issue au capitalisme, si ce n'est quelques correctifs à la marge, et qu'il est déraisonnable de chercher à penser, comme Marx l'a fait, un dépassement communiste du capitalisme.

« Pourquoi l'idée du communisme devrait-elle en rester au lugubre portrait qu'en dressent aujourd'hui les vainqueurs du moment et à la décevante impasse qui a rongé sa toute première expérimentation au XX<sup>e</sup> siècle ? »

« *Avec Marx aujourd'hui* » se distingue aussi de « *Avec Marx hier* », c'est-à-dire des lectures qui en ont été proposées ou imposées tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Pour des raisons politiques : le marxisme promu doctrine officielle des États socialistes, la lecture soviétique (le marxisme-léninisme) imposée comme modèle... Pour des raisons théoriques : certains de ses textes étaient

inconnus, les traductions en français étaient contestables (par exemple celle du livre I du *Capital* par Joseph Roy). Ainsi, maintenant que nous disposons de tous les brouillons du *Capital*, nous savons que Marx n'était pas un doctrinaire, mais un chercheur qui n'hésitait pas à remettre en cause ce qu'il avait cru un moment avoir établi. Ou bien encore nous découvrons désormais des textes de Marx jusqu'alors introuvables ou difficiles d'accès (sur le colonialisme, l'esclavage et le racisme, la Chine et l'Inde...) qui permettent d'enrichir le regard sur son œuvre.

Et puis *avec* Marx veut dire en *compagnie de...* Cela signifie qu'il m'apparaît nécessaire, mais n'implique pas du tout qu'il doit être un interlocuteur unique dans le déploiement d'une pensée... Le graphiste Gérard Paris-Clavel qui a fait la maquette du bouquin en a résumé ainsi l'objectif : « Rêve-toi et Marx ». C'est drôle et c'est juste.

**©** Le titre de ton livre fait écho à la somme théorique en quatre volumes publiée par Lucien Sève, *Penser avec Marx aujourd'hui*. Dirais-tu que tu t'inscris dans une démarche analogue ?

Tu me fais beaucoup d'honneur en évoquant la grande œuvre de Lucien Sève qui condense des années de travail sur Marx. Mais restons simple et modeste : mon livre ne joue pas « dans la même division » que les siens et ne cherche pas le même public. Il reprend en les augmentant sensiblement les textes de conférences données devant des militants, qui ont rencontré un grand intérêt, si bien que la direction fédérale de Seine-Saint-Denis – et je l'en remercie – a décidé de les publier comme un livre de formation. Il s'agit donc d'un exercice de pédagogie politique comme j'en ai pratiqué – d'ailleurs bien souvent au côté de Lucien – dans les écoles du Parti communiste il y a longtemps et que je suis heureux de voir renaître. Ces différences entre nos deux projets ne m'ont évidemment pas empêché de suivre et de reprendre ses formules et ses analyses quand je les trouvais pertinentes et bien frappées. Je lis ses travaux depuis des décennies et, alors qu'au départ, dans ma jeunesse, j'étais « althussérien » (pour parler vite), il m'a convaincu – textes à l'appui – que sa lecture de Marx était la plus juste, la plus adéquate. Je m'efforce donc de la faire vivre et je partage son souci d'abandonner le nom de « marxisme » – qui a été his-

toriquement associé à trop de mécomptes et d'erreurs – pour le remplacer par « la pensée-Marx » ou « penser Marx aujourd'hui ».

© « Penser et agir », dis-tu. L'apport de Marx pour penser le capitalisme est aujourd'hui assez largement reconnu, même par Jacques Attali et Patrick Artus. Quand il est question d'agir, en revanche, c'est une autre affaire... Que peut nous apprendre Marx aujourd'hui sur le terrain de l'action politique ?

On ne trouve évidemment pas dans Marx des recettes toutes prêtes sur les formes d'action à mener, mais on trouve des orientations de pensée qu'il s'agit de rendre sensibles dans les initiatives que l'on décide de mener pour les faire partager. Vers la fin du *Manifeste*, il explique, par exemple, que dans tous les mouvements auxquels ils participent, les communistes « mettent en avant la question de la propriété ». Cela ouvre des pistes sur ce qu'il faut faire vivre pour combattre les

# RÊVE-TOI ET MARX

Gérard Paris-Clavel, graphiste militant

inégalités béantes qui marquent notre époque. Il y a en France aujourd'hui moins de milliardaires qu'il n'y avait d'aristocrates sous l'Ancien Régime, et que dire des inégalités dans le monde ! De même la « critique de l'économie politique » que construit Marx (c'est le sous-titre du *Capital* et ce n'est pas la même chose que l'élaboration d'une économie) invite à rendre sensible le fétichisme qui dissimule en permanence la véritable réalité du capital et vise à lui donner un air naturel

« Ce qui a échoué au XX<sup>e</sup> siècle n'est pas le communisme comme on le croit souvent, mais bel et bien le socialisme sous ses deux visages : le socialisme de la social-démocratie, le socialisme de la voie autoritaire du parti unique. »

aimable d'éternité et de modernité. Dans un moment comme le nôtre – qui ressemble beaucoup à un Thermidor –, il est important de ne pas seulement se défendre contre des mises en cause et pour conserver des droits, mais d'attaquer au nom d'une autre conception de la modernité, fondée sur l'idée (qu'on trouve dans Marx) que le capitalisme ne produit pas seulement ses fossoyeurs, mais surtout ses successeurs qui seraient capables sans lui de faire bien mieux que lui. C'est ce que je formule ainsi : la conscience du contre ne suffit pas à donner la conscience du pour. De même encore, Marx est un penseur du communisme et, si l'on combine ce qu'il en dit avec ce que nous a révélé l'histoire terrible du XX<sup>e</sup> siècle, alors on voit qu'il ne suffit pas de se débarrasser du parasitisme d'une classe exploiteuse et d'abattre le capitalisme au moyen de l'État socialiste (ce que la révolution soviétique a accompli) pour faire advenir une société sans classes et des individus émancipés et libérés. En sorte que, pourrait-on dire, ce qui a échoué au XX<sup>e</sup> siècle n'est pas le communisme comme on le croit souvent, mais bel et bien le socialisme sous ses deux visages : le socialisme de la social-démocratie (qui n'a nulle part mis à mal le capitalisme et a fini par tout lui céder), le socialisme de la voie autoritaire du parti unique (celui des partis communistes, qui n'a jamais conduit au communisme et a fini par s'effondrer). Autrement dit : socialisme et communisme ne se confondent pas, et le concept économique d'exploitation dont s'est contenté le premier ne doit pas se confondre avec la catégorie d'aliénation qui, montre Marx, permet dialectiquement de donner toute son ampleur à la conquête du second. ■

\*Bernard Vasseur est philosophe.  
Entretien réalisé par Jean Quéfier.

# Marx avec ou contre Proudhon ?

Il est possible de penser la complémentarité des héritages des deux auteurs pour construire une politique économique de la transformation sociale dont l'économie sociale et solidaire peut être un pivot.

PAR SYLVIE MAYER ET LUC MBOUMBA\*

**M**arx et Proudhon : l'un et l'autre remettent en cause le fait que la propriété privée prenne la forme d'un instrument d'exploitation source d'inégalités. Les divergences entre leurs approches de la notion de propriété ont fait l'objet de nombreux ouvrages et articles, rédigés par eux-mêmes ou par d'autres – leur approche personnelle de la question a par ailleurs évolué au cours du temps.

## LA NOTION DE PROPRIÉTÉ

En réalité, on peut penser, comme Georges Gurvitch, que « la pensée de Proudhon et celle de Marx, au lieu de s'exclure, se complètent et se corrigent mutuellement ». Les penser en complémentarité, c'est réussir à articuler la personne et le collectif, la liberté et la communauté, la relation de proximité et l'organisation globale – sans pour autant tomber dans l'écueil consistant à opposer schématiquement un Proudhon défenseur de la personne et la liberté et un Marx penseur unilatéral du collectif et de la communauté.

À partir de l'idée que « la propriété est l'exploitation du faible par le fort et la communauté est l'exploitation du fort par le faible », Proudhon

cherche, dans *Qu'est-ce que la propriété ?* à dépasser l'alternative propriété/communauté, notamment par la construction de la banque du peuple, destinée à sortir les entreprises de la possession du capital.

La position de Marx sur la nature de la société future évolue et s'étoffe progressivement : prenant le contre-pied des expériences utopiques américaines, il envisage d'abord la mise en place d'une propriété socialisée des moyens de production à l'échelle de la nation, ce qui implique notamment d'utiliser l'appareil d'État bourgeois conquis par les révolutionnaires. Il pose ainsi des propositions qui constituent l'amorce de ce que pourraient être les nationalisations-centralisations du crédit. Ultérieurement, Marx s'intéressera au mouvement coopératif, notamment dans l'*Adresse inaugurale* de l'Association internationale des travailleurs, dans laquelle il prônera la disparition du « travail salarié... forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé exécuté avec entrain dans la joie et le bon vouloir ». Il considère alors que les coopératives constituent une première brèche à l'intérieur de l'ancien système. Avec les événements de la Commune, abandon d'entreprises par les patrons ou expropriation, il affirme que sous certaines conditions le système coopératif peut devenir « du très possible communisme » (*La Guerre civile en France*).

Ainsi que le montre Benoît Borrits dans son ouvrage récent *Au-delà de la propriété, pour une économie des communs* (La Découverte, 2018), on retrouve cette approche complexe sur la propriété et l'organisation des moyens de production dans la vision de Jean Jaurès, qui par certains aspects tente une forme de synthèse entre autogestion locale et planification globale. Face

---

« La lutte contre les inégalités et pour le progrès social passe par une nouvelle logique d'organisation économique et le dépassement du rapport archaïque à la propriété. »

---

à Jules Guesde qui, parlant de la verrerie ouvrière d'Albi (VOA), ne voulait y voir qu'une « simple coopérative de travail », Jaurès souhaite faire des coopératives « la propriété commune de toutes les organisations ouvrières ». Ce sera bien le cas : gérée au quotidien par les verriers, la VOA l'est aussi par des représentants nationaux des coopératives et des syndicats qui possèdent des parts sociales au nom d'une délégation de pouvoir par la classe ouvrière.

## LE RÔLE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'enjeu est de montrer la possibilité d'une alliance entre l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'État pour construire la transformation sociale, les pensées marxiste – notamment à travers la notion de *propriété socialisée des moyens de production*, pouvant englober différentes formes de propriété : étatique, coopérative – et proudhonienne pouvant constituer, malgré leurs divergences historiques, des points d'union importants pour les combats politiques actuels. La politique gouvernementale actuelle revêt deux caractéristiques évidentes :

- La poursuite d'une logique de privatisation des secteurs clés (télécommunications, transports, énergie, logement...), avec la « *start-up nation* » comme accompagnement accéléré de cette privatisation et l'adoption des standards de l'économie de marché pour penser l'ensemble des missions de l'État (sécurité, éducation justice, santé...).
- Le soutien affiché à une frange de l'ESS (accélérée depuis la loi de 2014) qui s'incarne par une volonté de marchandisation du social ; l'entrepreneuriat social ou *social business* pense ainsi les questions sociales comme un gisement de valeur économique teintée d'utilité sociale.

Cette politique présente une cohérence d'ensemble : marchandiser l'ensemble de la société (le marché total) et individualiser le rapport que chacun a avec la société. Elle est fondée sur un discours libéral faisant de l'enrichissement des individus et de la libre concurrence la condition du bien-être collectif. Or cette politique n'a pas résolu les problèmes de faible croissance, tout en faisant exploser la pauvreté et les inégalités. Il est donc nécessaire et urgent de porter une autre vision de société.

La lutte contre les inégalités et pour le progrès social passe donc par une nouvelle logique d'or-

ganisation économique et le dépassement du rapport archaïque à la propriété. Dans les politiques portées sur le territoire, cela nécessite de soutenir (subventions), d'accompagner (mise en lien, réseaux), de promouvoir des formes d'organisation collectives de production et de distribution inscrites dans l'économie sociale et solidaire, et d'y participer (prise de parts, achats de circuits courts, écologiques et solidaires...) avec deux enjeux principaux :

- Un nouveau souffle démocratique : asseoir le développement économique et social sur une gouvernance qui associe les personnes concernées. La démocratie ne peut plus s'arrêter aux portes de l'entreprise mais doit traverser l'ensemble de la société, à l'atelier, à l'usine, au bureau, comme dans la ville.

« Les pratiques collectives des sociétés coopératives d'intérêt collectif dans lesquelles les collectivités territoriales peuvent être sociétaires sont un exemple vivant de la manière dont les nationalisations pourraient se penser. »

- Un nouveau progrès social : favoriser la cristallisation d'une organisation économique où l'écart des salaires est limité (la loi de 2017 limite l'obtention de l'agrément Entreprise solidaire d'utilité sociale [ESUS] à un plafond de sept fois le SMIC), où la distribution équitable des bénéfices fait partie du cadre légal. Ces deux points sont déjà présents dans la loi ESS de 2014, ils devraient être généralisés.

Cette impulsion démocratique et sociale sera aussi l'occasion de se désintoxiquer de la toute-puissance de la valeur du marché et de la rentabilité à court terme pour permettre l'épanouissement de références sur les territoires et le développement de nouvelles capacités :

- capacité à préserver les activités et les emplois sur les territoires (proposition de loi « entreprises et territoires », monnaies locales citoyennes, etc.) ;



- ▶ • capacité à redonner de la valeur aux richesses non monétaires (bénévolat, cadre de vie, lien social, etc.) ;
  - capacité à remettre l'utilité et la durabilité sociale et écologique au cœur des choix de production (soutien au développement de la filière verre d'emballage se substituant progressivement aux plastiques et à l'aluminium par exemple) ;
  - capacité à élargir la notion d'entreprise pour une réappropriation par le collectif de production et le territoire (l'entreprise est un lieu de production collective et de richesses collectives, pas seulement une somme de capitaux).
- À l'échelle nationale, puis internationale, il est nécessaire de ne pas se satisfaire de l'impulsion donnée à une ESS de transformation sociale sur les territoires mais de créer les conditions de sa pérennité et d'une harmonie d'ensemble par les moyens suivants :

- développement par la loi des conditions de développement de l'ESS comme axe transversal des politiques publiques (plusieurs pays d'Amérique latine sont des sources d'inspiration en la matière) ;
- nouvelles nationalisations pour maîtriser la production des secteurs stratégiques et vitaux, autrement dit des biens communs publics (nécessaires à toutes et à tous et qui doivent être accessibles à toutes et à tous : air, eau, énergie, logement), à la différence des biens communs particuliers (qui sont également des formes de communs mais qui ne sont pas indispensables à tout le monde et qui peuvent donc être restreints dans leur accès). Sur cette frontière, à travailler de manière dynamique, un dialogue fécond est possible entre État et ESS.

Les pratiques collectives des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) dans lesquelles les collectivités territoriales peuvent être sociétaires sont un exemple vivant – il y en a près de sept cents aujourd'hui – de la manière dont ces nationalisations pourraient se penser, plus démocratiques, mieux ancrées dans les logiques territoriales et sur les besoins de la population. Cela dit, les coopératives de production sont elles-mêmes soumises aux logiques du capital, tout en restant des facteurs d'innovation. Il est nécessaire qu'elles se réinventent en permanence, pour aller vers un « commun productif » et qu'elles ne restent pas inféodées à la logique du marché capitaliste. À ce titre, et plus largement, pour l'ESS, l'État doit garantir la cohérence

« Se désintoxiquer de la toute-puissance de la valeur du marché et de la rentabilité à court terme pour permettre l'épanouissement de nouvelles références sur les territoires. »

d'ensemble de l'écosystème, agréger les dynamiques territoriales et définir des grands objectifs, les grands besoins et les ressources à déployer, de la planification en quelque sorte. Des expériences de ce rapport vertueux existent, l'enjeu est de donner une dimension paradigmatique à ces embryons et surtout de les faire croître au cœur de la production économique nationale. Financement de l'entreprise, rôle de l'État, droits des salariés, rôle des usagers et consommateurs... La réflexion doit se poursuivre pour aller, comme le suggère Benoît Borrits, vers « une économie des communs ». ■

\***Sylvie Mayer** est responsable de la commission Économie sociale et solidaire du PCF.

**Luc Mboumba** est conseiller municipal PCF de Créteil et salarié-associé de la coopérative d'activités et d'emploi. Coopaname.



# Contradictions du capitalisme : l'humanité face à des défis vitaux

Malgré l'offensive du capital et des forces qui le soutiennent contre les conquêtes sociales et démocratiques, nous aurions tort de penser que le capitalisme serait en voie de stabilisation et que les contradictions qu'il doit affronter iraient en s'atténuant. Revenir sur la contradiction essentielle, par bien des aspects, entre les forces productives et les rapports de production du capitalisme contemporain peut en fournir une excellente illustration.

PAR ALAIN OBADIA\*

Rappelons, tout d'abord, des concepts structurants permettant d'aborder cette question. Avec Florian Gulli et Jean Quérier, précisons que « l'expression "forces productives" désigne les moyens de production (outils, machines, système de machines), l'ensemble des hommes qui les utilisent, ainsi que les savoirs indispensables au travail (savoir-faire des métiers traditionnels, connaissances techniques et scientifiques). Rapport de l'homme à la nature, la production est toujours et en même temps sociale, rapport des hommes entre eux » (*Découvrir Marx*, Les Éditions sociales, 2016).

Concernant les rapports de production, on peut reprendre la définition synthétique proposée par Engels qui soulignait que « la production des moyens matériels élémentaires d'existence et, partant, chaque degré de développement économique d'un peuple ou d'une époque forment la base d'où se sont développés les institutions d'État, les conceptions juridiques, l'art et même les idées religieuses des hommes en question et que, par conséquent, c'est en partant de cette base qu'il faut les expliquer et non inversement comme on le faisait jusqu'à présent ». L'une des thèses essentielles de Marx est que ces deux réalités interagissent en permanence et de façon contradictoire. Cette contradiction est un moteur puissant de la transformation des sociétés. Dans un texte particulièrement important de 1859, *Contribution à la critique de l'économie politique*, il relevait qu'« à un certain stade de leur développement, les forces productives maté-

rielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale ». Il ajoutait qu'« il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel – qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse – des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi ». ►►

---

**« À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants [...]. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. » Karl Marx, 1859**

---

« La révolution informationnelle est riche de potentialités de partage et de coopération mais elle peut également aggraver le consumérisme et l'intrusion des multinationales dans nos vies. »

►► **COMPRENDRE LA PÉRIODE ACTUELLE**

Ces remarques sont, me semble-t-il, extrêmement utiles pour comprendre la période actuelle. Les bouleversements profonds générés par la révolution informationnelle et numérique, le développement exponentiel des connaissances scientifiques, leur intégration de plus en plus forte avec le processus productif, les exigences massives de qualification, et de maîtrise collective des technologies qui transforment le salariat et plus globalement le monde du travail, la puissance des capacités productives et l'ampleur de leur influence sur les écosystèmes, tout cela appelle d'autres formes d'organisation de la société. Enserées dans le carcan de la rentabilité financière à tout prix, de la domination des marchés, de la mondialisation financiarisée, de la surexploitation, du dumping social ou encore du saccage des écosystèmes et de la biodiversité, les forces productives contemporaines voient leur potentiel de progrès humain stérilisé et deviennent, pour une part, des menaces pour l'avenir de l'humanité.

Comme toutes les révolutions technologiques qui ont marqué l'histoire, la révolution informationnelle et numérique est transversale. Elle affecte le travail et l'activité productive. Plus largement, elle métamorphose la société et les modes de vie. Elle est riche de potentialités de partage et de coopération mais elle peut également aggraver le consumérisme et l'intrusion des multinationales dans nos vies. Elle peut rendre le travail plus facile, plus efficace et moins pénible. Mais elle peut aussi être le vecteur de suppressions massives d'emplois, de parcellisation renouvelée du travail, d'appauvrissement de son contenu ou encore de précarisation à la sauce Uber. Si l'on aborde comme aujourd'hui ces processus « à la sauvagerie » par la mise au chômage et l'insécurité sociale, la technologie est retournée contre l'humain pour le profit. La

société est interrogée en profondeur par cette question. Le développement multiforme des réflexions et des propositions visant à assurer une sécurité de revenu ou de salaire pour chacun tout au long de la vie en témoigne. Fondée sur la remise en cause de la notion même de marché du travail, la proposition communiste de sécurité d'emploi ou de formation participe activement de cette recherche de solutions. La faire largement connaître et débattre vise à créer une dynamique en termes de mobilisation et de luttes.

La révolution technologique en cours conduit à ce que la composante intellectuelle du travail devienne dominante. Dans l'organisation du travail, cela pousse au développement de l'intelligence partagée entre des collectifs qui échangent en permanence. Au-delà du salariat, ces pratiques collaboratives connaissent un développement foisonnant dans les « tiers lieux » de la révolution numérique. Il apparaît clairement que le travail doit de plus en plus devenir coopératif si l'on veut en tirer toutes les potentialités créatives. C'est une aspiration massive dans les entreprises. Elle se heurte pourtant aux stratégies patronales de segmentation du travail, d'individualisation et de mise en concurrence des salariés. Là encore, les potentialités de progrès humain des forces productives sont corsetées par des rapports de production tournés vers la rentabilisation du capital.

Ce constat montre la nécessité d'une maîtrise de la révolution numérique et plus globalement des processus de développement technologiques par la société tout entière. La conquête de pouvoirs démocratiques nouveaux dans la société comme dans les entreprises fait partie des objectifs pertinents pour progresser dans cette voie. Il est significatif que sur ce dernier point l'intransigeance du patronat soit absolue. L'actualité quotidienne illustre à quel point la

« Il apparaît clairement que le travail doit de plus en plus devenir coopératif si l'on veut en tirer toutes les potentialités créatives. »

question de la transition écologique relève d'une urgence vitale. Réchauffement climatique accéléré, destruction des sols fertiles, épuisement des ressources fossiles ou encore disparition de nombreuses espèces vivantes tout démontre qu'il ne faut plus tergiverser ! Là encore cette situation n'est pas le fruit d'une fatalité. Elle est le résultat d'un mode de production qui dévore les richesses naturelles et dévaste les écosystèmes en même temps qu'il exploite la force de travail. Cela fait écho à une réflexion de Marx et Engels qui notaient dans *L'Idéologie allemande* : « Il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent plus être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructrices. » Avec les développements, dans le courant du XX<sup>e</sup> siècle, du modèle consumériste/productiviste, cette réflexion est aujourd'hui très concrète et d'une redoutable portée. La logique du marché est à l'évidence incapable d'apporter la moindre solution à ces immenses défis. Pire encore, du fait de ses mécanismes fondamentaux – loi du profit et concurrence prédatrice –, le capitalisme

apporte tous les jours la démonstration que même « verdi », il n'est pas « éco-compatible ». L'indispensable révolution écologique implique de conjuguer les dimensions humaines, sociales, économiques, technologiques ou encore démographiques, avec les impératifs de protection et de sauvegarde des écosystèmes. Elle doit installer progressivement de nouveaux modèles industriels, agricoles et de consommation. Elle suppose donc de caler les objectifs sur l'intérêt général de l'humanité dans une vision de long terme et de coopération. Elle se situe à l'opposé du mouvement de suraccumulation du capital. En cette période de bouleversements structurels, les défis que l'humanité doit surmonter sont à proprement parler vitaux. Les rapports de production actuels empêchent de trouver les solutions nécessaires alors qu'elles sont à notre portée, ils nous conduisent vers l'abîme. Ainsi, le combat pour le dépassement du capitalisme qui structure l'action des communistes est d'une actualité plus grande que jamais. ■

\*Alain Obadia est président de la Fondation Gabriel-Péri.

## Le marxisme, critique de l'économie politique ou économie politique ?

À l'opposé d'un courant hégémonique dogmatique donnant une vision apologétique d'un capitalisme saisi comme horizon indépassable de l'histoire, le marxisme instaure des concepts clés d'un savoir scientifique authentique, radicalement alternatif, en économie politique.

PAR RÉMY HERRERA\*

**L**e rapport du marxisme à l'économie, en tant que discipline scientifique, ne va pas de soi. Ce, en premier lieu, pour la raison que l'économie dite « politique », apparue en Europe occidentale entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, est elle-même un sous-produit de l'évolution historique du système capitaliste.

### UNE ÉVOLUTION DES DÉFINITIONS DE L'ÉCONOMIE

La formule choisie par Jean-Baptiste Say pour

définir l'économie comme la science qui étudie la façon dont « se forment, se distribuent et se consomment les richesses », induit l'impression que ces dernières le font « sinon toutes seules, au moins d'une manière indépendante de la volonté de l'homme », écrivait Léon Walras. Ce dernier ajoutait : « [C]e qui a séduit les économistes dans cette définition [celle donnée par Say], c'est précisément cette couleur exclusive de science naturelle qu'elle donne à toute l'économie politique. Ce point de vue les aidait singulièrement dans »▶▶

« C'est avec Marx et Engels, dans le cadre d'une conception matérialiste de l'histoire, qu'allaient être déterminées les caractéristiques du mode de production capitaliste. »

- leur lutte contre les socialistes. Tout plan d'organisation de la propriété était repoussé par eux *a priori* et, pour ainsi dire, sans discussion. » Le marxisme va plus loin en montrant, comme le soulignait Engels, que « l'économie ne traite pas de choses, mais de rapports entre des personnes et, en dernière instance, entre des classes ; mais ces rapports sont toujours liés à des choses et apparaissent comme des choses ».

Les idéologies dominantes du capitalisme se sont consolidées avec les mutations de ce champ disciplinaire, qui s'est lentement transformé d'« économie politique » en « économie pure ». « Économie politique », c'est la forme sous laquelle elle est née autour du XVII<sup>e</sup> siècle, grâce à des auteurs comme Antoine de Montchrestien et William Petty, traduisant la prévalence de l'économique sur le politique, consécutive à l'affirmation du capitalisme ; puis sous laquelle elle fut perfectionnée à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, par Adam Smith, David Ricardo et les apports classiques. « Économie pure », c'est ce qu'elle prétend être devenue depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle, et toujours plus en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. La partie centrale du triptyque chronologique étant représentée par la formulation d'une « économie politique pure » (la théorie walrasienne de l'équilibre général des marchés) dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, à un moment où la discipline s'était autonomisée (de la philosophie et du droit, ensuite de la science politique et de la sociologie) et déjà solidement institutionnalisée.

#### LE MARXISME, UNE CONCEPTION HISTORIQUE DU CAPITALISME

Le marxisme est bien sûr, d'abord, une critique de cette économie politique. Marx et Engels ont une conception *historique* du capitalisme, et ont critiqué ceux qui en faisaient une interprétation « fétichiste », attribuant un pouvoir à de simples objets matériels. Eux insistent sur les

rapports sociaux. Le capital, c'est un rapport social de production lié à une structure sociale donnée et historiquement déterminée. Ce sont les moyens de production monopolisés par une partie de la société, et commandant, dans un rapport de domination et d'exploitation, les travailleurs qui vivent de leurs salaires. Ils ont critiqué les classiques qui ont dégagé des « lois économiques » sans saisir que celles-ci sont historiques et expriment les contradictions de la société et des tendances à des changements profonds de cette société.

Mais le marxisme est aussi, du fait même qu'il est une *critique*, la *fondation* des concepts clés d'un savoir scientifique authentique, radicalement alternatif, en économie politique. C'est avec Marx et Engels, dans le cadre d'une conception *matérialiste* de l'histoire, qu'allaient être déterminées les caractéristiques du mode de production capitaliste, articulés forces productives et rapports de production, cernés les contours des antagonismes de classes, percés les secrets de l'exploitation, compris les mouvements complexes du capital, mesurée la gravité de ses crises – et, en pratique, ouverts les horizons des révolutions prolétariennes qui arrivaient.

Lors des processus de transition socialiste, le recours aux outils d'une planification se fonde sur une science économique propre à ces systèmes, adaptée à leur fonctionnement pour la propriété sociale, la place des mécanismes de marchés, l'organisation institutionnelle, etc. Le cycle est commencé par l'objectif d'atteindre la meilleure satisfaction possible des besoins de l'ensemble de la population. Ce ne sont plus les pouvoirs d'achat des agents qui sont déterminants, mais les choix de satisfaire les besoins sociaux et le développement. Les activités productives doivent être effectuées avec une efficacité croissante, grâce à ce nouveau « calcul éco-

« Que le marxisme soit à la fois critique de l'économie politique et économie politique alternative, la trajectoire même de la science économique moderne le confirme. »

nomique ». Des termes assez similaires à ceux utilisés dans le capitalisme (surplus, coût...) sont mobilisés, mais leur contenu est distinct en raison de la spécificité des relations dans lesquelles ils s'insèrent. Les espaces occupés par le marché sont conditionnés à la prédominance de critères sociaux et à un objectif de croissance compatible avec la solidarité. La logique qui guide la reproduction élargie de l'économie n'est plus celle du profit et de l'exploitation.

Que le marxisme soit à la fois critique de l'économie politique et économie politique alternative, la trajectoire même de la science économique moderne le confirme. Le courant néoclassique, actuellement hégémonique, a ainsi pris l'habitude de se présenter comme l'héritier des penseurs classiques. Or les ruptures qu'il s'est vu contraint d'opérer par rapport à ces derniers ont été décisives, et rendues *nécessaires* par les développements marxistes, destructeurs et créateurs à la fois : si proches parents des réflexions classiques, mais menant, par les chemins que Marx a découverts, à la théorie de l'extorsion de plus-value. Ces ruptures, que les néoclassiques cachent, se repèrent aux niveaux méthodologique, théorique et conceptuel. À l'heure présente, celles-ci sont présentées de façon mensongère par le *mains-*

*stream* comme des continuités. Ou comment faire communier les uns et les autres – Marx excepté ! – dans une vision apologétique *unifiée* d'un capitalisme saisi comme unique pensable dans la théorie et horizon indépassable de l'histoire. Il vient de là une discipline économique fictivement « apolitique », mais écrasée par un courant hégémonique dogmatique qui la fait tendre vers ce que j'appelle une « science(-fiction) économique ».

Le marxisme auquel je me réfère ici est une pensée dégagée de l'économisme et du déterminisme dans lesquels nombre d'« orthodoxes » ont enfermé ce courant après Marx. Ce dernier, surtout à la fin de sa vie, dans des recherches consacrées notamment aux formations sociales pré-capitalistes et communautaires agraires, insista en effet sur la nécessité d'une vision de l'histoire *non linéaire*, sur des analyses innovantes où les rapports de production s'imbriquent dans d'autres rapports afin d'épaissir l'examen des formes de propriété, de domination et d'exploitation, et donc aussi sur la multiplicité des voies possibles de passage au socialisme. ■

\***Rémy Herrera** est économiste. Il est chercheur au CNRS (Centre d'économie de la Sorbonne).



# Marx, penseur de la finance

Dix ans après la crise financière mondiale de 2008 qui a remis Marx dans l'actualité de la pensée, on peut se demander quel peut être, un siècle et demi plus tard, l'apport de l'auteur du *Capital* à une réflexion très actuelle sur la finance.

PAR PIERRE IVORRA\*

**L**a finance, dans le mouvement du capital, c'est cet argent qui, comme par miracle, semble par lui-même créer encore plus d'argent, rapporter un intérêt, un gain, par ses seules vertus. Marx lui consacre plusieurs développements dans le *Capital*, il y remarque notamment que, « avec le capital porteur d'intérêt, le rapport capitaliste atteint sa forme la plus extérieure, la plus fétichisée. Nous avons ici A-A', de l'argent produisant de l'argent, une valeur se mettant en valeur elle-même, sans aucun procès qui serve de médiation aux deux extrêmes ».

## LE CAPITAL À LA FOIS MONNAIE ET MARCHANDISE

Marx démystifie cette illusion. Il montre que le capital ne revêt pas seulement l'habit du dimanche qu'est la monnaie, il porte aussi le bleu de chauffe de la marchandise et, notamment, de cette marchandise très particulière qu'est la force de travail du salarié apte à produire plus de valeur qu'elle ne vaut et secrète de la plus-value. Le capital est donc à la fois monnaie et marchandise et c'est parce que dans son procès et son accumulation il est les deux que s'opère au final un partage du profit entre les différents capitalistes qui mangent dans l'assiette. Le financier, qui, lui, n'a vu produire ou circuler aucune marchandise, est persuadé d'assister au miracle des petits pains, son argent semble faire des petits tout seul. L'illusion saisit toute la société, note Marx, au point que « le procès de production capitaliste apparaît seu-

lement comme un intermédiaire inévitable, un mal nécessaire pour faire de l'argent. C'est pourquoi toutes les nations adonnées au mode de production capitaliste sont prises périodiquement du vertige de vouloir faire de l'argent sans l'intermédiaire du procès de production », sans passer par la production de biens et de services. Un siècle après Marx, avec la déréglementation financière et la désindexation du dollar sur l'or à la fin des années 1960 et au début des années 1970, avec la révolution informationnelle qui a impulsé la mondialisation de la finance tout en lui ouvrant un formidable champ de spéculation et de possibilités de prélèvements sur la richesse réelle, le « vertige » a pris la dimension d'un malaise généralisé, planétaire et récurrent. Marx, à son époque, montre que cette « soif » d'argent conduit à des crises périodiques. Il les explique de la manière suivante : en raison de

---

« Un siècle après Marx, le “vertige” a pris la dimension d'un malaise généralisé, planétaire et récurrent. »

---

la concurrence qu'ils se livrent et de leur soif de profit, les capitalistes cherchent à accroître la productivité de leurs entreprises pour réduire les coûts de production de chaque marchandise. Cela les pousse à utiliser de plus en plus de moyens de production matériels (machines, etc.) par rapport au travail salarié employé pour la production. Or les travailleurs sont à l'origine de la plus-value, donc du profit. Cela génère une suraccumulation de capitaux qui a pour conséquence une baisse tendancielle du taux de profit. Il introduit également la notion de dévalorisation des capitaux. Les capitalistes accumulant sans cesse davantage de machines, de moyens de production pour réduire le coût du travail,

« **Toutes les nations adonnées au mode de production capitaliste sont prises périodiquement du vertige de vouloir faire de l'argent sans l'intermédiaire du procès de production.** » Karl Marx

mais aussi de titres financiers, en viennent à dégager relativement insuffisamment de plus-value. Ils baissent leur taux de profit en voulant sans cesse l'augmenter. Dès lors, pour remonter la rentabilité des capitaux dominants, d'autres capitaux sont dévalorisés.

#### **SURACCUMULATION ET DÉVALORISATION DES CAPITAUX**

Dans la suite de Marx, Paul Boccara a donné toute leur dimension aux concepts de suraccumulation et de dévalorisation des capitaux afin d'expliquer le développement du capitalisme monopoliste d'État social après la Seconde Guerre mondiale et la crise actuelle du capitalisme financiarisé et mondialisé, avec le rôle spécifique joué par la formidable accumulation de capitaux financiers (titres de dette publique et privée, actions, produits dérivés...) qui en

viennent à dicter leur loi à la production elle-même ainsi qu'aux politiques publiques.

En même temps, comme Marx, il a particulièrement mis l'accent sur le rôle du crédit dans la montée de la mayonnaise spéculative. Le système du crédit permet, selon Marx, « de développer le moteur de la production capitaliste, c'est-à-dire l'enrichissement par l'exploitation du travail d'autrui pour en faire le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeu ».

Prolongeant cette réflexion, Paul Boccara a montré que le crédit, mis en œuvre avec d'autres critères que ceux de la rentabilité financière des capitaux, peut, au contraire, aider à dégonfler l'énorme accumulation de capitaux, financiers notamment, à réduire le coût du capital, le poids de ses prélèvements sur la richesse créée, permettre de dégager des financements à bas coûts pour la création d'emplois efficaces, de richesses nouvelles, le développement humain et la restauration d'équilibres naturels. Le succès de ce combat contre la finance inauguré par Marx appelle une transformation révolutionnaire des relations humaines, des pouvoirs nouveaux des salariés, des populations à l'entreprise et sur les institutions, au niveau local, régional, national, européen et mondial. Marx revit dans ces combats. ■

\***Pierre Ivorra** est chroniqueur économique au journal *L'Humanité*.



# Le sujet révolutionnaire et ses fantasmes

Au-delà du « mouvement ouvrier », quelle peut être aujourd'hui la force sociale susceptible de relancer un processus révolutionnaire à l'heure de la mondialisation néolibérale ?

PAR **JACQUES BIDET\***

Le concept de « sujet révolutionnaire » renvoie classiquement à l'idée qu'il existe dans nos sociétés un groupe social doté d'un potentiel de transformation et de dépassement de l'ordre établi, capable de briser les dominations de classe ; il se trouve dans une position particulière qui lui permet non seulement de prendre conscience de sa condition d'exploité et de dominé, mais aussi de peser de façon décisive dans le rapport de forces.

Le paradigme en est, comme on le sait, la classe ouvrière des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, creuset des mouvements révolutionnaires modernes. La formulation en est fournie par Marx à la fin du livre I du *Capital*, quand il diagnostique que le développement de la grande entreprise industrielle fait éclore un vaste ensemble ouvrier uni par le procès même de production, toujours plus nombreux et plus qualifié, et donc capable de prendre

en main tout le processus productif dans le sens d'une planification concertée entre tous, qui serait le socle d'un ordre social et politique démocratique. La révolution russe, sous la houlette

---

« Il n'y a de classe dominante que parce qu'elle est en même temps dirigeante. »

---

d'un « prolétariat » hautement concentré, représente une première tentative en ce sens. Les grandes avancées populaires à l'ère du capitalisme développé – pour la France, 1936, 1945, 1968... – sont à lire en parallèle. Ailleurs, dans des aires précapitalistes, la paysannerie a pu jouer un rôle analogue, dans une lutte anti-impérialiste stimulée par des perspectives socialistes. C'est notamment le cas de la Chine : trente ans de lutte de classe ont effectivement fait disparaître l'ancienne domination établie sur la propriété ou le contrôle des terres et des travailleurs agricoles. Il importe naturellement de savoir de quelle « révolution » on parle, selon qu'on la comprend comme renversement du capitalisme ou comme libération du joug colonial. Aujourd'hui, les dominations se donnent dans le triptyque classe, genre et « race » (par où on désigne les séquelles de la relation coloniale). La « révolution » s'entend donc désormais sur plusieurs plans. Elle engage une diversité hétérogène d'actrices et d'acteurs. Cela rend problématique l'idée que le peuple (ici compris non comme peuple ethnique, national, mais comme peuple *social*) ne



pourrait se dresser contre les forces dominantes qu'à partir de la réfraction de toutes les contradictions d'une société dans un noyau dur, capable de leur faire face et entraînant avec lui la masse de la population.

D'où l'idée de rechercher comment on pourrait, au-delà du « mouvement ouvrier », concevoir aujourd'hui la force sociale susceptible de relancer un processus révolutionnaire à l'heure de la mondialisation néolibérale. On a cherché dans des directions diverses. Soit en s'attachant à des expériences significatives – du Chiapas aux « communs » –, passionnantes et pleines d'avenir, mais dont on découvre assez vite les limites en matière d'influence sociale. Soit par élargissement du prolétariat classique à l'ensemble du monde du travail, au regard notamment de la tendance à la généralisation du salariat. Mais la simple opposition capital/travail demeure en elle-même un peu vague.

#### INTERROGER LA STRUCTURE SOCIALE

Il s'agit aussi de savoir ce qu'on entend par un « sujet ». À cet égard, on cherche de nouveaux paradigmes, comme celui de « multitude » ou celui de « peuple » à construire. La « multitude », dont parle Toni Negri, est un riche concept, stimulant pour la réflexion, mais relativement déconnecté de l'analyse de classe, et, pour cette raison, peu opérationnel pour l'élaboration d'une perspective révolutionnaire. Le « peuple » dont parlent Ernesto Laclau et Chantal Mouffe est pensé comme étant « à construire ». En réalité pourtant, les données essentielles – désignées dans la figure classe-genre-race – ne sont pas « à construire » : elles sont déjà là. Il ne suffit pas de chercher à faire converger les demandes insatisfaites des diverses fractions du « peuple ». C'est à la nature de ce « déjà là » qu'il faut s'intéresser, à sa genèse, à ses tendances et à son potentiel, à ses interconnexions et à ses contradictions. C'est d'abord la structure sociale qu'il faut interroger,

en se demandant quel « sujet », quel « nous » pourrait s'y affirmer, articulant ce « triptyque » des dominations.

Chacun des éléments pose naturellement de multiples problèmes. J'en resterai ici au rapport de classe. Si l'on se représente que la « classe dominante » est constituée par le 1 % qui détient l'es-

sentiel des richesses mondiales, et même en y ajoutant les quelques pourcents de collaborateurs qu'exige la logique d'accumulation du capital, cela ne nous donne aucune indication sur le sujet qui pourrait se dresser contre elle. Si l'on veut, à la recherche d'un « nous » révolutionnaire, identifier quelque chose comme un « eux » de la classe dominante, il faut voir plus large. Il n'y a de classe dominante que parce qu'elle est en même temps dirigeante. Les détenteurs de capital ont pour seule logique l'accumulation du profit. *Une logique absolument aveugle*. Ils savent bien sûr que cela passe par la production et la vente de marchandises (biens ou services) ayant valeur d'usage, dans une société qu'ils ne peuvent dominer qu'en se conformant à cer-

taines exigences portées par la population. L'hypothèse que j'avance pour ma part, dans mon livre « *Eux* » et « *Nous* » (Kimé, 2018), est donc celle d'une dualité de la *classe* dominante, qui ne peut dominer effectivement qu'en intégrant en elle-même une *masse*, une masse dirigeante. Il existe en effet un autre privilège que celui de la propriété sur le marché. C'est celui de la « compétence », socialement *attribuée* et *reproduite* : non pas du « savoir » comme tel, répandu dans les divers groupes sociaux, mais de certains savoirs et savoir-faire sociaux *donnant autorité* à travers des fonctions de direction ou d'expertise. Il s'agit là d'un pouvoir d'une autre nature, que l'on peut dire « intellectuelle ». Ce n'est pas un pouvoir d'intellectuels, mais un pouvoir qui tient à ce que, dans l'infinie complexité de l'organisation sociale (dans l'administration, l'entreprise, l'enseignement, la santé, la justice, l'armée, etc.), la hiérarchie des ►►

---

« Ce “sujet” entre en révolution chaque fois qu’il s’engage sur le double chemin de la réappropriation sociale : contre les prétentions de la propriété capitaliste et pour la reconnaissance de sa compétence à diriger à tous les niveaux et dans tous les organes de la machinerie sociale. »

---

► fonctions requises par l'organisme dans son ensemble trouve sa garantie dans les registres, non pas de savoirs, mais de « compétences » socialement définies à cet effet.

Si donc on veut chercher un « sujet social » capable de concevoir et d'engager un processus révolutionnaire, de quelque amplitude qu'il soit, on ne peut le trouver que dans la masse du peuple, en entendant par là cette part de la population qui ne jouit d'aucun privilège ni de propriété, ni de compétence (en dépit des savoirs qui sont les siens). Ce « sujet » entre en révolution chaque fois qu'il s'engage sur le double chemin de la réappropriation sociale : contre les prétentions de la propriété capitaliste et pour la reconnaissance de sa compétence à diriger à tous les niveaux et dans tous les organes de la machinerie sociale.

Mais il lui faut pour cela *briser* la classe dominante, c'est-à-dire dissocier ses deux éléments constitutifs, de propriété et de compétence. Entre eux, en effet, n'existe aucune affinité « naturelle » ; et c'est pourquoi du reste une révolution socialiste est concevable. Faire basculer

une part au moins des compétents dans son propre camp. Cela suppose que ce peuple, d'une part, réalise son unité, surmontant son fractionnement et sa stratification, la surdétermination entre les oppressions de classe, genre et race. Et d'autre part, qu'il engage avec cette partie « compétente » de la classe dominante ce que l'on peut désigner comme une paradoxale *alliance-lutte* de classe. C'est toujours dans ces conditions qu'ont pu surgir les grandes révolutions du passé, à commencer par les révolutions russes et chinoise, et les épisodes de transformation socialiste comme celui de la décennie 68. Le peuple à lui seul ne constitue pas un « sujet révolutionnaire ». Il est condamné au « solo funèbre ». Si l'on mesure la puissante affinité qui existe entre la part « compétente » de la domination moderne de classe et les formations sociales-démocrates, on conçoit quelle stratégie peut être la sienne, mais on perçoit à quel point la voie est étroite. ■

\***Jacques Bidet** est philosophe. Il est professeur émérite à l'université Paris-Ouest-Nanterre.



# L'écologie avec Marx

Pour affronter les défis écologiques de notre temps, l'approche marxienne est indispensable. Les communistes s'emploient à la mettre en avant.

PAR **ROLAND CHARLIONET ET LUC FOULQUIER\***

**S**elon les conceptions anthropologiques de Marx et Engels, si la nature a produit *homo sapiens* et *homo neanderthalensis*, c'est l'humanité qui a produit l'être humain d'aujourd'hui dans un chantier permanent. Nous devons assumer la responsabilité de prolonger l'hominisation biologique d'avant *homo sapiens* puis sociale depuis, dans un processus d'humanisation de plus en plus civilisée, porteur de sens et respectueux dans ses liens avec la nature, comme l'a montré Lucien Sève dans *Commencer par les fins* (La Dispute, 1999). C'est une conception dialectique du mouvement fait de rapports et de contradictions.

## L'APPORT DÉCISIF D'UNE PENSÉE MARXIENNE EN ÉCOLOGIE

Marx a montré que le genre humain ne se résume pas à son espèce biologique mais qu'il édifie continûment un monde extérieur aux organismes de chaque individu (processus d'évolution de l'humanité) et que le lien entre l'homme et la nature s'enracine dans le travail et les systèmes de production. La pensée marxienne n'est pas une suite de dogmes ou de règles à appliquer. C'est une méthodologie qui nous impose de réaliser, dans chaque situation concrète, un effort d'analyse théorique et pratique. Appliquée à l'écologie, elle peut être résumée comme suit :

- inscrire toute activité humaine dans les cycles naturels, car l'humain appartient à la nature ;
- reconnaître le double rôle de l'humain comme producteur et consommateur, lui permettant par l'intermédiaire de son travail, de rendre la société compatible avec le renouvellement des écosystèmes ;
- analyser concrètement le métabolisme des rapports homme-nature (c'est-à-dire l'ensemble des échanges de matière et d'énergie entre

la société humaine et son environnement naturel) pour déceler et combattre à chaque instant toute contradiction entre eux ;

- développer les biens communs de l'humanité en organisant efficacement leur partage et leur gestion entre et par tous les humains.

L'expérience montre que la mise en pratique de cette pensée marxienne ne va pas sans l'organisation d'une lutte de classe acharnée.

---

« La pensée marxienne n'est pas une suite de dogmes ou de règles à appliquer. C'est une méthodologie qui nous impose de réaliser, dans chaque situation concrète, un effort d'analyse théorique et pratique. »

---

## L'USAGE DE MARX QUE FONT LES COMMUNISTES POUR NOURRIR LEUR PERSPECTIVE ÉCOLOGIQUE

Depuis les années 1960, le PCF a produit beaucoup de réflexions, d'analyses et de concrétisation (dans les communes et les départements qu'il dirige) se référant à la pensée marxienne sur l'écologie (cf. l'ouvrage de Guy Biolat, *Marxisme et environnement*, Les Éditions sociales, 1973), même si des difficultés apparaissent pour les intégrer de manière permanente et cohérente à la vie et dans les actions quotidiennes du parti. Cela va de la création de la commission « Cadre de vie, environnement, écologie » en 1969, au rapport de Pierre Juquin « Les communistes et le cadre de vie », lors du comité central de juin 1976 (le PCF est alors le ►►

« Notre conception de l'écologie est fondamentalement politique car elle n'est pas coupée des luttes sociales, environnementales, économiques et éthiques. »

►► premier parti à consacrer une séance de son instance dirigeante à ce thème), en passant par le traitement de l'écologie dans les textes de congrès du PCF depuis le XXII<sup>e</sup> (1976) et dans les différents journaux quotidiens, revues et périodiques qu'il anime (notamment *Avancées scientifiques et techniques*, *Progressistes*, *La Revue du projet* et *Cause commune*). De nombreux auteurs, communistes engagés ou théoriciens marxistes, participent à ce mouvement. Pour aller dans le sens de l'émancipation humaine, il est nécessaire de résoudre un certain nombre de défis. Parmi les principaux, nous en relevons cinq :

1. Celui du développement des connaissances : comment pouvons-nous utiliser nos connaissances et gérer les applications techniques potentiellement dangereuses qui en résultent, s'adapter aux transformations sociétales qui en découlent dans le respect des hommes et de la nature ?
2. Celui des obstacles au développement humain durable. Allons-nous continuer à produire en épuisant les ressources naturelles d'un côté et en accumulant de l'autre les déchets ? Marx répondait déjà en partie à la question en utilisant le concept de métabolisme pour décrire l'économie circulaire dans toute la complexité des rapports homme/nature.
3. Celui de la nécessaire préservation de la biosphère. Elle est notamment altérée par les pollutions massives (les résidus plastiques dans les océans, l'air pollué...) et le réchauffement climatique, qui est déjà visible, dû à l'effet de serre lié à la combustion des ressources carbonées fossiles.

« Les biens communs de l'humanité reposent sur deux piliers indissociables : le partage de leur usage entre tous les êtres humains et la cogestion durable de ces biens par tous les citoyens. »

4. Celui du recul observé de la biodiversité, qui constitue un enjeu central car les êtres humains y sont pour quelque chose. Les tentatives de privatisation de ce bien commun se généralisent sous la férule du système capitaliste ainsi que, à l'inverse, la sacralisation d'une nature idéalisée qui exclut l'humain. Ces deux approches conduisent à des catastrophes humaines et environnementales.
5. Celui de la nécessaire prévention des risques et des pollutions, qui concerne les différents domaines de l'activité productive humaine et qui touche l'ensemble des gens, en particulier les salariés des entreprises. Comme le faisait déjà remarquer Engels dans *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* au sujet des conditions de vie des ouvriers anglais, les inégalités sociales vont de pair avec les inégalités environnementales et cela se vérifie aussi aujourd'hui !

Dans tous les cas l'application des principes de la dialectique marxienne s'avère judicieuse : ne pas opposer les humains à la nature ; examiner attentivement les ruptures de métabolisme entre la société et la nature et y porter remède ; s'opposer à toute délocalisation de productions polluantes ou dangereuses, mais modifier les modes de production jusqu'à les rendre propres et sans risques en utilisant les techniques les plus modernes et l'intervention des salariés ; ne pas opposer production et consommation car l'une ne va pas sans l'autre ; s'opposer aux privatisations et marchandisations des biens communs et au contraire développer leurs domaines de partage et de gestion collective ; favoriser la convergence des luttes sociales et environnementales comme cela a été fortement le cas lors des conflits engagés par les cheminots pour sauver la SNCF de la privatisation...

Enfin, il est indispensable d'instaurer dans tous les domaines la justice sociale et la démocratie. Les biens communs de l'humanité reposent sur deux piliers indissociables : le partage de leur usage entre tous les êtres humains et la cogestion durable de ces biens par tous les citoyens. Cette conquête apparaît comme la condition indispensable pour que l'humanité puisse se développer sans aliénations ni exploitations, dans le

respect des hommes et de la nature. C'est une suite de luttes, une bataille de classe. En ce sens notre conception de l'écologie est fondamentalement politique car elle n'est pas coupée des luttes sociales, environnementales, économiques et éthiques. C'est un des enseignements forts que l'on peut tirer des assises de l'écologie que le PCF organisait les 4 et 5 mai 2018.

Avec notre approche novatrice de l'écologie politique élaborée autour du concept d'écommunisme, nous contribuons aux actions et aux

réflexions nécessaires pour dépasser le capitalisme car nous retrouvons le constat que Marx faisait il y a déjà cent quarante ans : le capitalisme exploite partout avec la même indécence les hommes et la nature. ■

\***Roland Charlionet** est chercheur à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.

**Luc Foulquier** est ingénieur et chercheur en écotoxicologie. Ils sont membres de la coordination de la commission Écologie du PCF.

## Marx et la ville

Le réseau mondial de métropoles et mégalo-poles est devenu le véritable site de production et de circulation de la plus-value.

PAR **GUILLAUME SIX\***

**T**out d'abord un constat : la pensée traditionnelle marxiste a largement fait abstraction de la ville, que Marx lui-même avait reléguée au second plan dans la théorie générale de la circulation du capital. Or le capitalisme et la ville entretiennent une relation dialectique dès leurs origines.

En effet, un des fondements de la ville réside en une concentration géographique et sociale du surproduit, provenant notamment des campagnes, et contrôlé par un petit nombre d'individus. Ce qui en fait en soi un phénomène de classe. De son côté, l'essence du capitalisme consiste en la production permanente de plus-value – liée à la création du surproduit – qui doit être réinvestie afin d'augmenter l'accumulation-circulation du capital. Sans quoi le système se bloque, et survient une crise menaçant de le détruire.

### DÉVELOPPEMENT URBAIN ET SOCIÉTÉ CAPITALISTE

Avec le recul qui est le nôtre, on constate que, depuis la première révolution industrielle, le développement des villes suit une courbe de croissance exponentielle, et en fait aujourd'hui une réalité mondiale dessinant un réseau de richesses concentrées en quelques lieux privilégiés. Ce

réseau mondial de métropoles et mégalo-poles est devenu le véritable site de production et de circulation de la plus-value, dans le cadre d'une « économie d'archipel », pour reprendre l'expression de Paul Veltz.

Au-delà de ce constat, il apparaît que l'urbanisation est l'un des mécanismes clés permettant l'absorption du surproduit, en particulier lorsque advient une crise économique, par de grands investissements dans les infrastructures financées par la dette et grâce à de nouveaux instruments financiers et de crédit, comme l'a montré David

« Le capitalisme et la ville entretiennent une relation dialectique dès leurs origines. »

Harvey. Cependant, cette solution peut se muer en une nouvelle crise liée à un surplus d'investissements non rentabilisable. De plus, le recours massif au crédit peut entraîner une crise de la ►►

► dette ouvrant la voie à une réponse ultralibérale fondée sur les coupes budgétaires, la privatisation de la propriété sociale et l'augmentation des prélèvements pesant sur le peuple, mais épargnant les nantis. Soit une véritable guerre de classes. À son tour, le développement urbain affecte l'ensemble des sociétés capitalistes à travers trois processus interdépendants :

- Tout d'abord, le processus morphologique lié aux grands travaux urbains, tels l'haussmannisation de Paris faisant changer la ville d'échelle et de nature, conduit aussi à une forme d'épuration sociale qui ne dit pas son nom en chassant les plus pauvres.

---

« Prenant au sérieux la ville en réseau comme étant désormais le lieu structurel de la création-circulation de la plus-value à l'échelle mondiale, quels doivent en être les développements théoriques et pratiques pour le précaire et l'individu critique ? »

---

- Se dégage ensuite un processus social qui transparaît avec l'avènement d'un sujet urbain singulier adossé à de nouveaux modes et styles de vie quotidienne. Ainsi, la figure du consommateur citoyen prend le pas sur celle du travailleur. Et cela dans une économie des loisirs, de la culture et du spectacle phagocytant le temps du non-travail, alors même qu'il s'agit d'une des conquêtes les plus fondamentales du mouvement ouvrier.
- Enfin, un processus politique s'impose, car l'urbanisation s'opère régulièrement par un mouvement de « destruction-création » nécessitant quelques services de celui qui possède le monopole de la violence légitime : l'État. Ce dernier impose, au nom de l'intérêt général et de l'usage optimal du foncier, son droit d'expropriation, bénéficiant *in fine* aux classes dominantes. Mais, d'un autre côté, il se répand en condoléances

impuissantes à chaque drame humain l'hiver venant, tandis que la *gentrification* se poursuit avec son explosion silencieuse du coût des loyers. Deux processus qui conduisent à déposer ceux qui ne peuvent se défendre.

#### QUESTION URBAINE ET QUESTION SOCIALE

La mise en évidence de ces trois processus dans les économies capitalistes avancées fait apparaître un ensemble de pratiques prédatrices dites d'« accumulation par dépossession », pour reprendre les termes de David Harvey, et où le marché du logement joue un rôle clé *via* l'endettement hypothécaire. En effet, cet endettement hypothécaire représente environ 40 % du PIB des États les plus « développés ». Générant des intérêts, il permet en cas de défaut de paiement, des saisies à grande échelle, mais alimente aussi la fiction d'une consommation sans limite. Et c'est bien le développement de l'endettement hypothécaire qui a permis de résoudre la contradiction du capitalisme à la fin des années 1970 entre écoulement de la production et limitation des salaires, par la massification du crédit. À la lumière de cette analyse, on comprend mieux par exemple la loi Barre de 1979, visant à dégager l'État du logement social et à « revaloriser » le marché immobilier, conduisant au triplement du taux d'effort moyen pour se loger qui n'était alors que de 11 %. Une opération d'État à la réussite éclatante.

Dès lors, la question urbaine est totalement reliée à la question sociale de notre temps : le passage de la société du salariat au précaire, où le vécu d'expériences commun devient celui d'un avenir incertain, comme l'a noté Robert Castel. La boucle étant bouclée lorsque, pour sécuriser sa retraite et l'entrée dans la vie active de ses enfants, l'une des seules stratégies qui semble à portée de main est de devenir propriétaire... en souscrivant un crédit grâce aux futurs équivalents des *subprimes*. L'avènement de cette société de consommation, couplé aux pratiques d'accumulation par dépossession, permet une puissante politique de classe fondée sur ce que Marx et Engels nomment l'exploitation secondaire. Exploitation secondaire devenant toujours plus structurelle au sein du précaire. D'où l'émergence d'associations de défense des consommateurs, de locataires, etc. Un tel constat commande de concevoir la ville comme véritable lieu de production de la plus-value incluant – mais débordant très largement – la figure initiale de l'usine. Le prolétaire ouvrier, conscient et organisé, cédant alors en réalité la

place au *précaire urbain* isolé et sans conscience collective particulière.

Se pose alors la question centrale : comment le précaire – si fragmenté qu’il soit – peut-il s’organiser dans cet archipel mondial hyperproductif et (re)devenir une force révolutionnaire ? Comment même l’individu peut-il se rassembler en tant que sujet complet, et ne plus être fragmenté entre la figure du consommateur, de l’habitant, du travailleur privé ou non d’emploi, du parent bon ou mauvais, du citoyen sommé de voter, de l’ayant droit en file d’attente, du musulman noir ou arabe, de l’homme ou de la femme, du handicapé, du sans domicile fixe, etc. Et ce faisant,

pouvoir se reconnaître une affiliation avec le plus grand nombre ? En somme, quel pourrait être l’équivalent en puissance du principe unificateur que Marx avait découvert dans le prolétaire en tant que principal producteur des richesses ?

Prenant au sérieux la ville en réseau comme étant désormais le lieu structurel de la création-circulation de la plus-value à l’échelle mondiale, quels doivent en être les développements théoriques et pratiques pour le précaire et l’individu critique ? ■

\***Guillaume Six** est menuisier ébéniste diplômé de géographie urbaine, ancien collaborateur du maire de Bobigny sur les questions de droit au logement.

## À travers les fumées d’opium

Le fait religieux est-il un blocage à lever pour faire la révolution ?

PAR **PIERRE DHARRÉVILLE\***

« **L**a religion est l’opium du peuple. » La formule a marqué les esprits, et elle a servi d’étendard, parfois. Mais est-elle un concentré suffisant de la pensée de Marx à l’endroit du fait religieux ? Tout du moins de sa pensée en 1843, lorsqu’il écrit la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* ? L’opium, c’est la drogue qui anesthésie la douleur, transporte dans des mondes parallèles, trouble la conscience. La religion serait donc uniquement un produit destiné à empêcher les travailleurs et travailleuses de réagir. Les choses sont cependant plus dialectiques qu’il n’y paraît dans la formule passée à la postérité. « La misère religieuse, écrit-il, est tout à la fois l’expression de la misère réelle et la protestation de la misère réelle. La religion est le

soupir de la créature opprimée, l’âme d’un monde sans cœur, l’esprit d’un état de choses où il n’est point d’esprit. Elle est l’opium du peuple. » Si l’on relit bien, selon Marx, le sentiment religieux naît lui aussi des rapports sociaux, il ne se déploie pas hors d’eux. Et sans doute peut-on se risquer à penser qu’il peut y avoir dans la foi une critique, même indirecte, de l’ordre existant et un geste de révolte, fût-il détourné de ce qui le provoque. Une expression humaine née d’un monde inhumain.

### LE RECOURS À LA RELIGION

Pour aller plus loin, il faut lire les thèses sur Feuerbach, rédigées en 1845. Marx y discute les théories de ce philosophe : « Feuerbach résout l’essence religieuse en l’essence humaine. L’essence humaine n’est pas une abstraction inhérente à l’individu isolé, écrit-il. Dans sa réalité, elle est l’ensemble des rapports sociaux. » La personne humaine ne se forge en tant que telle que dans la complexité des rapports sociaux. Dans le *Manifeste* de 1848, Marx et Engels écrivent : « Est-il besoin d’une grande perspicacité pour comprendre que les idées, les conceptions et les notions des hommes, en un mot leur conscience, changent avec tout changement survenu dans leurs condi- ►►

« Il peut y avoir dans la foi une critique, même indirecte, de l’ordre existant et un geste de révolte, fût-il détourné de ce qui le provoque. »

►► tions de vie, leurs relations sociales, leur existence sociale ? » Ou encore : « La dissolution des vieilles idées marche de pair avec la dissolution des anciennes conditions d'existence ». Ils insistent sur ce fait : la conscience de l'humanité ne se construit pas hors de ses conditions matérielles d'existence, hors des antagonismes de classes. Et le recours à la religion – les formes de ce recours, serait-on tenté de dire – n'est pas sans être lui-même marqué par ces réalités. Il conviendrait de creuser encore du point de vue philosophique ce que Marx pense de la religion dans le mouvement global de ses idées. Il critique sans nul doute la religion en tant qu'explication du monde. Et il en propose une vision dialectique, ciblant toujours dans l'état des choses l'organisation de la société et des rapports sociaux, marquée par l'irruption du capitalisme.

Reste la question qui nous est posée dans le réel. La question politique. « Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ? demande le *Manifeste*. Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. » L'ennemi, c'est bien le capitalisme et les communistes veulent unir celles et ceux qui n'ont face à lui à perdre que leurs chaînes, ils veulent faire grandir « le mouvement réel qui abolit l'état actuel » des choses. Et pour cela, faut-il commencer par abolir la religion ? Faut-il mener bataille contre l'esprit religieux ou les explications religieuses du monde ? Ou faut-il s'attacher à faire grandir la conscience du monde, des rapports sociaux pour les dépasser ?

« Le fait objectif que des croyantes et des croyants s'engagent en toute conscience dans la lutte contre les rapports sociaux de domination et d'exploitation vient de fait interroger les réflexions de Marx. »

« Les conflits sont de nature politique et bien souvent la religion y est convoquée en tant que vernis, que justification incontestable, et parfois en tant que catalyseur. »

Le fait religieux est-il un blocage à lever pour faire la révolution ?

Les croyants ne vivent pas hors le monde, ils sont eux-mêmes et elles-mêmes pris dans l'antagonisme de classes et cette réalité elle-même vient modifier leur manière de croire et d'être au monde. Et la foi n'est pas nécessairement un ésotérisme, un obscurantisme, un fanatisme. Celle ou celle qui critique l'explication religieuse du monde devrait *a fortiori* critiquer l'explication religieuse des conflits. Les conflits sont de nature politique et bien souvent la religion y est convoquée en tant que vernis, que justification incontestable, et parfois en tant que catalyseur. En un mot elle y est instrumentalisée. Mais à quel antagonisme répondent les tensions actuelles qui traversent l'ensemble des sociétés du monde à peu d'exceptions près autour de conflits identitaires ? Elles sont le résultat, non pas de divergences théologiques mais de réalités bien matérielles où des intérêts contradictoires se sont noués au

fil de l'histoire. Cela n'empêche pas de voir que nombre de femmes et d'hommes trouvent dans la foi un refuge que la société leur a par ailleurs refusé, parfois pour entrer dans une démarche de soumission, et parfois pour entrer dans une forme de contestation. Mais alors, qu'est-ce que croire ? Peut-on résumer la foi à cela ? Certes, lorsque la révolte des « créatures opprimées » ne trouve pas à s'élaborer en mouvement révolutionnaire, face aux manœuvres dilatoires d'une classe de grands propriétaires du monde dont la conscience de classe est très affirmée, elle se disperse, et se dévoie (et ce de façons bien diverses). Mais on trouvera, en nombre, des croyants qui veulent en finir avec le capitalisme, qui critiquent la domination de l'argent, les pouvoirs de droit divin ou du même acabit, les atteintes à la justice, aux droits, à l'humain... Et pour qui ces convictions sont reliées à leur foi.

#### L'ŒUVRE DE MARX APPELLE À LA CONNAISSANCE ET À LA CONSCIENCE

Trente ans après la main tendue de Maurice Thorez en 1936, consacrant une stratégie d'union menant au Front populaire, du chemin avait été parcouru mais il en fallait encore pour sortir vraiment d'une vision où matérialisme et

religion relevaient du même ordre de réalités et pouvaient être opposés « terme à terme », selon Claude Gindin, qui écrit dans un article du numéro 394 de *La Pensée*, à propos du fameux comité central d'Argenteuil de 1966 : « Restait ainsi hors champ de la réflexion la pensée de

conscience sociale de tous les siècles, en dépit de toute sa variété et de sa diversité, se meut dans certaines formes communes ». Et de conclure : « La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété ; rien d'étonnant si, dans le cours de son développement, elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles. Mais laissons là les objections faites par la bourgeoisie au communisme. » Dans ces idées traditionnelles, nul doute que s'intègre la religion – en tout cas en tant que forme de conscience sociale. Mais le nouveau monde est déjà là, en germe, dans l'ancien. Et se peut-il qu'il y ait du déjà-là aussi dans la religion, dans certaines manières de croire... Marx ne l'envisage pas. Les rapports sociaux à l'œuvre produisent pourtant partout les conditions de leur dépassement et les grandes familles religieuses sont traversées de courants progressistes et réactionnaires.

---

# JE LUTTE DES CLASSES

---

Gérard Paris-Clavel, graphiste militant

croissants dont la foi n'était pas liée à un système d'explication du monde ou du moins pas de l'histoire humaine et qui pouvaient partager une analyse matérialiste de la société. Et donc hors champ le fait que certains parmi eux, qui se retrouvaient dans cette vision de la société, étaient partie prenante du combat communiste. » Le fait objectif que des croyantes et des croyants s'engagent en toute conscience dans la lutte contre les rapports sociaux de domination et d'exploitation vient de fait interroger les réflexions de Marx. Si la question religieuse n'est décidément pas sa question centrale, elle intervient à l'endroit de l'émancipation. Car si la religion est un instrument d'aliénation, alors elle y contrevient. Mais si la foi était autre chose ? Dans le *Manifeste*, Marx et Engels rapportent cette accusation qui leur est portée : le communisme abolirait « la religion et la morale au lieu d'en renouveler la forme, et cela contredit tout le développement historique antérieur ». Et ils y répondent que « l'exploitation d'une partie de la société par l'autre est un fait commun à tous les siècles passés. Donc, rien d'étonnant si la

---

« La personne humaine ne se forge en tant que telle que dans la complexité des rapports sociaux. »

---

L'un des champs sur lesquels la pensée de Marx a été beaucoup discutée est bien celui de ce qui profondément décide du cours de l'histoire. La part des contradictions du réel. La part des représentations qu'elles font naître. La part du libre arbitre articulé aux mouvements populaires. Son œuvre appelle à la connaissance et à la conscience. Si elle n'a pas pour objet de les remplacer, alors la spiritualité, qu'elle soit ou non religieuse, qu'elle soit le « soupir de la créature opprimée » ou peut-être une des dimensions du « libre développement de chacun », n'est pas nécessairement un obstacle à l'engagement dans le combat révolutionnaire. Elle peut en être un ferment. ■

\*Pierre Dharréville est député PCF des Bouches-du-Rhône.

# Lutte féministe et combat communiste

La perspective critique développée par Marx permet de penser la domination spécifique que subissent les femmes sans les penser comme une classe ayant des intérêts opposés à ceux des hommes.

PAR SALIHA BOUSSEDRA\*

C'est dans ses années de jeunesse, dans le courant de son passage de la démocratie radicale au communisme que Marx découvre la question de l'émancipation des femmes à travers d'abord le philosophe matérialiste Ludwig Feuerbach mais aussi les socialistes et communistes français et enfin à travers la lecture des enquêtes sociales de son temps. Dans le courant de l'été 1844, la question des femmes fait sa première apparition en tant que problème. Premièrement, sous l'influence de Feuerbach, la question des femmes renvoie à la relation entre les sexes et vers la relation entre les générations. Deuxièmement, il est amené à penser la relation aliénée que l'homme entretient avec la femme. Dans ce cadre, la relation entre les sexes prend une autre orientation. Sous l'influence des socialistes et communistes français, Marx est conduit à considérer la relation entre les sexes à l'aune des rapports de propriété privée. Deux problèmes apparaissent déjà selon nous.

« Dès 1845, l'un des plus grands penseurs du communisme pose déjà la maternité comme une activité à la fois naturelle et historique. »

Premièrement, Marx n'est pas en mesure de penser la relation aliénée entre les sexes dans la réciprocité. S'il est capable de poser ce qu'est la femme *pour l'homme* dans le cadre d'une analogie de la femme avec ce qu'est la nature pour l'homme, il ne parvient pas à saisir ce qu'est l'homme *pour la femme*. Deuxièmement, Marx n'est pas en mesure de mettre en lumière la spé-

cificité de la propriété privée familiale. En effet, dans les *Manuscrits de 1844*, Marx utilise indifféremment l'expression « propriété privée » pour désigner à la fois les rapports entre le capital et le travail et les rapports entre les sexes. Or nous pouvons penser que ces rapports ne sont pas exactement de même nature. À cette époque, Marx n'a pas encore mis au clair ce qu'il entend par « prolétariat » et « classes sociales », et il n'est pas encore en mesure de saisir les problèmes que pose l'usage indifférencié de l'expression « propriété privée » pour parler à la fois des rapports sociaux dans le monde du travail et des relations entre les sexes dans l'espace domestique.

## LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE FAMILIALE

Ce n'est qu'en 1845, au moment de la rédaction de *L'Idéologie allemande*, que Marx est en mesure de donner le « concept » de la propriété privée familiale. C'est alors qu'apparaît sous sa plume le terme « famille », qui restera très présent dans la suite de son œuvre. Premièrement, la famille est un « moment » fondamental de l'activité humaine, elle renvoie à l'activité procréatrice. Cette dernière, avec la production des moyens d'existence, désigne l'un des côtés de l'activité sociale fondamentale. Cela implique que, dès 1845, l'un des plus grands penseurs du communisme pose déjà la maternité comme une activité à la fois naturelle et historique. Autrement dit, la production de nouveaux êtres humains n'est pas renvoyée à une nature immuable mais elle est également porteuse d'une dimension proprement sociale et historique.

Deuxièmement, le terme « famille » permet à Marx d'identifier l'origine de la division du travail et de la propriété privée. Mais, si l'origine de la division du travail et de la propriété privée, c'est-à-dire ce qui sera au fondement des classes

sociales, se trouve bien dans la famille, les femmes ne constituent pas pour autant une classe sociale. Cela pour la simple raison que la division sexuelle du travail et, avec elle, la propriété privée familiale, ne connaissent pas un développement suffisant pour faire des femmes une classe sociale. Dans ce cadre, la lecture proposée par Engels dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, d'après laquelle les femmes constitueraient une classe sociale ne correspond pas tout à fait à la position de Marx. Troisièmement, le terme « famille » renvoie vers la famille envisagée d'un point de vue *empirique*. Marx est, en effet, amené à considérer que la famille ouvrière ne relève plus du *concept* de famille. Ici se pose un problème d'ordre logique pour Marx. Marx a commencé par considérer que l'une des caractéristiques principales du prolétariat est d'être « sans propriété » ou « non propriétaire », dans ces conditions, si telle est la définition du prolétariat, il n'est pas possible de poser qu'il existe de la « propriété privée familiale » pour la classe ouvrière. Mais, de cette manière, Marx ne peut plus penser les contradictions entre les sexes et en particulier les rapports de domination entre les sexes et entre les générations au sein de la classe ouvrière.

### LES FEMMES, DES PROLÉTAIRES À PART ENTIÈRE

La lecture du livre I du *Capital* est susceptible de lever certaines ambiguïtés. Marx est conduit à réintroduire un minimum de division sexuelle du travail et donc de propriété privée familiale dans la classe ouvrière. Plutôt que de partir du *constat* d'une dissolution de fait de la famille ouvrière, Marx procède à rebours : il s'agit maintenant d'analyser le *processus* de dissolution de la famille ouvrière. Son analyse conduit à mettre en lumière les processus contradictoires d'individualisation des « membres » de la communauté familiale à partir de l'entrée massive des femmes et des enfants dans le monde social du travail. C'est ce processus historique qui fera des femmes et des enfants « des prolétaires comme les autres ».

---

« Son analyse conduit à mettre en lumière les processus contradictoires d'individualisation des "membres" de la communauté familiale à partir de l'entrée massive des femmes et des enfants dans le monde social du travail. »

---

Si Marx n'a pu être témoin de la naissance des grands mouvements sociaux pour l'émancipation politique des femmes, l'actualité de son analyse est éclairante à plus d'un titre, tant d'un point de vue théorique que politique. Premièrement, elle montre que la critique sociale, de même que les revendications politiques ou syndicales ne peuvent maintenir le temps de la vie au travail et le temps de la vie domestique dans une « séparation ». Les individus en âge de travailler ont un emploi du temps qui implique la circulation permanente entre le foyer et le monde du travail. Or ce qui se passe dans le monde du travail conditionne le temps de vie domestique et réciproquement.

Deuxièmement, dans la mesure où chez Marx les femmes ne relèvent pas d'une classe sociale mais qu'elles sont, en revanche, des prolétaires à part entière en ce qui concerne la classe ouvrière, c'est au sein des organisations politiques et syndicales qui représentent l'intérêt général (à la fois social et politique) de leur classe que les femmes doivent pouvoir revendiquer leur émancipation.

Autrement dit, la lecture de Marx permet d'entretenir un rapport critique avec les logiques identitaires : les femmes peuvent se saisir en tant que catégorie de sexe déterminé mais à la condition de pouvoir s'envisager dans un tout plus large qui est celui de la communauté de classe. Néanmoins, les organisations de classe doivent également veiller à permettre le plein développement des composantes individuelles. La perspective communiste vise le développement total des individus, mais un développement total de l'individu implique de se saisir comme une « partie » du tout et non pas comme le tout lui-même. La lutte féministe révolutionnaire est donc partie prenante d'une politique de classe communiste qui aspire à l'abolition de la division du travail et de la propriété privée. Dans cette perspective communiste, chaque individu, quel que soit son sexe, a sa part à prendre. ■

**\*Saliha Boussedra** est docteure en philosophie. Elle est responsable de la rubrique Féminisme de *Cause commune*.

# Syndicalisme et politique : Marx contre la charte d'Amiens ?

Marx pour qui « toute lutte de classes est une lutte politique » est-il si éloigné des préconisations de la charte d'Amiens ?

PAR MARYSE DUMAS\*

**M**arx est décédé vingt-trois ans avant l'adoption, par le congrès de la Confédération générale du travail (CGT) réuni à Amiens en 1906, d'une résolution connue depuis sous le nom de « charte d'Amiens ». Il serait donc aventureux de spéculer sur ce qu'il aurait pu penser de celle-ci. Il n'est pas impossible cependant d'identifier, au vu des textes de Marx d'une part, et du contenu de la charte et de ses interprétations d'autre part, ce qui rapproche et ce qui sépare la pensée de Marx des choix faits par les syndicalistes de 1906.

## MARX ET LE RÔLE DES SYNDICATS

Deux textes notamment permettent de clarifier la pensée de Marx sur le rôle des syndicats. Le premier, reproduit dans la brochure *Salaires, prix et profit*, reprend un exposé prononcé devant en 1865 devant le conseil central de l'Association internationale des travailleurs (AIT) fondée un an plus tôt. Le second est la résolution écrite par Marx en 1866 pour le congrès de Genève de l'AIT. Ce deuxième texte reprend l'essentiel des idées exprimées dans le premier : Karl Marx considère l'action des syndicats, principalement sur les salaires et les conditions de travail, « non seulement légitime mais nécessaire ». Il incite à généraliser cette activité « en créant des syndicats partout et en les unissant dans tous les pays ». Il remarque que les syndicats sont aussi

devenus « des foyers d'organisation de la classe ouvrière, comme les municipalités et les communes du Moyen Âge le furent pour la bourgeoisie ».

Pour autant, il considère que les syndicats « manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant » ; il les incite donc à « travailler en même temps à sa transformation » et il les pousse à « se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat ». Dans cet objectif, il appelle les syndicats à soutenir « tout mouvement social et politique qui tend à ce but ».

---

« Au contraire d'un "apolitisme" la charte d'Amiens donne un caractère profondément politique à l'action syndicale dès lors qu'elle inscrit celle-ci au quotidien dans une visée de transformation profonde de la société. »

---

## UNITÉ ET AUTONOMIE OUVRIÈRES

La charte d'Amiens a été adoptée en 1906 par 834 voix contre 8 et 1 bulletin blanc au congrès de la CGT après un vif débat qui a vu s'opposer au moins trois options : celle d'une collaboration étroite (subordination ?) avec la SFIO tout juste constituée (1905), l'option anarchiste qui considère que l'action économique (syndicale) n'a pas à se mêler d'action politique (parlementaire), et l'option d'un syndicalisme qui se suffirait à lui-même pour réaliser son œuvre de lutte de classes. Élaborée dans un souci de rassemblement et d'affirmation de principes, la charte se situe en continuité de la recherche d'unité et d'autonomie ouvrières ancrées dans les luttes du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle définit la « double besogne »

du syndicalisme : reconnaissant « la lutte des classes », elle affirme que « l'œuvre revendicatrice quotidienne » n'est qu'un côté de l'action du syndicat dont l'objectif est de parvenir à « l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ». Aujourd'hui « groupement de résistance », le syndicat sera, dans l'avenir, la « base de la réorganisation sociale ». Les syndiqués ont « l'entière liberté » politique ou philosophique en dehors du syndicat mais doivent, « en réciprocité », ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'ils professent au dehors.

Refusant toute subordination syndicale à l'État et aux partis, la charte d'Amiens récuse de fait autant le modèle social-démocrate allemand et la volonté de Jules Guesde d'assujettir l'action syndicale aux objectifs décidés par le parti, que le modèle travailliste, en cours de réalisation au Royaume-Uni, où les *trade-unions* créent le parti destiné à prolonger, sur le plan politique, les actions syndicales. Elle donne corps à un type de syndicalisme spécifique à la France, ancré dans la tradition révolutionnaire et dans l'histoire des chambres syndicales du XIX<sup>e</sup> siècle.

Au contraire d'un « apolitisme » dont elle a souvent été taxée, au prétexte de sa méfiance à l'égard des partis et des parlementaires, la charte d'Amiens donne un caractère profondément politique à l'action syndicale, dès lors qu'elle inscrit celle-ci au quotidien dans une visée de transformation profonde de la société.

Marx, pour qui « toute lutte de classes est une lutte politique », aurait pu y retrouver certaines de ses préconisations, notamment l'objectif

d'un monde débarrassé de l'exploitation capitaliste par « la disparition du salariat et du patronat ». La revendication d'autonomie ne l'aurait sans doute pas dérangé, lui qui écrit dans *Le Manifeste du Parti communiste* : « Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome

---

« La charte d'Amiens affirme que “l'œuvre revendicatrice quotidienne” n'est qu'un côté de l'action du syndicat dont l'objectif est de parvenir à “l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste”. »

---

de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité ». Rappelons enfin quelques formules contenues dans les statuts fondateurs de l'AIT. Juste après le très connu « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », Marx écrit : « L'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen. » De quoi réfléchir autrement aux rapports entre partis et syndicats toujours en débat aujourd'hui ! ■

\*Maryse Dumas a été secrétaire fédérale de la CGT de 1995 à 2009.



# Pour une gauche « made in Marx »

Marx est, pour la gauche européenne, encore plus actuel aujourd'hui qu'il y a deux cents ans. Une gauche qui a plus que jamais besoin d'internationalisme, de lutte de classes et de la perspective d'une autre société.

PAR DAVID PESTIEAU\*

« Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne », écrivent Karl Marx et Friedrich Engels au numéro 50 de la rue Jean-d'Ardenne à Ixelles (Bruxelles) début de 1848, en guise d'ouverture du *Manifeste du Parti communiste*. Un jour avant l'expulsion, la police débarque au deuxième étage de la pension Bois sauvage située au centre de Bruxelles, à la place Sainte-Gudule, où loge la famille Marx. Karl Marx veut montrer l'exploit d'huissier lui enjoignant de quitter notre pays le lendemain. Mais, distrait, il se trompe de document et montre le tract de la Ligue des communistes sur lequel figure en grand : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Suite à quoi il est arrêté et emmené à l'Amigo, le cachot bien connu derrière l'hôtel de ville de Bruxelles. L'union des travailleurs et la perspective du socialisme, c'en était trop pour le royaume belge ultralibéral de l'époque : la liberté d'expression, très bien, mais quand même pas pour les idées révolutionnaires. Mais l'expulsion de Marx de Bruxelles a eu le mérite de le mener au centre du capitalisme mondial à l'époque, Londres. Et c'est là qu'il a écrit *Le Capital*.

## UN FORT BESOIN D'INTERNATIONALISME

Que Marx ait été arrêté à cause de la phrase « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » en dit long. Marx était un internationaliste. Il a décrit la manière dont l'extermination et l'oppression de la population autochtone en Amérique latine, le pillage des Indes, la transformation de l'Afrique en zone de commerce esclavagiste ont constitué l'aube de la production mondiale capitaliste. Avec

son *alter ego* Engels, il partageait une perspective internationale, avec une réponse internationale. Marx et Engels se sont consacrés sans relâche à donner forme à un mouvement international des travailleurs et à offrir une perspective de lutte socialiste, avec toutes les langues, lettres, discussions, luttes, débats et voyages que cela nécessitait.

« De nouvelles générations de jeunes continuent à rechercher une perspective émancipatrice et libératrice pour l'humanité et ils redécouvrent Marx. »

Pour forger une classe internationale, qui a conscience d'elle-même et qui se lève contre le capital international organisé.

Cent quarante ans plus tard, nous avons besoin de davantage de cette sorte d'internationalisme, et non pas de moins. Le capitalisme est devenu de plus en plus mondialisé et a développé le monde à un niveau d'inégalité extrême. Plus des quatre cinquièmes de toute la richesse qui a été produite l'an dernier sont allés à moins de 1 % de la population mondiale. Et pendant ce temps, toutes les cinq secondes, un enfant meurt de faim, alors que les ressources existent dans l'humanité pour nourrir 12 milliards d'êtres humains. L'internationalisme est plus que jamais nécessaire et indispensable pour affronter ce capitalisme mondialisé. Il l'est encore plus quand les tenants de l'ordre établi justifient l'extrême inégalité en



répandant le poison du racisme, en dressant les gens les uns contre les autres et en rejetant la faute sur les plus vulnérables.

#### **LA CLASSE DES TRAVAILLEURS, FORCE MOTRICE DU MOUVEMENT D'ÉMANCIPATION**

La crise de 2008, qui a éclaté il y a dix ans, a rappelé l'actualité de l'analyse marxiste des crises. Concernant ses causes mais aussi la manière dont les capitalistes surmontent leurs crises en préparant des crises plus grandes encore. La gauche ne doit pas seulement retourner au marxisme comme cadre descriptif du capitalisme mais comme outil pour construire une alternative de société. Et de voir dans la classe des travailleurs la classe motrice de ce mouvement d'émancipation. Dans le beau film *Le Jeune Karl Marx* de Raoul Peck, un patron anglais lance à Karl Marx : « Sans moi, pas de profit, et pas d'entreprise. » Ce à quoi Marx rétorque judicieusement : « Sans les travailleurs, pas de richesse. » Cette question – d'où provient aujourd'hui la richesse ? – est une question cruciale dans l'histoire. La richesse provient du travail. Marx montre comment le tra-

---

« Les tenants de l'ordre établi justifient l'extrême inégalité en répandant le poison du racisme, en dressant les gens les uns contre les autres et en rejetant la faute sur les plus vulnérables. »

---

vail apporte de la plus-value, et par quels mécanismes un petit groupe s'approprie cette plus-value. Aux dépens de la collectivité. C'est on ne peut plus actuel.

La lutte pour le temps et la lutte pour le salaire sont des luttes entre des intérêts divergents dans la société, des luttes entre des classes différentes, explique Marx. « Le capital usurpe le temps qu'exi-

gent la croissance, le développement et l'entretien du corps en bonne santé. Le capital vole le temps qui devrait être employé à respirer à l'air libre et à jouir de la lumière du soleil. Le capital lésine sur le temps des repas [...], sur le temps du sommeil [...]. Le capital ne s'inquiète pas de la durée de la force de travail. Ce qui l'intéresse uniquement, c'est le maximum qui peut en être dépensé dans une journée », écrit Marx dans *Le Capital*.

« Le travailleur isolé succombe sans résistance possible », constatait Marx. Les travailleurs doivent s'organiser, mettre fin à la concurrence entre eux et se battre. C'est ce qui

s'est passé lorsque, quelque part chez Lidl en Belgique en avril dernier, une travailleuse a dit « non » à la pression de plus en plus forte, et que ses col- ►►

» lègues se sont jointes à elle, et les syndicats, et tout le magasin, et ensuite les autres magasins. Les travailleuses de Lidl se sont organisées en tant que classe, et elles ont gagné leur lutte. Une lutte pour le temps. Un engagement d'un temps plein par magasin, trois cent cinq emplois supplémentaires au total. Cela a coûté 9 millions d'euros à la famille Schwarz et aux autres grands actionnaires de Lidl. Neuf millions d'euros, arrachés par la lutte sociale et les nouveaux rapports de force. Marx résumait ainsi le conflit : « Le capitaliste essaie continuellement d'abaisser les salaires à leur minimum physiologique et la journée de travail à son maximum physiologique, tandis que l'ouvrier exerce constamment une pression dans le sens opposé. La chose se réduit à la question des rapports de force des combattants. » Cette lutte, nous la voyons aujourd'hui partout. Elle encaisse des coups, elle est écrasée, elle sombre, mais elle revient toujours, immanquablement. Toujours, comme Marx lui-même. En petit et en grand. Chez Carrefour, où les gens exigent cinq minutes de pause supplémentaires. Chez

« Plus des quatre cinquièmes de toute la richesse qui a été produite l'an dernier sont allés à moins de 1 % de la population mondiale. »



Volvo, où un ouvrier a exactement soixante et onze secondes pour faire sa tâche avant que la voiture suivante arrive, et où les travailleurs demandent quelques secondes supplémentaires. Un peu de répit. Une lutte pour le temps.

**SÉPARÉS, LES DOIGTS DE LA MAIN SONT FRAGILES, ENSEMBLE, ILS FORMENT UN POING**

« Marx est mort, les oppositions de classe n'existent plus, le capital prend soin de nous tous », clament les hérauts de la classe dominante. Mais, comme ils ne sont pas très sûrs de leur affaire, ils veulent s'assurer que la classe des travailleurs ne puisse pas s'organiser dans des organisations de lutte. D'où la multiplication des attaques sur les droits syndicaux et sur le droit de grève. Si on peut briser la colonne vertébrale de la classe ouvrière, on a alors le champ entièrement libre. Cela se joue sous notre nez. Chez Ryanair où le personnel se bat pour arracher ses droits syndicaux à des capitalistes comme Michael O'Leary. Chez Deliveroo où les jeunes découvrent leur force collective et s'organisent. Chez Lidl. Et ça dans toute l'Europe. Et la leçon est et reste celle de Marx : c'est seulement en s'organisant que la concurrence au sein de la classe des travailleurs peut être

**MOINS DE PROFITEURS, PLUS DE PENSION**

**1<sup>ER</sup> MAI CHARLEROI**

9H00 : RENDEZ-VOUS DU PTB À LA MAISON DES 8 HEURES

10H00 : DÉPART COLLECTIF VERS LE 1<sup>ER</sup> MAI DE LA FGTB

**PTB** SOCIAL AUTHENTIQUE ACTIF

arrêtée. Séparés, les doigts de la main sont fragiles. Ensemble, ils forment un poing. Et, c'est en tout cas notre expérience et notre conviction au Parti du travail de Belgique (PTB), la gauche doit s'investir en premier lieu sur les lieux de travail, là où ces luttes se déroulent, être au cœur des luttes de classes d'aujourd'hui. Car c'est de là que viendront les forces qui pourront provoquer les réels changements de demain.

### UN CHANGEMENT DE PARADIGME VERS UNE SOCIÉTÉ SANS EXPLOITATION

Quand Copernic, Kepler, Galilée ont affirmé que la Terre et d'autres planètes tournaient autour du Soleil, et donc que tout ne tournait pas autour de la Terre, ils ont été traités de fous et d'hérétiques. Ils ont produit une révolution dans la pensée, mais leur époque n'était pas mûre pour celle-ci. Ce n'est qu'après plusieurs générations que l'on a admis qu'ils avaient raison. C'est ainsi que la vision qu'avaient les gens à propos de la Terre et de l'univers a été bouleversée. Quand le cadre de pensée dominant est fortement modifié, on parle d'un changement de paradigme. Une rupture avec le cadre de pensée dominant s'opère toujours sur plusieurs générations.

Il n'en va pas autrement pour Karl Marx et Friedrich Engels. Ils ont créé un changement de paradigme dans la pensée de l'histoire humaine. Ils ont apporté une réponse à la question de savoir de quelle manière dont, au cours de l'histoire, on passe d'une forme de société à une autre forme de société. Ils ont observé que les hommes se sont toujours organisés autour de la production : pour vivre, pour manger, pour se loger et pour se développer, les êtres humains devaient produire. Ils ont montré comment le développement de la technique et de la science, de la connaissance de la production et des compétences est une force motrice dans l'histoire humaine. Et ils ont aussi découvert cet autre moteur de la roue de l'histoire humaine : l'action des hommes, les interactions sociales entre les gens et la lutte sociale entre les différents intérêts et classes dans la société.

Le changement arrive par l'action. « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de

diverses manières ; il s'agit maintenant de le transformer », a écrit Marx sur un papier à Bruxelles. Marx et Engels étaient des révolutionnaires. Ils ont placé leur vie sous le signe de l'émancipation de la classe ouvrière et de la lutte pour une société sans exploitation de l'homme par l'homme.

Le changement de paradigme que Copernic, Darwin et Marx ont opéré, chacun sur son terrain, ne signifie bien sûr pas que plus rien n'a changé depuis. La science évolue continuellement et de nouvelles perspectives apparaissent. Il n'empêche que le changement de paradigme de Marx et Engels reste aujourd'hui inspirant. Face à la pensée unique étouffante qui domine aujourd'hui la société, nous avons besoin d'un autre horizon. La crise du climat, la volonté de plus en plus grande de mener des guerres, les gens qui fuient leur pays, les tendances croissantes de l'autoritarisme et de la militarisation de la société, les paradis fiscaux et le caractère parasitaire du capital, tout cela demande une réponse globale. Il ne s'agit pas de changer un détail ici et là, de réformer à la marge

un système qui court à sa perte. Il s'agit de l'avenir de l'humanité et de la planète. Nous avons à nouveau besoin d'un changement de paradigme pour y apporter une réponse. Et une autre société, non pas comme une utopie ou un beau rêve romantique, mais comme une réponse nécessaire aux défis d'aujourd'hui. Plus grandes seront les ruines du capitalisme, plus ceux qui défendent les intérêts de celui-ci affirmeront haut et fort que Marx est mort, que le capital va prendre soin de nous tous, et qu'il n'y a pas d'alternative possible. En même temps, de nouvelles générations de

jeunes continuent à rechercher une perspective émancipatrice et libératrice pour l'humanité et ils redécouvrent Marx. « La vérité est l'enfant du temps, pas de l'autorité », répondait Galilée à ses accusateurs dans *La Vie de Galilée*, la pièce de théâtre de Bertolt Brecht. La société ne doit pas tourner à la mesure du profit, mais à la mesure de l'humain. C'est pourquoi nous sommes marxistes. Des marxistes de notre temps et à notre manière. ■

\*David Pestieau est vice-président du Parti du travail de Belgique.

« La crise de 2008, qui a éclaté il y a dix ans, a rappelé l'actualité de l'analyse marxiste des crises. Concernant ses causes mais aussi la manière dont les capitalistes surmontent leurs crises en préparant des crises plus grandes encore. »

# Le marxisme éparpillé de *Die Linke*

Relativement absente lors de la fondation de *Die Linke*, la référence à Marx a fait l'objet depuis lors d'appropriations diverses au sein du parti de gauche allemand.

PAR ALBAN WERNER\*

Un parti âgé de onze ans est-il assez vieux pour s'être approprié une tradition marxiste ? Car tel est l'âge de *Die Linke* en 2018. La réponse est : oui et non. Non, parce que onze années n'y suffiraient pas et que de nombreux adhérents de *Die Linke* n'étaient pas des militants politiques auparavant. Mais pourtant oui, parce que le parti n'est pas né de rien, mais d'une fusion entre le Parti du socialisme démocratique (PDS) et l'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale (WASG). Le PDS est lui-même issu du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED). Au sein du SED, le marxisme



République démocratique allemande ou par des professeurs marxistes des universités d'Allemagne de l'Ouest. Parmi les fondateurs de la WASG, il y avait bien sûr des marxistes, venus notamment de l'aile marxiste minoritaire des jeunes socialistes. Mais beaucoup d'autres étaient plutôt issus des mouvements sociaux contre les politiques néolibérales, d'ATTAC, du mouvement contre la guerre, etc., et n'avaient été que rarement en contact avec le marxisme. Chez les nouveaux membres entrés à *Die Linke* après la fusion, la formation marxiste était encore plus rare.

« Le marxisme joue un rôle dans tous les courants du parti, mais ses dirigeants n'ont pas bénéficié d'une formation marxiste unifiée. »

s'était ossifié et mué en une doctrine visant à légitimer le socialisme d'État est-allemand. Lorsque de jeunes marxistes lisent aujourd'hui les manuels de ce qu'on appelait alors le « marxisme-léninisme », ils ont rapidement l'impression d'avoir affaire à une caricature. Après 1989-1990, le PDS a voulu opérer une déstalinisation à la fois irréversible et crédible. Le marxisme ne fut pas banni du parti, mais l'on fit disparaître toutes les structures qui pouvaient, de près ou de loin, être perçues comme des lieux d'endoctrinement des militants. De ce fait, il n'y eut plus de formations systématiques. Le principal lien avec le marxisme passait par des intellectuels non dogmatiques issus de l'ancienne

## UNE APPROPRIATION « ÉPARPILLÉE »

Par la suite, le nouveau parti n'a pas développé de formation marxiste systématique mais plutôt des initiatives diverses qui n'étaient pas coordonnées entre elles. C'est l'organisation étudiante du parti, l'Association étudiante socialiste et démocratique (SDS), qui a commencé à mettre en place des cercles de lecture du *Capital* de Marx dans les universités. Dans certaines sections locales de *Die Linke*, on pouvait aussi avoir la chance de rencontrer un enseignant marxiste ou quelqu'un ayant bénéficié par le passé d'une véritable formation au sein du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), du Parti communiste allemand (DKP) ou du SED, et souhai-

tant transmettre ses connaissances. Mais de ce fait, la réception et la diffusion du marxisme étaient dépendantes de traditions antérieures à la fondation de *Die Linke*, ou d'heureux hasards qui rendaient cette réception et cette diffusion très variables en fonction des situations locales. L'autre raison qui explique cette appropriation « éparpillée », c'est l'absence d'« organe central » de *Die Linke*. Le lectorat de gauche se partage entre plusieurs quotidiens : *Neues Deutschland*, le *Taz* et le *Junge Welt*. Au sein des revues, il n'y a pas non plus de titre de référence comme la *New Left Review* ou *Marxism Today* en Grande-Bretagne. Les nombreuses publications comme *Sozialismus*, *Prokla* ou *Z* datent pour la plupart de la période qui a suivi 1968 (à l'exception de la revue *Das Argument*, encore plus ancienne) et ne touchent qu'un lectorat réduit.

**UNE RÉFÉRENCE PLUS OU MOINS  
APPROFONDIE ET AUX IMPLICATIONS  
POLITIQUES DIVERSES**

Il existe donc différents types de marxisme dans *Die Linke* aujourd'hui, défendant des positions diverses, plus ou moins proches du parti, prenant la forme d'une référence permanente ou épisodique, avec un public plus ou moins grand. Du côté des intellectuels professionnels, on trouve des professeurs d'université (peu nom-

« De nouvelles générations de jeunes continuent à rechercher une perspective émancipatrice et libératrice pour l'humanité et ils redécouvrent Marx. »

breux), qui ne se revendiquent pas toujours explicitement du marxisme. Leur popularité dans les pages culturelles des quotidiens et des hebdomadaires dominants est souvent bien plus grande que leur réputation auprès de leurs propres collègues. Du côté des intellectuels col-

lectifs, on trouve des auteurs et des éditeurs de revues et, de plus en plus souvent, de sites Internet de gauche. Dans la jeune génération, le regain d'intérêt pour Marx qui a suivi la crise financière est souvent passé par les média numériques. Parmi les projets collectifs marxistes les plus importants, il faut signaler le *Dic-*

« Dans la jeune génération, le regain d'intérêt pour Marx qui a suivi la crise financière est souvent passé par les média numériques. »

*tionnaire historique et critique du marxisme*, malheureusement peu connu. Depuis la fondation de *Die Linke*, il existe également un secteur de la formation politique, dont les séminaires sont également porteurs de contenus marxistes. Il est intéressant de noter que le marxisme joue un rôle dans tous les courants du parti, mais que ses dirigeants n'ont pas bénéficié d'une formation marxiste unifiée. Dans le parti et dans différents mouvements, on rencontre également des militants de gauche ouverts sur le plan intellectuel, qui ne s'appuient pas seulement sur Marx et le marxisme, ou pas principalement, mais qui s'y réfèrent aussi. Leur ouverture tient le plus souvent à la manière dont ils ont été socialisés sur le plan politique et à la plus ou moins grande facilité avec laquelle ils parviennent à raccorder à Marx les questions qui les intéressent. Dans le parti, à différents niveaux, on rencontre aussi à l'occasion un marxisme « anecdotique », qui consiste à citer Marx quand on veut critiquer le capitalisme, les marchés financiers, les crises ou la précarité. Mais derrière ces citations, on trouve rarement une lecture approfondie de Marx. Pour paraphraser Che Guevara, on pourrait dire que *Die Linke* a créé non pas une, mais deux, trois, de nombreuses appropriations de Marx – dont la portée et la profondeur sont très variables. ■

\*Alban Werner est politiste. Il est membre de la rédaction de la revue *Das Argument*. Traduit de l'allemand par Jean Quéfier.

---

# MARX VU D'AILLEURS

Nous avons demandé au Parti communiste vietnamien et au Parti communiste cubain de nous présenter le regard qu'ils portent aujourd'hui sur Marx. Nous publions dans ce numéro des extraits des contributions détaillées qu'ils ont eu l'amabilité de nous adresser, et que vous pouvez lire en intégralité sur notre site internet : <https://www.cause-commune-larevue.fr/> Le choix des extraits a été réalisé par la rédaction de *Cause commune* et n'engage pas les auteurs de ces contributions.

---

## La théorie marxiste et son application au Vietnam

PAR NGUYEN XUAN THANG\*

**A**vec la création du matérialisme dialectique et du matérialisme historique, Karl Marx entreprit une révolution dans l'histoire de la philosophie. La théorie marxiste est l'arme de la raison et d'une pensée forte dans la lutte contre l'oppression et l'exploitation. Le marxisme et ensuite le marxisme-léninisme sont devenus le phare éclairant pour mettre fin à la période de « tâtonnements dans la nuit » de millions de travailleurs et de personnes des pays coloniaux vivant sous le joug de l'oppression, de l'exploitation et leur permettre de se libérer. La construction de pays socialistes enregistrant de grandes réalisations en matière de développement a été à la base de la mobilisation des peuples pour leur libération du joug de la domination coloniale au XX<sup>e</sup> siècle. L'effondrement du modèle socialiste en Union soviétique et en Europe de l'Est a été une grande perte pour le mouvement révolutionnaire mondial, mais il ne s'agissait pas de l'effondrement du socialisme en général ni de

celui du marxisme-léninisme. C'est seulement l'effondrement d'un modèle socialiste dogmatique, éloigné du vécu de la population, qui s'est écarté des principes de base du marxisme-léninisme, qui ne s'est pas adapté aux évolutions de la vie sociopolitique.

### LA VOIE SUIVIE PAR LE PARTI COMMUNISTE VIETNAMIEN (PCV)

Le PCV a appliqué de manière créative et a ajouté de nouvelles positions théoriques au marxisme-léninisme conformément à la réalité du Vietnam. Ho Chi Minh a été le premier à appliquer et à développer de manière innovante le marxisme dans les conditions spécifiques du Vietnam. Il a approfondi *La première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale* de Lénine, appliqué l'esprit du Manifeste communiste au contexte de la révolution et de l'émancipation des peuples colonisés. Il a repris les valeurs de l'égalité, du droit de vivre, d'être libre et de réaliser le bonheur, défendues dans la Dé-

claration d'indépendance des États-Unis et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de la Révolution française. Il a étudié *les trois principes du peuple* formulés par Sun Yat-sen et a compris que les aspirations concernant « l'indépendance de la nation, les droits de l'homme libre, le peuple heureux » sont difficiles à acquérir et à maintenir de manière stable par la voie d'une révolution démocratique bourgeoise. Ainsi, Ho Chi Minh et le PCV ont tracé la voie de la révolution vietnamienne, d'abord la révolution nationale démocratique et populaire et ensuite la révolution socialiste pour lever haut les deux drapeaux de l'indépendance et du socialisme. Le marxisme-léninisme et les pensées de Ho Chi Minh sont devenus les bases idéologiques du PCV, l'aiguillon pour la révolution vietnamienne. Là où la doctrine marxiste est appliquée de manière créative, le socialisme a pu relever des défis pour se développer et avancer. Au contraire, là où il est mal interprété et appliqué de manière dogmatique, cela a conduit à des difficultés, et même des échecs et des reculs.

Dans le cadre du renouveau, le PCV évalue l'équilibre entre croissance économique et développement de la culture, développement humain, mise en œuvre du progrès et de l'égalité sociale, protection de l'environnement dans chaque avancée ainsi que dans chaque politique de développement. Au départ, le Vietnam étant un pays de bas revenu, dans la première étape, il a fallu se focaliser sur la croissance économique pour éliminer la famine et la pauvreté, créer de la richesse suffisante pour assurer l'égalité sociale. Aujourd'hui, le Vietnam est en train de restructurer son économie, de passer d'un modèle de croissance en grand à un modèle en profondeur, de réaliser une croissance inclusive et durable. Compte tenu de l'évolution du monde et du Vietnam, se focaliser seulement sur la croissance économique sans s'intéresser au progrès social et à l'égalité ne peut pas créer des bases solides pour une croissance durable. À l'inverse, sans ressources matérielles, existe le risque de maintenir la pauvreté.

En appliquant de manière créative la doctrine marxiste-léniniste, le PCV a adopté l'économie de marché à orientation socialiste comme modèle général du Vietnam. Malgré des défauts, le marché se montre être un mécanisme de mobilisation et de répartition des ressources, pour la promotion de la créativité et du développement. Un pays qui applique les lois du marché pour le

développement économique ne réussira pas sur tous les plans mais, sans les lois du marché, il ne peut pas se développer de manière durable. L'économie de marché en soi ne nous mène pas au socialisme mais, pour édifier avec succès le socialisme, il nous faut absolument l'économie de marché. L'orientation socialiste s'exprime par un développement de l'économie de marché sous l'autorité de l'État de droit socialiste, sous la direction du PCV, avec le souci premier du peuple et de ses intérêts.

« Ho Chi Minh et le PCV ont tracé la voie de la révolution vietnamienne, d'abord la révolution nationale démocratique et populaire et ensuite la révolution socialiste. »

Partant d'un pays sous-développé à revenu de moins de 100 dollars par habitant les premières années du renouveau, le Vietnam a franchi en 2010 le seuil du revenu de 1 000 dollars par habitant pour rejoindre le groupe des pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) et en 2018, le PIB par habitant est prévu de 2 540 dollars. Le taux de pauvreté a diminué, de 60 % dans les années 1990 à 20,7 % en 2010 ; et ainsi, pendant deux décennies, environ 30 millions de Vietnamiens sont sortis de la pauvreté. L'augmentation du revenu va de pair avec une meilleure qualité de vie sur le plan matériel, mais aussi en matière de santé et d'éducation. Le Vietnam est maintenant un membre actif et responsable au plan international.

Avec un esprit scientifique et objectif, il nous faut approfondir et appliquer de manière créative la doctrine marxiste pour un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle. ■

**\*Nguyen Xuan Thang** est membre du secrétariat du comité central du Parti communiste du Vietnam (PCV), président du conseil théorique du comité central, directeur de l'Académie politique nationale Ho Chi Minh.

# Marx et Martí dans le Cuba du XXI<sup>e</sup> siècle

PAR ENRIQUE UBIETA GÓMEZ\*

**E**ntre mars 2018, le 135<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Karl Marx, et mai 2018, le 200<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance, nous, les Cubains du nouveau siècle, avons rendu hommage au révolutionnaire allemand. Marx a transformé la théorie en action ; il a consciemment mis la science au service de l'émancipation et a montré que la vérité était toujours profitable à la justice. Cette prise de parti pour la justice a été la première chose qu'a remarquée José Martí chez Karl Marx : « Comme il s'est mis du côté des faibles, il mérite les honneurs », a-t-il écrit. Martí, qui était l'un des hommes les plus cultivés de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, avait également rejeté le savoir purement livresque. Karl Marx (1818-1883) était plus âgé que José Martí (1853-1895) et, bien qu'ils aient été contemporains, ils ne vivaient pas les mêmes réalités sociales et nationales. Il n'est donc ni possible ni nécessaire de faire correspondre leurs objectifs. Il y a cependant certaines caractéristiques qui s'apparentent ; par exemple, le positionnement clair du côté des « pauvres de la Terre », selon les termes de Martí, et le fait d'être des révolutionnaires.

La révolution de Martí ne cherchait pas seulement l'indépendance politique à l'égard de l'Espagne, mais la justice sociale, la construction d'une patrie « avec tous et pour le bien de tous », qui garantirait la pleine dignité de ses citoyens. Les premiers marxistes cubains se revendiqueront de Martí. Marx et Martí s'unissent définitivement en Fidel Castro lors de la révolution de 1959. Pensée anti-coloniale, nécessairement anti-impérialiste, et regard sur le « tiers monde » (pour ne citer qu'un exemple, Martí fut le premier hispanophone à écrire sur le Vietnam au XIX<sup>e</sup> siècle) sont indispensables pour progresser vers le socialisme à Cuba. En intégrant le marxisme aux idéaux de la révolution de Martí, l'anti-impérialisme devint anticapitalisme.

La révolution de 1959 ne s'est pas déclarée marxiste parce qu'elle avait besoin de nouvelles alliances géopolitiques pour se maintenir. C'était un acte aux conséquences logiques : « Dans un régime social semi-colonial et capitaliste comme

celui-ci, écrivait Fidel Castro en 1961, il ne pouvait y avoir de changement révolutionnaire que socialiste, une fois le stade de la libération nationale atteint. » L'année 1959 marque un tournant dans l'histoire de l'Amérique latine. Le radicalisme et la permanence de cette révolution dans le temps ont créé les conditions nécessaires à l'irruption d'autres processus émancipateurs de caractère divers. La voie dite « pacifique » a joué un rôle important dans le Chili d'Allende, et ses enseignements sont paradigmatiques. À la fin des années 1990, Fidel Castro a prévenu que la voie de la révolution armée n'était plus plausible et qu'il était nécessaire de s'engager sur de nouvelles voies, essentiellement culturelles.

Fidel Castro et les révolutionnaires de la génération du centenaire de Martí ont considéré le marxisme et le léninisme comme une science libératrice et non comme un catéchisme. « Avoir interprété le marxisme-léninisme de manière créative et originale, a déclaré Fidel Castro en 1988, ne pas avoir été emporté par des dogmes, c'est ce qui nous a conduits à la victoire, c'est ce qui nous a amenés ici. »

On a essayé d'enterrer Marx plusieurs fois. Il revient toujours, plus frais qu'avant. L'œuvre de Karl Marx, colossale, est incomplète, et seule la pratique créative peut l'élargir. Il n'a pas prévu la construction d'un nouveau monde isolé, sur une île sans grandes ressources naturelles, bloquée et harcelée par le plus grand empire de l'histoire. Mais le socialisme a avancé au XX<sup>e</sup> siècle en sauvant des îles, en libérant des espaces où des opportunités se présentaient, transformant l'impossible en possible. Comme le disait Fidel Castro : « Sans les traditions de notre pays et les élixirs de la pensée marxiste, notre peuple n'aurait pas pu faire l'énorme pas en avant qu'il a accompli, notre pays n'aurait pas pu devenir le premier pays socialiste d'Amérique latine. Se libérer du colonialisme espagnol, d'abord pour se libérer totalement de l'impérialisme yankee ! » ■

\*Enrique Ubieta Gómez est un intellectuel cubain, fonctionnaire au département idéologique du Parti communiste cubain.

## Intégrer la culture politique et sociale dans la culture ?

Il n'est que trop répandu que la culture est le domaine spécialisé des arts et des lettres, avec une condescendance à y intégrer le domaine scientifique, et le souci d'intégrer la culture dans la politique. C'est faire bon marché de la culture politique et sociale acquise au cours des luttes, sur le rapport de l'individu au monde, qui commande d'intégrer la politique dans la culture. Certes le premier article de ce numéro sous-tend cela, mais l'ensemble est marqué par l'optique habituelle, ce qui conduit à cette étrange contribution qui macronise rétrospectivement la IV<sup>e</sup> République. Elle ne peut le faire qu'au prix de cette limitation artistico-littéraire de la culture, car dans la culture politique et sociale, dans la mouvance du Front populaire et de la Libération, la IV<sup>e</sup> a été la plus progressiste de notre histoire. Non seulement par l'intégration des droits économiques et sociaux dans son préambule, devançant ainsi de deux ans la Déclaration universelle, et de vingt ans les pactes des Nations unies, mais elle est marquée par une culture du pouvoir d'en bas, alors que la culture macronienne est celle du pouvoir d'en haut.

À cela faut-il encore ajouter la crise culturelle contemporaine, « cultivée » par les média, qui tend, sous l'influence du développement et de la place prise par la technologie à substituer à la culture, essentiellement critique et qualitative, une érudition purement documentaire quantitative et de soumission à ceux qui savent.

Roland Weyl

## Dialectique et systèmes complexes

À propos d'un article paru dans *Cause commune*, n° 6, rubrique Philosophiques

L'auteur est prudente et fait bien ; on y trouve cependant certaines idées non complètement formalisées qui, comme (microscopique) mathématicien, m'ont fait tiquer. Les notes jointes sont très explicites et toutefois incomplètes ; mes lectures conduisent à penser que sous le

nom de « non-linéaire » on dissimule « le chaos » ; en mathématiques, la dialectique – s'il faut appeler les choses par leur nom – du linéaire et du non-linéaire est chose courante ; ce qui n'est pas courant et, en effet, certains aspects sont récents ou relativement récents est l'apparition des phénomènes chaotiques ; il faut savoir que tout problème « non linéaire » ne conduit pas au « chaos » et même qu'il existe des conditions nécessaires et suffisantes pour que le chaos se produise. Le chaos est lié à l'instabilité de systèmes dynamiques. Ce phénomène échappe-t-il au « déterminisme » ? Oui sans doute si, sous ce terme, on comprend une forme triviale de ce qui est « déterminé » ; il est aussi vrai que l'idéal lagrangien et laplacien d'un monde compréhensible dès lors qu'en sont connues les conditions initiales est mort mais cela ne détruit pas le « déterminisme », cela appelle un dépassement de sa conception initiale ; les phénomènes chaotiques sont prédictibles. Leur évolution est prédictible quoique dans un sens différent de l'usuel. Mais c'est là un phénomène d'une banalité absolue qu'on rencontre constamment en sciences ; il est étrange que la notion de « dépassement » ne soit pas au cœur d'un article de ce type ; par exemple on sait les polémiques, qui pour une part durent encore, qui ont entouré la découverte du « principe d'incertitude » de Werner Heisenberg ; au passage, changer son nom en « principe d'indétermination » ne fait qu'ajouter à la confusion sans apporter

la moindre lueur. Albert Einstein qui fut un pionnier de la mécanique quantique ne put se résoudre à admettre ce principe violant selon lui l'idée d'un monde compréhensible parce que univoquement déterminé. À l'époque, ceci conduisit à de fameux paradoxes tous levés aujourd'hui mais ce qu'il faut retenir, c'est que le principe d'incertitude cachait des aspects qui ne seront élucidés, même incomplètement, par la découverte des particules « élémentaires » et de leurs interactions ; le principe d'incertitude ne peut être compris que grâce à la théorie quantique des champs, théorie non linéaire s'il en est, et où le chaos n'a pas de rôle mais dépassant jusqu'à un certain point non élucidé les conceptions antérieures.

Ces travaux de plus d'un demi-siècle conduisent-ils à des changements profonds de paradigme implicites dans cet article ? Je n'en crois rien. Les découvertes et avancées scientifiques produisent et produiront toujours de nouvelles façons de poser les questions : mais ces nouvelles façons ne réduiront pas en poudre les précédentes ; elles les dépasseront, voilà tout. ●

Olivier Gebuhrer





## ★ MILITER ★

RUBRIQUE COORDONNÉE PAR JÉRÉMIE GIONO

# La formation des communistes, un enjeu politique essentiel

Ce numéro sortant en plein congrès extraordinaire du parti, il nous a semblé pertinent, à la rubrique « Militer », de nous consacrer au vaste sujet de la formation des communistes. En effet, tous les camarades s'accordent pour dire qu'il faut en faire une priorité dans notre quotidien militant, et c'est compréhensible : alors que le monde apparaît chaque jour plus complexe, que les opérations qui créent de la confusion se multiplient tant sur les réseaux sociaux que dans les média « traditionnels », développer une grille de lecture communiste, rationnelle et

scientifique, est un enjeu fondamental pour le combat de classe.

Si la contestation de l'ordre établi grandit – et on peut même dire qu'elle devient majoritaire, tant la crise est profonde –, elle prend spontanément une forme « populiste », se détournant des vraies causes travesties pour s'orienter vers des boucs émissaires ou des « fétiches ». Les tenants du système ne s'y trompent pas et déploient tous leurs efforts pour nous orienter vers ces multiples impasses, nous rendant ainsi collectivement impuissants. À l'inverse, la démarche communiste se doit

d'être éclairante. Formation de nos adhérents et éducation populaire en sont les premiers pas.

Depuis plusieurs années maintenant, le secteur « Formation » du parti s'emploie à mettre en place des outils variés, trop peu connus, et ce numéro a pour objectif de favoriser leur appropriation par le plus grand nombre.

Bonne lecture, et surtout à très bientôt dans votre futur « stage de base » local ! ●

Jérémie Giono

## Abécédaire

### ÉDUCATION POPULAIRE.

Démarche visant l'appropriation d'une compréhension du monde par le plus grand nombre, en vue du passage à l'action collective. À l'opposé d'une vision élitiste et descendante du savoir vers des masses supposées « incultes », la démarche d'éducation populaire part du vécu des individus pour les amener à s'interroger et à construire par eux-mêmes une analyse lucide.

**PÉDAGOGIE.** Une formation efficace passe par une pédagogie adaptée, qui rend concrets les savoirs transmis en les faisant entrer en résonance avec le quotidien de chacun, et qui laisse la place à la participation de tous.

### POLITIQUE DE CADRES.

Expression parfois mal perçue. Il s'agit tout simplement de toutes les mesures prises pour favoriser la prise de responsabilité des adhérents, les accompagner dans l'exercice de leurs responsabilités d'animation. Cette pratique est indispensable pour permettre une appropriation la plus large possible du parti par ses militants, car une bonne animation est la clé d'un groupe humain efficace et émancipateur.

### RESPONSABLE FÉDÉRAL À LA FORMATION.

Le ou la camarade chargé du déploiement et de la coordination de la formation sur la fédération. Il ou elle pourra bénéficier de l'accompagnement du secteur formation dans sa tâche. Un binôme permet de se compléter efficacement.

### SECTEUR FORMATION.

C'est le secteur national du parti dédié à la formation. Il est ouvert à tous les adhérents qui souhaitent s'investir sur le sujet.

## MUTUALISATION INTERFÉDÉRALE

# L'exemple de la Bretagne

— PAR OLIVIER MAYER\* —

Toute l'initiative est partie d'une réflexion, peu à peu transformée en action : il est nécessaire à tout militant politique de comprendre un monde en pleine évolution, ce qui est complexe. Il nous faut donc organiser des formations, un défi difficile à réaliser dans une petite fédération comme celle du Morbihan. Des contacts ont donc été pris avec les autres fédérations de la région, et l'idée a trouvé un écho très positif auprès de celles du Finistère et des Côtes-d'Armor.



Ce week-end de formation pour lequel les responsables locaux, actuels ou en devenir, ont été sollicités particulièrement, a réuni une bonne vingtaine de participants du Morbihan, du Finistère et des Côtes-d'Armor. Cela a permis d'approfondir les connaissances théoriques sur l'histoire, la bataille des idées, ce qu'est une stratégie... tout en renforçant les liens entre camarades. En effet, les réalités de vie et de militantisme sont diverses, et pouvoir échanger avec des camarades d'autres fédérations est une richesse. Ce week-end a également été l'occasion de s'ouvrir sur le territoire local, en l'occurrence avec la visite d'un centre de recherche sur la biodiversité marine. Encouragés par cette réussite, les camarades bretons ont envie de poursuivre l'expérience. Le comité régional a décidé de mettre en place un groupe de travail dédié à la question de la formation, distinct du comité régional composé principalement des secrétaires fédéraux et permettant d'impliquer toujours plus de camarades. Ce groupe de travail régional aura donc deux missions : organiser d'autres stages interfédéraux, pour que plus de camarades puissent se former, et mutualiser les moyens existants, avec par exemple un conférencier ou une conférencière qui fasse le tour de la Bretagne. Certains sujets plus « pratiques », tel l'usage du numérique, pourront faire l'objet de prochaines sessions ou d'un prochain stage de formation qui auront lieu, n'en doutons pas, très bientôt ! ●

\*Olivier Mayer est militant dans le Morbihan.



# La politique de formation du PCF

— ENTRETIEN AVEC **JEAN-LOUIS FROSTIN\*** —

## © Quels sont les objectifs du secteur Formation du PCF ?

Validés par le comité exécutif national en 2016, les objectifs de la formation portent sur trois volets. Le premier est une offre de formation permanente des adhérents du PCF, notamment à travers les stages de base, qui traitent des fondements de la politique du PCF. Le deuxième volet est une formation continue pour les camarades responsables



par un cycle de « formation cadres » (au rythme de deux par an) pour une capacité totale de quarante camarades par an en l'état de nos moyens. Le troisième volet vise à développer les initiatives de formation d'éducation populaire pour tous les camarades et les sympathisants. Celles-ci peuvent se faire à partir des travaux des différents secteurs mais

aussi sur toutes les questions sociales, économiques ou sociétales. Il n'y a pas de domaine interdit : tout dépend des besoins, des idées, des prises d'initiatives. Ce ne peut pas être le secteur Formation qui centralise ce volet-là : il peut

lopper la formation ; de retours d'expériences (qu'est-ce qui se fait dans les fédérations et les sections ?), pour en faire le bilan, évaluer, harmoniser à partir du réel, pour faire évoluer la formation elle-même.

« La formation doit devenir un bien commun à tous les communistes, une priorité partagée, car c'est la condition aussi bien de l'efficacité de notre action que de l'approfondissement du pourquoi on s'engage et on milite. »

aider logiquement, mais il faut de la prise d'initiative sur le terrain. L'objectif est une appropriation par le plus grand nombre de l'ensemble des questions qui traversent notre activité politique.

Il ne faut pas attendre que « tout descende » d'en haut : le secteur propose des outils, des contenus, des moyens que sont les deux premiers volets, mais il faut que tous les communistes s'emparent de la formation, sans quoi celle-ci sera confidentielle, limitée.

## © Quelle stratégie pour atteindre ces objectifs ?

Nous avons besoin d'un collectif national « formation » qui s'étoffe ; de correspondants qui s'impliquent sur cette question dans les départements, pour tisser un réseau pour faire vivre et déve-

Il nous faut recenser et mettre en mouvement beaucoup plus d'intervenants pour multiplier les initiatives de formation. Nous avons élaboré une feuille de route et commencé à la faire connaître et évoluer, en insistant sur le fait que le secteur Formation est un outil, un carrefour de prises d'initiatives et de logistique, et qu'il y a besoin de la rencontre avec les envies du terrain et les forces disponibles pour aboutir.

Le secteur a mis en place des « formations de formateurs » – qui restent un dispositif à développer – avec deux objectifs : l'harmonisation de l'offre et des contenus de formation et l'élargissement du nombre de camarades aptes à intervenir. Il faut que tous les communistes puissent avoir accès à des contenus cohérents et de qualité, quel que soit le territoire.

### © Que voudrais-tu voir évoluer ces prochaines années ?

La première évolution nécessaire est que la question de la formation, à l'occasion du congrès et à chaque étape, soit à l'ordre du jour et qu'on en débattenne en se saisissant des outils, en l'occurrence le secteur Formation. Constaté les besoins est insuffisant : ces échanges doivent servir à passer à la mise en œuvre par l'organisation massive de temps de formation. Actuellement, environ six à huit cents communistes participent annuellement à ces initiatives. Ce chiffre est en progression chaque année, mais reste largement insuffisant ! Nous avons besoin de décupler ce chiffre : passer de huit cents à huit mille ! Il faut que la formation devienne un automatisme de l'action militante ; c'est le seul moyen de répondre à la demande.

La seconde évolution – condition de réalisation de la première – est la formation de beaucoup plus d'intervenants. Pour former, il faut être soi-même formé. Ce que nous avons engagé à quelques-uns est un premier pas intéressant, mais

« L'objectif est une appropriation par le plus grand nombre de l'ensemble des questions qui traversent notre activité politique. »

nous devons, collectivement, passer à la vitesse supérieure. Pour ce faire, nous devons avoir une définition plus collective de ce qu'est la fonction de la forma-

tion politique. Cela doit devenir un bien commun à tous les communistes, une priorité partagée, car c'est la condition aussi bien de l'efficacité de notre action que de l'approfondissement du *pourquoi* on s'engage et on milite.

parité n'est pas massif à tous les niveaux, de quel renouvellement parlons-nous ? Seulement changer d'individus ou enrichir le collectif ? Enfin, tous les groupes organisés forment leurs dirigeants : le patronat, la bourgeoisie, les

« Le secteur Formation est un outil, un carrefour de prises d'initiatives et de logistique, il a besoin de la rencontre avec les envies du terrain et les forces disponibles pour aboutir. »

Nous devons nous interroger sur la manière de lier la formation avec « C'est quoi militer ? », « Pourquoi on milite ? » « Comment on milite ? ». Ce lien – dialectique – est indispensable au « bien-fondé » de la formation, dans le sens où les connaissances et les outillages partagés, mis à l'épreuve de la pratique, permettent d'ancrer l'engagement personnel et le rapport au collectif.

Je veux ajouter un mot sur l'enjeu de la formation pour celles et ceux qui acceptent des responsabilités. Notre objectif fondamental est de créer les meilleures conditions pour l'intervention politique des adhérents du PCF. Un parti politique, comme n'importe quel groupe humain, a besoin de l'exercice de la responsabilité. Pour éviter que cela soit une forme « d'appropriation » de pouvoir, il faut que la formation massive permette la plus grande surface possible d'intégration et pour le plus grand nombre. C'est également le moyen de combattre le « spontanéisme » qui nourrit la reproduction sociale ou catégorielle. Jeunes ou anciens, le renouvellement n'est pas qu'une question d'âge ! Et si l'objectif de

syndicats, les autres formations politiques... c'est à la mode de lancer son institut, sa faculté, son centre de formation (LREM, le RN, la FI...). Le PCF ne découvre pas aujourd'hui cette nécessité ! Mais nous, nous devons y répondre dans le cadre d'une ambitieuse « politique de cadres » et de promotion dans les responsabilités. Nous devons faire émerger chez le plus grand nombre la capacité de s'y investir. Plus on aura de communistes à qui on offre la possibilité de se former politiquement, plus il y aura de mobilité et de diversité dans celles et ceux qui prennent des responsabilités. Chacune et chacun est à même de se rendre compte, à tous les niveaux du parti, du besoin d'avoir plus de camarades qui aident l'ensemble du collectif à fonctionner et à se développer. Là aussi, essayons, avec obstination, de passer du constat de « ce qu'il faudrait » à la mise en mouvement pour le réaliser. ●

\*Jean-Louis Frostin est responsable du secteur Formation.

Entretien réalisé par Simon Lahure.

# L'offre de formation du PCF

Avec le XXXVIII<sup>e</sup> congrès, tout ce que fait le parti communiste est interrogé, questionné, ce qui est une très bonne chose, mais parfois au détriment de la réalité. Si nous devons constamment travailler sur notre organisation pour l'amé-

liorer, c'est-à-dire la rendre plus efficace pour réaliser les objectifs politiques fixés collectivement, il serait improductif de repartir de zéro à chaque fois. Voici donc un état des lieux du secteur Formation.

## LA FORMATION RÉPOND À TROIS OBJECTIFS

- 1 Qu'elle soit un bien commun de tous les communistes, indifféremment des débats et des désaccords ponctuels.
- 2 Qu'elle serve à démocratiser le PCF, afin que tous les adhérents, quels que soient leurs origines sociales, leur genre, etc. puissent s'emparer des débats.
- 3 Qu'elle permette toujours plus de conquêtes politiques, en outillant les camarades idéologiquement et pratiquement pour nous rendre toujours plus à l'aise dans nos actions militantes.

## LA FORMATION SE DÉCOUPE AUJOURD'HUI EN CINQ VOLETS

### 1 - LES STAGES DE BASE (durée : 1 week-end)

**Cible :** tous les adhérents, voire les sympathisants.

**Objectif qualitatif :** harmonisation des connaissances de base autour de cinq thèmes : « Dans quel monde intervenons-nous ? », « Rapports et apports du PCF à la société française », « Capitalisme/crise/dépassement », « Les conditions et les grands enjeux de développement aujourd'hui » et « PCF : quelle conception de la politique ? Objectifs et pratiques ».

**Objectif quantitatif :** Atteindre un stage par an et par fédération.

### 2 - LES STAGES RÉGIONAUX (durée : 1 week-end)

**Cible :** les animatrices et animateurs du parti.

**Objectif qualitatif :** apporter les outils organisationnels et idéologiques pour dynamiser un collectif militant local, approfondir les connaissances théoriques.

**Objectif quantitatif :** atteindre un stage par an et par région. C'est un projet à mettre en place après le congrès.

### 3 - LES STAGES « CADRES » (durée : 2 semaines + 2 week-ends)

**Cible :** les responsables fédéraux et nationaux.

**Objectif qualitatif :** donner les outils pour être un dirigeant politique capable de mettre en mouvement des responsables politiques.

**Objectif quantitatif :** deux stages par an.

### 4 - LES FORMATIONS THÉMATIQUES

**Cible :** tous les adhérents et les sympathisants.

**Objectif qualitatif :** apporter des connaissances sur une thématique particulière.

**Objectif quantitatif :** ces formations relèvent des initiatives locales, en lien direct avec les secteurs. L'objectif serait que le secteur Formation, grâce au nouveau site, puisse mettre en valeur la richesse de ce que nous faisons.

### 5 - LES INITIATIVES D'ÉDUCATION POPULAIRE

**Cible :** initiatives ouvertes à tous.

**Objectif qualitatif :** impliquer le plus grand nombre dans le partage de connaissances et de réflexions politiques.

**Objectif quantitatif :** ce sont principalement des initiatives locales, même si les universités permanentes peuvent entrer dans cette catégorie.

## COMMENT ORGANISER UN STAGE DE BASE CHEZ SOI ?

C'est normalement le rôle des responsables fédéraux à la formation d'organiser un stage de base. Par ailleurs, si le renouvellement des instances fédérales désigne un ou une responsable à la formation, n'hésitez pas à le faire connaître au secteur Formation en envoyant un mail à [formation@pcf.fr](mailto:formation@pcf.fr). Tu peux trouver le planning des stages de base sur le site du parti, dans l'onglet formation (<http://formation.pcf.fr/>). Si une date convient à la fédération et n'est pas déjà occupée par une autre fédération, vous pouvez contacter le secteur pour réserver cette date. Il suffit d'envoyer un mail à [formation@pcf.fr](mailto:formation@pcf.fr) ! Attention ! Le secteur priorise les fédérations qui n'ont pas eu de stage de base ces dernières années !

« Mais, ça va coûter cher, ça ? Nous, on n'a pas trop les moyens... »

Pas du tout : les stages de base sont organisés nationalement, c'est-à-dire que le national prend en charge les billets de train des intervenants. La fédération ne prend en charge que les repas, et doit éventuellement trouver un hébergement (qui peut être militant) si l'intervenante ou l'intervenant vient de loin et ne peut pas repartir le jour même. Mais si la fédération veut (ou peut) tout payer, ça ne posera pas de problème à la trésorerie nationale...

« Mais nous, on ne connaît pas vraiment les gens, contacter les formatrices et formateurs, ça va être compliqué... »

C'est le secteur Formation qui se charge de trouver les intervenants ou intervenantes. Nous avons d'ailleurs commencé des formations de formatrices et formateurs pour élargir le vivier de camarades pouvant intervenir, pour atteindre l'objectif d'un stage par an et par fédération.



## L'ÉDUCATION POPULAIRE L'université populaire de l'Aube

L'université populaire de l'Aube, animée par Jean Lefèvre, est née en 2013. Elle a commencé très simplement en invitant des universitaires pour rendre accessibles des connaissances et des analyses du monde qui nous entoure. Le projet a extrêmement bien fonctionné, au-delà même des espérances des initiateurs : des communistes, mais également des sympathisants, des gens qui voulaient sortir des sentiers battus de la pensée libérale, ont créé cette association. Très rapidement, deux cents à deux cent cinquante adhérents s'y sont retrouvés !

Les conférences ont trouvé leur public, et ce ne sont pas forcément les sujets de « politique pure » qui ont attiré massivement, mais ceux de la vie de tous les jours et les sujets locaux. La santé, par exemple, a permis une affluence extrêmement importante. Fait notable, le public est très éclectique et varie selon les sujets proposés, ce qui augmente l'audience.

L'université populaire, qui se tient dans la ville, dans des salles municipales, remplit un double objectif : redonner

des repères, des grilles d'analyse de gauche ; permettre que les gens renouent des liens entre eux. Dans un monde saturé par l'information immédiate comme Internet et les médias, il s'agit de décortiquer des sujets et de donner un sens à toutes les connaissances accessibles. Ceci est rendu possible par une régularité des conférences, qui ont lieu en moyenne tous les mois.

La suite à donner à l'université populaire est de garder une exigence intellectuelle très forte, et de s'ouvrir à de nouveaux publics, notamment aux jeunes. Nous voudrions que chaque conférence ait une traduction, par des ateliers par exemple, pour en extraire toute sa richesse et son audace. L'appétence a été créée chez les camarades, alors poursuivons ensemble ! ●



## Focus : le chantier des stages régionaux

— ENTRETIEN AVEC ANNIE DAVID\* —

**A**u sein de l'offre de formation nationale, il est apparu qu'il manquait un stage à destination des responsables locaux. Entre le stage de base, destiné à tous les adhérents et adhérentes et notamment aux plus récents, et le stage « cadres », destiné aux responsables nationaux et fédéraux, comment former les camarades qui prennent des responsabilités locales ? Nous souhaitons apporter des outils, politiques et pratiques, aux camarades dans les départements qui souhaitent s'investir dans la vie du parti. Ces clés doivent les aider à aborder leurs responsabilités sans être inquiets. En effet, les communistes s'interrogent toujours : « Est-ce que je vais être capable ? », « Comment faire avec les camarades plus expérimentés que moi ? », « Comment faire évoluer les méthodes et les pratiques du parti sans froisser personne, sans rompre les habitudes ? », etc.

Les stages régionaux doivent apporter des réponses à trois questions fondamentales :

- Comment être rassuré dans la prise de responsabilité ?
- Comment faire de l'intergénérationnel ?
- Comment redonner de la vitalité à l'organisation ?

Ces éléments sont concomitants pour que les dirigeants, femmes et hommes, se sentent mieux, plus à l'aise et donc plus efficaces pour assumer leurs responsabilités. Militer doit toujours être un plaisir, ce qui est parfois compliqué lorsqu'on a des responsabilités à assumer.

En matière de contenu, ces stages régionaux devront répondre à trois objectifs.



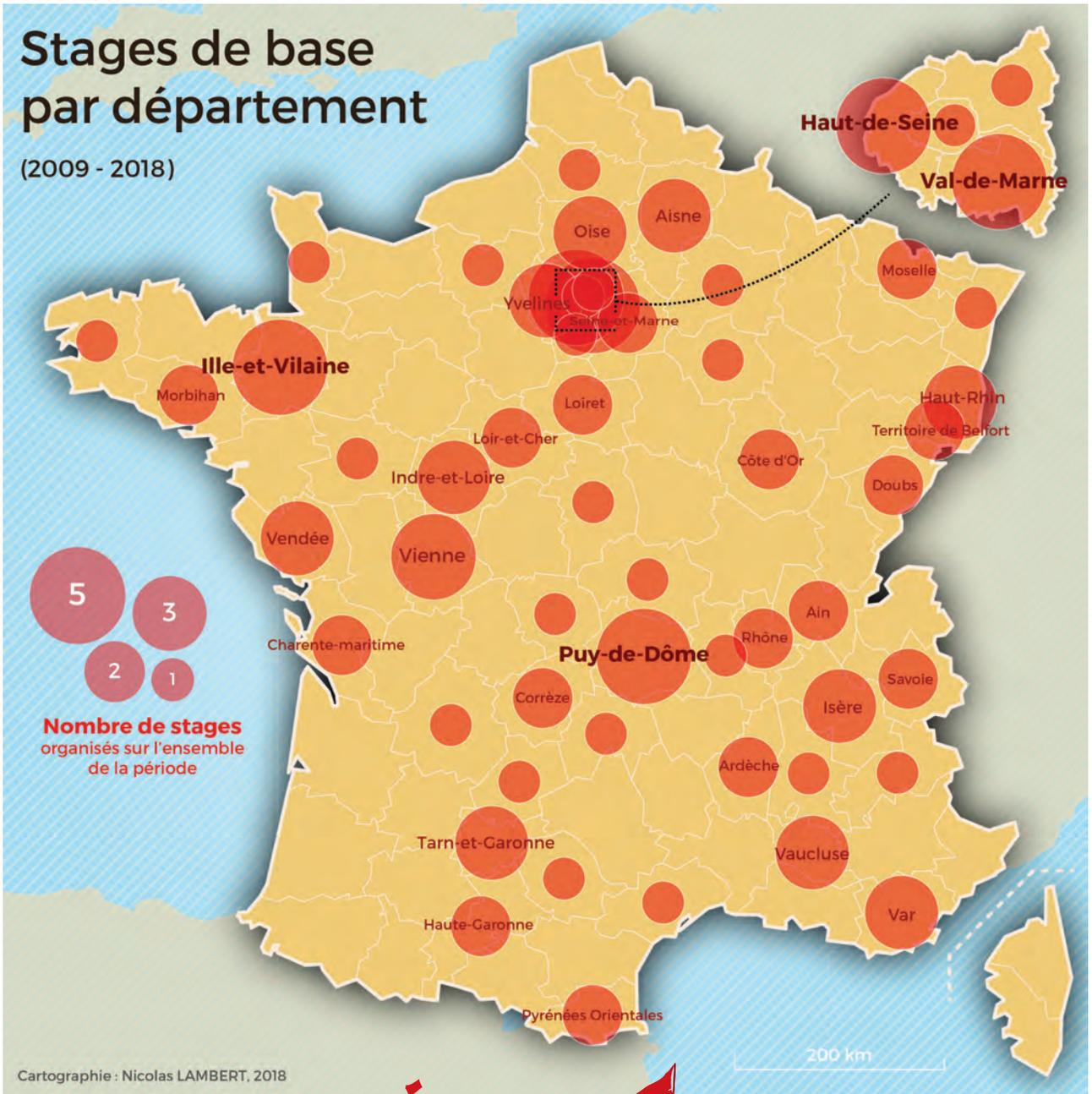
Le premier est le renforcement politique de ce qui fait l'actualité dans les fédérations et les sections. C'est à la fois un approfondissement du stage de base et un élargissement à des sujets qui ne sont pas abordés dans le premier stage (féminisme, antiracisme, école, santé...) grâce aux travaux des secteurs du parti. Le deuxième est une meilleure connaissance de notre organisation. Qu'est-ce que le parti communiste, comment fonctionne-t-il, mais également des aspects plus techniques, sur la gestion d'un fichier « orga », d'une trésorerie, des réseaux sociaux, des partenaires... pour être capable de réaliser des événements politiques marquants ! Enfin le troisième objectif est de mieux comprendre l'aspect humain d'une fonction de responsable.

Les contacts entre camarades ne sont pas toujours évidents à gérer, et nous devons nous nourrir des compétences de chacun. L'expérience des anciennes et des anciens, couplée au dynamisme des plus jeunes peut faire des étincelles ! L'aspect régional de ce stage permet également de mixer des expériences diverses, de rencontrer des gens qu'on ne fréquente pas tous les jours, voire de garder des contacts pour relancer des coordinations régionales qui nous seront utiles régulièrement. Ce stage devrait voir le jour après le congrès, et a pour objectif d'atteindre un rythme de croisière d'un stage par région et par an. ●

\*Annie David est membre du comité national et co-animatrice du chantier formation du congrès.

# Stages de base par département

(2009 - 2018)



Cartographie : Nicolas LAMBERT, 2018



# Les jeunes et l'Europe

Répondre aux besoins des jeunes en matière d'enseignement et d'emploi, en particulier, exige leur implication pour une autre voie européenne.

— PAR **CAMILLE LAINÉ\*** —

**P**our beaucoup de jeunes, la question européenne apparaît comme très lointaine, trop floue. On nous répète en permanence que le parlement européen n'a aucun pouvoir et que la politique européenne n'aurait pas de conséquences directes sur notre quotidien. Ce qui est complètement faux ! Les politiques libérales et d'austérité au niveau européen ont une influence directe sur nos vies, il y a donc un vrai enjeu à se mobiliser.

## LE PROCESSUS DE BOLOGNE

Ce que nous vivons autour de la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE), c'est une problématique européenne.

Depuis des années, la casse de l'enseignement supérieur public et sa privatisation résultent des différents modèles européens ; c'est le cas depuis la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU.) Le processus de Bologne en est à la base. Il a débuté en 1998, il vise à faire de l'enseignement supérieur en Europe un espace marchand. Il a conduit en 2010 à la création d'un espace européen de l'enseignement supérieur. Tout ce processus entraîne la destruction, ou des tentatives de destruction de l'enseignement supérieur tel qu'il est en France. Cette politique génère le développement de la précarité et la sélection à la formation, facteurs d'exclusion sociale pour des millions de jeunes sans formation ni qualification. Elle a fait preuve de son échec patent pour répondre à l'objectif d'une classe d'âge formée à un haut niveau de qualification.

## LES JEUNES ONT LEUR MOT À DIRE

Ce n'est donc pas sans conséquences et nous avons notre mot à dire. Il y a une vraie nécessité de porter le refus des projets européens de privatisation de l'enseignement supérieur, de la marchandisation des savoirs et de la concurrence

pour promouvoir ainsi des coopérations au service de la recherche et de la réussite des étudiants. Au nom des exigences de rentabilité et de compétitivité, les jeunes sont la cible privilégiée de politiques structurelles de marchandisation et de privatisation. Quels que soient leur niveau de formation, leur situation dans l'emploi, ils sont victimes de cette décennie d'attaques contre leurs droits. La pauvreté se développe avec les difficultés d'accès à des biens ou services fondamentaux. La solidarité familiale ne parvient plus à compenser ce phénomène.

Cette situation, c'est évidemment cette Union européenne qui en est responsable en menant une véritable opération

de renforcement de la déqualification, de la mise en concurrence des travailleurs et notamment des jeunes. Depuis des années, les instances européennes travaillent à mettre en place divers dispositifs afin de favoriser l'accès à l'emploi des jeunes. Mais, malheureusement, ce n'est pas efficace et cela ne répond pas au fond du problème. Proposer des mesures de sortie de crise et de promotion de l'emploi des jeunes sera impératif, ce qui nécessite une sortie de l'austérité pour investir massivement dans les besoins fondamentaux de la jeunesse.

Cette incertitude de l'avenir provoquée par les difficultés d'accès à l'emploi et aux poursuites d'études fait le terreau de l'extrême droite. Il nous faut combattre les discours racistes qui pullulent et le climat de haine. De plus, alors que l'Union européenne n'a jamais été aussi engagée dans des conflits armés, il faut construire, en lien avec le mouvement populaire, une politique qui prône la fin des guerres, au service de la paix. ●

\*Camille Lainé est secrétaire générale du Mouvement des jeunes communistes.

« Au nom des exigences de rentabilité et de compétitivité, les jeunes sont la cible privilégiée de politiques structurelles de marchandisation et de privatisation. »

# La lutte contre l'évasion et la fraude fiscales mérite mieux qu'une réformette

Intervention prononcée le 17 septembre 2018, dans le cadre de la discussion générale du Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude.

— PAR **FABIEN ROUSSEL\*** —

**L**e 5 août dernier, le tribunal administratif suisse a refusé de transmettre aux autorités françaises les données de plusieurs milliers de clients de la banque UBS soupçonnés d'être fiscalement domiciliés en France. Et quel était le motif avancé par le tribunal ? « Le seul fait de détenir un compte bancaire en Suisse ne suffit pas. » Pourtant, la banque suisse UBS, même si elle conteste les charges, est toujours sous le coup d'une procédure judiciaire en France pour démarchage illicite et blanchiment aggravé de fraude fiscale. Et ce

n'est pas une première. En 2014, UBS avait payé environ 300 millions d'euros pour éteindre des poursuites judiciaires. Le parquet lui reprochait d'avoir aidé de riches Allemands à échapper au fisc.

Grand pays de fromages, la Suisse reste surtout celui des coffres-forts bien gardés, malgré la mise en place de procédures d'échanges automatiques d'informations. Le bilan détaillé des fortunes détenues aujourd'hui dans la confédération, à défaut de l'identité des bénéficiaires, a de quoi donner le vertige : plus de 2 100 milliards d'euros appartiennent

à des non-résidents. Soit quasiment le PIB de la France.

## **UNE TRICHE FISCALE PLANÉTAIRE**

Évasion, optimisation, ou fraude fiscale, la nuance se niche dans l'épaisseur d'un mur de prison. Dans tous les cas, on retrouve cette opacité qui trahit ceux qui n'ont pas la conscience tranquille. Et si on parlait plutôt de « richesse manquante des nations » ? On peut toujours discuter les chiffres, bien sûr, mais l'accumulation des scandales, des révélations contribuent à dresser un panorama fidèle de la triche fiscale planétaire.

Le montant des avoirs détenus dans les paradis fiscaux atteindrait désormais les 7 900 milliards d'euros, hors fraude des entreprises ! Voilà la réalité du phénomène, telle que la décrivent des économistes, des associations, des lanceurs d'alerte, en s'appuyant sur toutes les données statistiques existantes, voire, pour certains, sur une coopération étroite avec les administrations fiscales. Les multinationales délocalisent aujourd'hui une fraction considérable de leurs bénéfices vers les Bermudes, le Luxem- ►►

« En l'état actuel du texte, seulement la moitié des quatre mille huit cents plus gros dossiers de fraude fiscale, ceux qui dépassent le seuil des 100 000 euros, seraient transmis automatiquement à la justice. »

« Quel signal vous allez encore envoyer à nos concitoyens concernant cette Union européenne qui demande aux États de se serrer la ceinture mais refuse de s'attaquer aux paradis fiscaux bien connus qui siphonnent nos budgets ! »

►► bourg et autres Îles Caïman. Pour résumer, je dirais que l'évasion fiscale est au cœur du réacteur nucléaire de la fraude. C'est elle qui siphonne nos recettes, met en péril les politiques publiques et détruit le pacte social en contournant le principe du consentement à l'impôt.

#### POURQUOI RESTER AU MILIEU DU GUÉ ?

Dans un tel contexte, votre loi, malgré quelques avancées intéressantes, tient davantage du pétard mouillé que de la charge au canon promise. Certes, c'est à la fin du bal qu'on paye les musiciens, mais il reste beaucoup de travail pour être à la hauteur des enjeux.

Alors au chapitre des avancées, il y a évidemment l'assouplissement du verrou de Bercy. C'est bien. Mais pourquoi rester au milieu du gué ? En l'état actuel du texte, seulement la moitié des quatre mille huit cents plus gros dossiers de fraude fiscale, ceux qui dépassent le seuil des 100 000 euros, seraient transmis automatiquement à la justice. Ouf ! Mais les autres, les deux mille huit cents autres gros dossiers, ainsi que les dix mille deux cents dossiers que l'on dit « répressifs » resteraient soumis à l'appréciation de l'administration fiscale et de la Commission des

infractions fiscales. On avance, certes, mais comme révolution, franchement, on a vu mieux ! D'autant que rien n'est prévu pour associer le parquet à l'administration fiscale dans la sélection des dossiers. Les députés communistes, en lien avec les ONG, vous feront des propositions. En fait, votre projet de loi, c'est un pas en avant, un pas en arrière, c'est une valse-hésitation.

« En Suisse, plus de 2 100 milliards d'euros appartiennent à des non-résidents. Soit quasiment le PIB de la France. »

D'un côté, vous prévoyez la publication, par défaut, du nom des fraudeurs. C'est bien.

Mais, de l'autre, vous étendez à la fraude fiscale la procédure dite du « plaider coupable », qui permet, le plus souvent aux justiciables les plus puissants, de s'affranchir d'un procès public. Bref, toujours exonérés de la case prison.

Autre exemple. Où est la logique de vouloir assouplir le verrou de Bercy

et dans le même temps d'ouvrir au champ fiscal la convention judiciaire d'intérêt public, mise en place dans le cadre de la loi Sapin 2 ? Vous savez, c'est cette mesure qui a permis à la banque HSBC, mise en cause dans une affaire de blanchiment de fraude fiscale, de s'en sortir avec une « simple » amende de 300 millions d'euros. Une transaction qui non seulement n'implique pas de reconnaissance explicite de culpabilité, mais surtout ne représente que 20 % des avoirs des clients de la banque qui se sont soustraits à l'impôt.

Enfin, le plus important : votre dispositif sur les paradis fiscaux. Là, on part quand même de très loin ! Mais vous nous proposez purement et simplement d'ajouter à la liste française actuelle... la liste noire de l'Union européenne. Avec ça, les plus grands fraudeurs de la planète vont trembler, c'est sûr !

Je ne résiste pas au plaisir de vous citer des paradis fiscaux qui subiront demain, avec votre loi, la foudre du

fisc et de la justice française : Botswana, Brunei, Guatemala, Îles Marshall, Nauru, Niue, Panama, Guam, Îles Vierges américaines, Namibie, Samoa, Samoa américaines, Trinité-et-Tobago et Palaos. Le Palaos, dangereux repaire de la flibuste financière, riche de quelque vingt et un mille âmes, bien plus petit que votre ville de Tourcoing !

Par curiosité, j'ai cherché à connaître le palmarès de l'évasion fiscale dans

ce territoire de contrebande si redouté, ainsi qu'à Niue et Nauru. Réponse de l'expert sollicité, professeur d'économie en Californie : « Il n'y a pas de données parce qu'il ne se passe rien de significatif dans ces territoires. » Comme dirait un ancien président de la République : « Notre maison finance brûle et nousregar-

le petit État américain du Delaware, et la commune de Wilmington : Wilmington, ville de soixante et onze mille habitants célèbre pour son immeuble de deux étages et ses deux cent quatre-vingt-cinq mille boîtes aux lettres, répondant aux noms d'Apple, Google, American Airlines, Coca-Cola, General Electric...

« Nous avons déjà proposé, à deux reprises, l'organisation d'une COP fiscale. Qu'attend le président de la République, qui passe beaucoup de temps à l'étranger, pour réclamer une telle conférence ? »

dons ailleurs. » Oui, nous regardons ailleurs, alors que les places fortes de l'évasion fiscale sont parfaitement identifiées. Elles sont tellement bien identifiées que selon l'association OXFAM, si l'Union européenne appliquait objectivement ses critères, trente-cinq États et territoires mériteraient d'être listés. Parmi eux, bien sûr, la Suisse, l'Irlande, les Pays-Bas, le Luxembourg, Malte... Ou encore

Comment votre loi peut-elle être crédible quand elle passe si ostensiblement à côté de la réalité ? Quel signal vous allez encore envoyer à nos concitoyens concernant cette Union européenne qui demande aux États de se serrer la ceinture mais refuse de s'attaquer aux paradis fiscaux bien connus qui siphonnent nos budgets ! Il faut arrêter d'exclure d'emblée les pays membres qui ne jouent pas le



jeu de la justice fiscale et qui volent sans honte les recettes de leurs voisins. Là aussi, nous ferons des propositions, notamment sur la gradation des sanctions en fonction des territoires. Nous reprendrons d'ailleurs beaucoup de dispositions qui figuraient dans notre proposition de loi du mois de mars sur les paradis fiscaux.

La lutte contre l'évasion et la fraude fiscales mérite mieux qu'une réforme. Elle doit être inscrite dans la Constitution. Elle doit aussi faire l'objet d'une mobilisation internationale, au sein de l'ONU. Nous avons déjà proposé, à deux reprises, l'organisation d'une COP fiscale. Qu'attend le président de la République, qui passe beaucoup de temps à l'étranger, pour réclamer une telle conférence ?

La France doit demander à l'ONU de se saisir de ce fléau. Il n'y a, à ce jour, pas un seul service, pas un seul agent de l'ONU qui s'attaque aux paradis fiscaux.

En l'état, le dispositif que vous nous proposez est à nos yeux clairement insuffisant. Nous avons déposé plus de cinquante amendements, dans le droit fil du travail que nous menons sur le sujet depuis des années : comprenez sur nous pour les défendre ! ●

\*Fabien Roussel est député PCF du Nord.



# Les Français nuls... en libéralisme

Les Français sont nuls en économie. La chronique d'ACRIMED dans *Cause commune* évoquait récemment ce « marronnier », comme on dit en termes journalistiques. Il n'est pas inutile de revenir sur le sujet car il est au cœur de la bataille d'idées menée par les dominants et il a une déjà longue histoire. « Vive la crise ! », ça vous dit quelque chose ?

— PAR GÉRARD STREIFF —

La pression pour convertir les Français aux vertus du libéralisme économique est forte, permanente. *Le Figaro Économie* consacrait encore deux pleines pages l'été dernier à cette question, intitulées « Entre les Français et l'économie, l'incompréhension ». L'objectif est multiple. Il s'agit de déraciner une culture critique installée de longue date dans le paysage politique et dans l'imaginaire national, héritage entre autres du Front populaire et de la Libération. Les gourous libéraux partent régulièrement en guerre contre les manuels scolaires (et les professeurs d'économie en général) qui « manquent de pluralisme » (*sic*) et contre « la manière encore assez politisée dont nombre d'enseignants de sciences économiques et sociales conçoivent toujours leur mission, avec un tropisme sur les théories keynésiennes et une résistance marquée à l'orthodoxie libérale » (*re-sic*) : c'est Olivier Blanchard de Harvard, du Massachusetts Institute of Technology (MIT) et du Fonds monétaire international (FMI) qui parle.

Dans le cadre d'un « comité stratégique d'éducation financière », des dispositifs (de « vulgarisation économique ») sont mis en place en direction de la jeune génération par Bercy, par le ministère de l'Éducation (vers les classes de 4<sup>e</sup>), par la Banque de France aussi.

Il s'agit dans un même mouvement d'amener l'opinion, ainsi rééduquée, à acquiescer plus

volontiers aux « réformes ». « L'insuffisance de culture économique a bien sûr un impact important sur les comportements en rendant difficile l'appropriation des réformes », estime Yann Algan, doyen de l'École d'affaires publiques et professeur d'économie à Sciences Po. Enfin cette pression vise aussi, accessoirement, à encourager les épargnants à se tourner vers la Bourse

« Les Français nuls en économie, un refrain réconfortant car il signifie, en creux, que les Français résistent finalement à la propagande libérale. »

qu'ils semblent boudier. « Les Français n'ont pas toujours été nuls en économie », observe par exemple Anne de Guigné (*Le Figaro*) ; elle rappelle les héros de Balzac obsédés par la Bourse ; une presse pléthorique ne parlait alors que de ça, les placements, les rentes... Et puis quelques

scandales sont passés par là (Panama, emprunts russes...). « Le capitalisme s'est coupé peu à peu des classes moyennes. En parallèle, le socialisme, unifié depuis 1905, gagne du terrain auprès des paysans, ouvriers, intellectuels, fonctionnaires... avant d'être supplanté sur sa gauche par l'Internationale communiste. La crise des années 1930 vient consommer le divorce entre les Français et l'économie. [...] Le culte de l'État a remplacé celui des entreprises ! »

## RECONSTRUIRE L'IMAGINAIRE ÉCONOMIQUE DES FRANÇAIS!

D'où cet effort de longue haleine des dominants pour reconstruire l'imaginaire économique français. Les exemples abondent d'« experts » en libéralisme ces dernières décennies (voir l'écho médiatique du livre *Le Défi américain* de Jean-Jacques Servan-Schreiber, en 1967...). Mais un moment quasi fondateur de cette nouvelle offensive peut être daté : ce fut l'émission de télévision sur Antenne 2 intitulée « Vive la crise ! » du 22 février 1984. 1984 : l'année du grand retournement politique et économique de Mitterrand, son tournant vers la rigueur. Il fallait faire avaler la pilule. La télévision publique se livre à une « colossale » opération de propagande. Christine Ockrent, alors animatrice du JT, ouvre l'émission en annonçant une série de mesures d'austérité féroce décidées par le gouvernement et Max Gallo, porte-parole du gouvernement, les détaille : casse de la Sécurité sociale, augmentation du forfait hospitalier, déremboursement massif de médicaments, fin des allocations familiales pour certains foyers, baisse des retraites, des indemnités des chômeurs, etc. Le coup de massue. C'est alors qu'apparaît Yves Montand qui assure que tout cela est faux mais que tout cela pourrait arriver car les Français sont « égoïstes », ils vivent au-dessus de leurs moyens, ils attendent trop de l'État, et ils seraient bien inspirés de consentir des efforts. Après Montand, voici les experts qui tiennent des propos catastrophistes : Michel Albert et Alain Minc, deux gourous bien en cour dans la mitterrandie et qu'on retrouvera tous les deux bien placés dans la nomenclature sociale-démocrate et les lieux de pouvoir, financier notamment. L'émission fit vingt millions de téléspectateurs. Dès le 23 février, *Libération* sortait un cahier spécial « Vive la crise » qui poursuivait l'entreprise de propagande en version papier. Ainsi c'est la gauche social-démocrate

(Joffrin/Montand/*Libération*/Minc) qui donna le coup d'envoi d'une campagne qui n'en finit plus. Quelques exemples récents : « Les Français sont nuls en économie » (*RTL*, 12 novembre 2010), « Les Français sont nuls en économie », *Challenges* (17 novembre 2012), « Les Français sont-ils nuls en économie ? » (*Contrepoint*, 24 mai 2013), « Les Français sont nuls en économie » (*Les Échos*, 19 novembre 2015), « Les Français sont-ils nuls en économie ? » (*Paris Match*, 17 octobre 2017), « Pourquoi les Français sont nuls en économie » (*Atlantico*, 7 mai 2018) ; etc. Cette insistance est quasiment totalitaire ; en même temps, ce refrain est réconfortant car il signifie, en creux, que les Français résistent finalement à la propagande libérale. Bonne nouvelle, non ? ●

## ÉTERNELLE PÉDAGOGIE DE LA SOUMISSION

Février 1984. L'heure avait sonné d'une « grande révolution culturelle occidentale » propre à « faire des citoyens assistés des citoyens entreprenants ». Mais, pour les architectes d'un tel projet, un préalable s'imposait. Il fallait expliquer : « Comme ces vieilles forteresses reléguées dans un rôle secondaire par l'évolution de l'art militaire, la masse grisâtre de l'État français ressemble de plus en plus à un château fort inutile. La vie est ailleurs, elle sourd de la crise, par l'entreprise, par l'initiative, par la communication. » Précédée d'une campagne tapageuse puis relayée par un supplément du quotidien *Libération*, une émission de vulgarisation économique allait s'y employer. Son titre : « Vive la crise ! ». La route était libre. Éluë sur un programme de « rupture avec le capitalisme », c'est avec le socialisme que la gauche au pouvoir avait officiellement rompu. Devant un déficit commercial important, devait-on se résoudre à engager une politique de déflation susceptible de casser la consommation intérieure et de diminuer les importations, ou bien tenter une relance industrielle impliquant éventuellement le flottement du franc et sa sortie du système monétaire européen (SME) ? Le gouvernement avait tranché. Le 23 mars 1983, au terme de longues tergiversations, François Mitterrand choisissait le maintien dans le système monétaire européen (SME). La parenthèse de « l'autre politique » se refermait pour de bon. L'année 1983 se solderait par une croissance à peu près nulle (0,8 %), une baisse du pouvoir d'achat et le franchissement de la « crête des deux millions de chômeurs ». Le renoncement socialiste n'avait pas pour autant mis fin au travail des partisans d'une « solution libérale » de gauche.

Extraits de « Il y a quinze ans, Vive la crise », Pierre Rimbert, *Le Monde diplomatique*, février 1999.

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association *ACRIMED* (Action-CRitique-MÉDias) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.

# Le classement de Shanghai des universités : une pernicieuse addiction médiatique

En l'an de grâce 2003 fut inauguré par l'honorable Nian Cai Liu et son équipe de l'université de Jiao Tong le désormais célébrissime « classement de Shanghai des universités du monde ». Chaque année depuis lors, au cœur de l'été, autour du 15 août, les médias, toutes catégories confondues, célèbrent le palmarès chinois, singulier « marronnier » parmi les incendies de forêts et autres festivals. Pourtant, selon quelques avis compétents, ce classement ne vaudrait pas grand-chose, voire rien. Mais il en faut davantage pour décourager la gent médiatique et quelques acteurs associés, qui ont d'autres intérêts en jeu.

## SHANGHAI EST PARTOUT

S'il y avait un classement des classements, celui de Shanghai serait fort bien placé pour ce qui est de la notoriété médiatique. À peine est-il publié par les bons soins de l'université Jiao Tong qu'il est repris partout et en France notamment par la plupart des organes de presse. Le pays de Descartes n'est pas franchement à l'honneur dans le palmarès chinois. Les médias hexagonaux auraient pu mettre en valeur d'autres classements moins désobligeants pour leurs compatriotes, comme le classement de l'École des mines, classement français et favorable aux universités françaises, ou le classement anglais du Times Higher Education (THE), inspiré du précédent, qui publie chaque année *THE Alma Mater Index*, favorable aux Anglais et un peu aux Français. Eh bien non, c'est au classement de Shanghai

que les médias français s'obstinent à accorder une quasi-exclusivité.

## UN CLASSEMENT NON SCIENTIFIQUE ?

Cette adhésion est toutefois nuancée dans certains médias, et assortie de quelques arguments critiques, généralement sous la forme de citations de travaux ou de déclarations d'universitaires. Il s'agit, la plupart du temps, d'expliquer la mauvaise performance des universités françaises par des défauts du classement lui-même. Les arguments ne manquent pas. Par contre, d'autres arguments plus fondamentaux sont très rarement mentionnés et n'entravent en rien la persistance de l'addiction médiatique. Pour comprendre les enjeux, il faut faire un détour par les critères du classement, les réserves qu'ils soulèvent et plus radicalement sur les objections

au caractère scientifique de la démarche.

Les critères retenus par le classement de Shanghai sont, sans entrer dans les détails, les suivants :

- nombre d'anciens étudiants qui ont reçu le prix Nobel ou la médaille Fields pour les mathématiques ;
- nombre de membres actuels de l'université qui ont reçu le prix Nobel ou la médaille Fields pour les mathématiques ;
- nombre des chercheurs les plus cités dans les revues scientifiques ;
- nombre d'articles publiés dans les revues *Nature* et *Science* (les plus prestigieuses) au cours des cinq dernières années ;
- nombre d'articles publiés sur une année.

Le total des points acquis par chaque université dans ces divers critères est

« La mauvaise place des universités françaises dans ce classement sert d'excellent prétexte pour faire passer une réforme libérale qui a rencontré bien des oppositions. »

pondéré selon le nombre de membres (équivalents temps plein) de cette université.

Ces critères seraient favorables aux universités anglo-saxonnes pour les raisons suivantes (non exhaustives). Nul besoin d'être grand clerc pour déduire de ces critères que les universités les plus sélectives ont plus de chances que les autres d'avoir dans leurs rangs des prix Nobel et des chercheurs cités dans les revues scientifiques. Or les universités anglo-saxonnes sont connues pour être les plus sélectives, et pas seulement sur le plan financier.

Toutes les citations sont relevées sur les bases de données de Thomson scientifique. Or il est notoire que ces bases de données recensent surtout des revues anglo-saxonnes dans lesquelles les chercheurs anglo-saxons sont très majoritaires. Ce phénomène est encore accentué en matière de sciences humaines et sociales. Dès lors, les universités françaises, entre autres, sont sous-représentées dans les critères basés sur le nombre de chercheurs cités et d'articles publiés. Les revues *Science* et *Nature* contiennent une majorité d'articles ayant au moins une signature américaine (plus des deux tiers en 2004).

En France, beaucoup de travaux sont réalisés par des unités mixtes de recherche qui associent une université à un organisme de recherche comme le CNRS. Qu'il s'agisse de prix Nobel ou d'articles signés par des chercheurs ou chercheuses appartenant à ces unités mixtes, 50 % des points attribués par le classement de Shanghai le sont à l'uni-

versité et 50 % à l'organisme de recherche. Comme le CNRS, l'INSERM, l'INRIA, etc. – n'étant pas des universités – ne sont pas pris en compte par le classement de Shanghai, le préjudice pour les universités françaises est patent. Ces divers biais suffiraient à mettre en cause un classement dont l'ambition mondiale eût mérité plus de souci de neutralité.

Mais il y a plus grave : quelques auteurs de travaux très conséquents sur la méthodologie utilisée par les initiateurs du classement de Shanghai sont unanimes sur sa non-scientificité. Dès 2005, le professeur Van Raan, spécialiste hollandais reconnu des méthodes quantitatives en sciences, concluait ainsi son analyse : « Le classement de Shanghai ne devrait pas être utilisé pour des objectifs d'évaluation [...] ». De leur côté, trois chercheurs, Jean-Charles Billaut (université de Tours), Denis Bouyssou (université Paris-Dauphine) et Philippe Vincke (Université libre de Bruxelles) affirment en résumant une analyse fondée sur l'aide multicritères à la décision : « Le classement de Shanghai, malgré la grande couverture médiatique qu'il reçoit chaque année, n'est donc pas un outil pertinent pour juger de la "qualité" des institutions académiques, guider le choix des étudiants ou des familles, ou promouvoir des réformes du système d'enseignement supérieur » ; et *in fine* : « Il ne nous semble donc pas excessif de conclure que le classement de Shanghai est un exercice qui n'a absolument aucune valeur. » Le sociologue canadien de la science Yves Gingras, directeur

scientifique de l'Observatoire des sciences et des technologies, parvient aux mêmes conclusions. Ce dernier se fonde notamment sur des arguments de simple bon sens : « Les fluctuations annuelles que l'on observe dans les rangs occupés par plusieurs universités au classement de Shanghai sont très importantes, parfois trente places d'une année à l'autre. Elles suffisent à discréditer ce classement. »

Pourquoi ces critiques sont-elles si chichement mentionnées dans les grands médias et ne parviennent-elles pas à contenir la frénésie du recours à ce classement controversé ? La médiatisation du classement de Shanghai ne repose pas sur ses seuls attraits journalistiques. Cette médiatisation expéditive, assortie ou non de commentaires, conforte des choix politiques et académiques.

#### DES OPTIONS POLITIQUES

Les atouts strictement médiatiques du classement de Shanghai, même s'ils sont à prendre en compte, seraient probablement de peu de poids en eux-mêmes s'ils n'étaient pas portés par des intérêts plus politiques que la médiatisation du classement accompagne et soutient. Ce n'est pas un hasard si cette médiatisation ►►

« Quelques auteurs de travaux très conséquents sur la méthodologie utilisée par les initiateurs du classement de Shanghai sont unanimes sur sa non-scientificité. »

►► prend toute son ampleur en 2008, année de la mise en œuvre et de la contestation de la loi LRU (Liberté et responsabilités des universités) dite encore loi sur l'autonomie des universités ou loi Pécresse. Dès la lettre de mission de Nicolas Sarkozy, alors président de la République, à Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, une injonction précise est faite à la ministre, à savoir « l'amélioration du rang de nos établissements d'enseignement supérieur dans les classements internationaux, avec l'objectif de classer au moins deux établissements français parmi les vingt premiers et dix parmi les cent » (5 juillet 2007), laquelle a réaffirmé cette politique en maintes occasions. La ministre fera même le voyage en Chine pour rencontrer les auteurs du classement et promouvoir sa réforme. Ainsi, la loi LRU sur l'autonomie des universités se fixe clairement parmi ses objectifs l'amélioration de la place des universités françaises au classement de Shanghai et encourage les regroupements d'universités susceptibles de contribuer à cette amélioration. La mauvaise place des universités françaises dans ce classement lui sert d'excellent prétexte pour faire passer une réforme libérale qui a rencontré bien des oppositions. Les gouvernements ultérieurs, sous diverses formes, n'auront pas d'autre politique. Sans grand succès jusqu'à présent si l'on en croit la ministre en exercice. Ainsi la médiatisation du classement entre en résonance avec des choix politiques déterminés, implicitement ou explicitement partagés par nombre de média. Elle pèse également de tout son poids sur les instances universitaires.

#### À QUOI SERT LE CLASSEMENT DE SHANGHAI ?

Apparemment, les objectifs initiaux des promoteurs de ce classement mondial des universités étaient strictement internes à la Chine. Il s'agissait d'adapter le système universitaire chinois à la puis-

sance économique grandissante du pays et, pour cela, de le comparer avec ce qui se fait de mieux dans le monde. La renommée rapidement planétaire de leur classement n'a pas manqué de surprendre ses artisans. De leur propre aveu sans compétence spéciale en la matière, ils continuent cependant à le publier, année après année, sans y

structures des universités à ses critères, ne font que le conforter et, avec lui, le modèle qu'il soutient. La création d'un classement concurrent et plus favorable aux universités françaises par l'École des mines n'est pas porteur d'un autre modèle, c'est le moins que l'on puisse dire, puisque son seul critère de classement des universités et grandes

« Le modèle universitaire anglo-saxon est, ce n'est un secret pour personne, le modèle néolibéral de l'université considérée comme une entreprise. »

apporter la moindre modification malgré les critiques très sérieuses. Mais peut-être la neutralité et la scientificité de leur classement sont-elles le cadet de leurs soucis ?

Le succès obligé des universités anglo-saxonnes et plus particulièrement américaines induit par les critères chinois dit assez clairement le parti pris du classement de Shanghai. Le modèle universitaire anglo-saxon est – ce n'est un secret pour personne – le modèle néolibéral de l'université considérée comme une entreprise. Et le classement de Shanghai, sous le prétexte de classer les universités, sert en tout cas à la propagation de ce modèle. Et c'est bien ce même modèle qui est encouragé au niveau européen par la stratégie de Lisbonne (1999) pour une « économie de la connaissance » poursuivie par le programme « Europe 2020 » et en France par la loi LRU sur l'autonomie des universités. L'attention si soutenue et si peu critique des média, des ministres de l'Enseignement et de la Recherche, et des autorités académiques à l'égard de ce classement, la satisfaction exprimée à l'occasion de maigres succès dans son palmarès, les tentatives d'adapter les

écoles est la présence d'anciens étudiants parmi les P-DG des cinq cents plus grandes entreprises mondiales. L'adoption en France du modèle universitaire américain se traduirait, selon Bradley Smith, maître de conférences à l'université Paris-Nanterre, par les transformations suivantes : un désengagement progressif de l'État, une concurrence accrue entre les différents établissements, une hausse progressive des frais d'inscription, une hausse du taux d'endettement étudiant, une précarisation du personnel, une précarisation des diplômés, une situation défavorisée des sciences humaines et de tout domaine jugé « non rentable », un contrôle idéologique plus rigoureux du contenu de l'enseignement, une réduction des perspectives d'avenir de la jeunesse, une vulnérabilité accrue face aux caprices du marché, une sape des moyens de lutter contre ces changements. Panorama sans doute incomplet, mais significatif, de ce que nous promettent les promoteurs du « classement de Shanghai ». ●

Extraits d'un article paru sur ACRIMED : <https://www.acrimed.org/Le-classement-de-Shanghai-des-universites-une>

# La solitude a aussi un sexe

Ce texte propose d'envisager la solitude comme un révélateur de la différenciation des rôles sociaux de sexe dans l'espace urbain où les rythmes de vie, plus ou moins lents, impliquent des codes et des contrôles.

— PAR CORINNE LUXEMBOURG\* —

**D**ans ce cadre, la notion de genre est envisagée selon la définition de Joan Scott : « Le noyau essentiel de la définition repose sur la relation fondamentale entre deux propositions : le genre est un élément constitutif de rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes, et le genre est une façon première de signifier des rapports de pouvoir » (Scott, 1986).

Définir le genre comme un rapport dissymétrique et hiérarchique entre ce qui est de l'ordre du masculin et ce qui est de l'ordre du féminin permet de comprendre ses influences dans la production de l'espace. Alors, si la solitude est un prisme de perception de l'espace-temps, elle est à appréhender également par ce filtre. L'hypothèse peut être émise que les systèmes d'inégalité et d'oppression (sexisme, racisme, capitalisme) reposant sur l'intersection de critères discriminatoires (genre, origine réelle ou supposée, classe sociale, etc.) participent de la définition d'espace-temps thymiques que la solitude rend plus opérants.

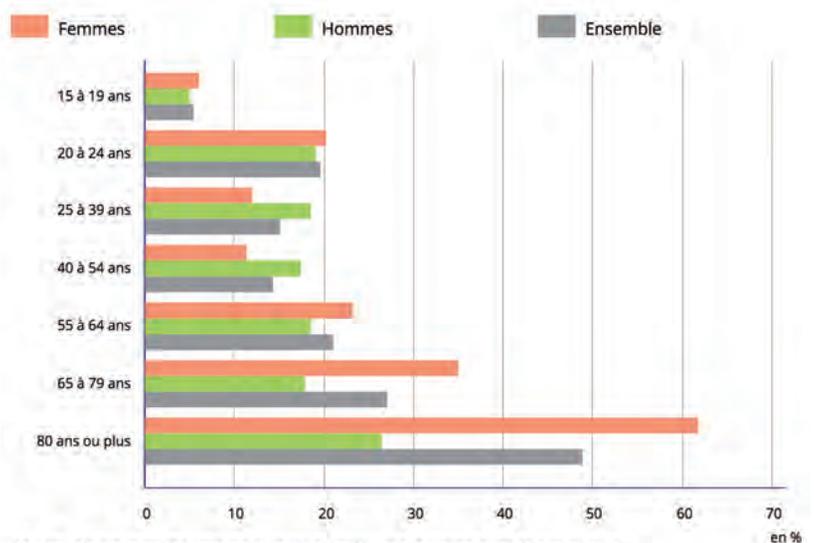
## LA SOLITUDE SELON LE SEXE

Un bref regard sur les données de la France métropolitaine donne un aperçu

statistique de la solitude et permet d'imaginer une première diversité de solitudes et leur sexualité. La proportion de personnes seules en France métropolitaine augmente, passant de 6,1 % en 1962 à 12,6 % en 1999, pour atteindre 19,5 % au recensement de 2015. Parmi les 10,2 millions de personnes vivant seules, 21,3 % sont des femmes pour 17,5 % d'hommes.

Si la part des femmes vivant seules dans leur logement est plus faible que celle des hommes entre 25 et 54 ans, c'est en partie liée à l'évolution des structures familiales. Celle-ci concerne principalement les femmes. Au recensement 2015 sur 17,7 millions de familles, 2,7 % concernent des hommes seuls avec enfants et 12,3 % des femmes seules ▶▶

Personnes vivant seules dans leur logement selon l'âge et le sexe (INSEE 2015).



Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.  
Source : Insee, RP2015 exploitation principale.

« La séparation des fonctions urbaines a eu pour effet d'allonger les trajets quotidiens entre les lieux de logement, ceux de loisirs, et les centres commerciaux pour l'essentiel excentrés. »

► avec enfants. Cette solitude féminine avec enfants est d'autant plus remarquable lorsque les familles vivent dans des territoires densément urbanisés. La proportion d'hommes seuls avec enfants ne dépasse pas 3,2 % en Seine-Saint-Denis par exemple (1,8 % au minimum en Vendée), alors que les femmes seules avec enfants représentent 19,1 % des familles de Seine-Saint-Denis pour une proportion minimum de 7,6 % en Vendée. Ainsi, parler de familles monoparentales est synonyme pour 80 % d'entre elles, en France métropolitaine, de mères seules avec leurs enfants.

#### SOLITUDE ET URBANISME

L'occupation même des espaces publics urbains est différenciée, plutôt statique et en groupe pour les hommes, circulaire et individuelle pour les femmes. Les formes de l'urbanisme influent également sur la figure que prend la solitude, si bien qu'une maladie avait été identifiée par un journaliste de *L'Aurore* en 1962. La *sarcellite* devait caractériser le mal des grands ensembles. Elle aurait touché principalement les femmes qui, restées seules au domicile une fois le mari parti au travail et les enfants à l'école, s'ennuyaient dans un environnement urbain ne proposant que des paysages monotones construits en suivant les chemins des grues de chantier. Au-delà de ce que ce reportage dit, dès le début des années 1960, de l'urbanisme des grands ensembles dont Sarcelles fut le premier exemple, c'est ce

qui ressort de cette solitude vécue par les femmes qui nous intéresse ici. Elle est présentée comme une sorte de rupture sociale, de désœuvrement que seules les sorties au centre commercial perturbent et ponctuent.

La localisation de ces immeubles de grands ensembles, construits en périphérie sur des terrains moins chers, répond à un besoin urgent de loger dignement la population et de résorption de l'habitat précaire et insalubre. Cette situation, si elle s'explique par des contraintes économiques évidentes, s'inscrit dans un temps de la conception de la ville de la modernité dont le zoning préconisé de la Charte d'Athènes est sans doute l'élément le plus marquant. La séparation des fonctions urbaines a eu pour effet d'allonger les trajets quotidiens entre les lieux de logement, ceux de loisirs, et les centres commerciaux pour l'essentiel excentrés. La fragmentation fonctionnelle impose aux femmes qui travaillent en dehors de ces quartiers des parcours journaliers si grands

que cela tend à les écarter de la vie sociale, associative du lieu de résidence. Viennent alors en écho les propos d'Henri Lefebvre (1968) : « Les nouveaux ensembles seront marqués d'un caractère fonctionnel et abstrait : le concept de l'habitat porté jusqu'à sa forme pure par la bureaucratie d'État. [...] Le grand ensemble réalise le concept de l'habitat, diraient certains philosophes, en excluant l'habiter : la plasticité de l'espace, le modelage de cet espace. L'appropriation par les groupes et individus de leurs conditions d'existence. C'est aussi la quotidienneté complète (fonctions, prescriptions, emploi du temps rigide) qui s'inscrit et se signifie dans cet habitat. L'habitat pavillonnaire a proliféré autour de Paris, dans les communes banlieusardes, en étendant de façon désordonnée le domaine bâti. Seule loi de cette croissance urbaine et non urbaine à la fois : la spéculation sur les terrains. Les interstices laissés par cette croissance sans vides ont été comblés par les grands ensembles. À la spéculation sur les terrains, mal combattue, s'ajouta la spéculation sur les appartements lorsque ceux-ci étaient objet de copropriété. »

#### MISE À L'ÉCART DES RÉSEAUX DE SOCIABILITÉ

En effet, l'urbanisme pavillonnaire ne produit pas moins de solitude que les grands ensembles. Pour être accessibles à l'achat par des familles et éviter la pression de la gentrification grandissante des centres urbains, les lotisse-

« Au recensement 2015 sur 17,7 millions de familles, 2,7 % concernent des hommes seuls avec enfants et 12,3 % des femmes seules avec enfants. »

ments périurbains sont construits en périphérie. Aussi le processus qui aboutit à la mise à l'écart des femmes des activités sociales est également à l'œuvre, obligeant l'accès au permis de conduire, à l'achat d'une voiture. Les difficultés de plus en plus grandes rencontrées pour se loger correctement à proximité des lieux d'emplois, et ce dès lors que les familles s'agrandissent, se traduisent par des allongements des durées hors de chez soi ; ce qui n'est pas toujours compatible avec les rythmes de vie des enfants. Une solution envisagée est alors d'accepter des emplois sous qualifiés, à proximité des lieux nécessaires aux enfants, voire de quitter son emploi, pour la personne du couple dont le salaire est le plus bas, ce qui reste majoritairement le cas des femmes.

C'est ce mécanisme qui permet à Melissa R. Gilbert de parler de « confinement spatial » à partir de son terrain d'étude à Worcester remarquant que « les femmes avec des enfants mettent en général

Ces éléments disent les inégalités à l'œuvre et révèlent les mécanismes conduisant à un isolement non souhaité. En effet, la multiplication du temps consacré à des tâches supplémentaires, l'allongement des distances parcourues réduisent d'autant le temps qui pourrait produire des réseaux de sociabilité, voire un temps de réelle solitude choisie. Ici la solitude est accompagnée, les tâches sont accomplies seule, mais ne laissent pas la possibilité de retrouvailles avec soi.

ment est respectivement de 35 % et 61,8 %, pour 17,9 % et 26,4 % des hommes. Cela tient au fait que l'essentiel des veufs sont des veuves. Une fois encore, la relation solitude-espace peut ici servir de révélateur des usages différenciés des déambulations. Si les femmes vivent plus longtemps, leur espérance de vie en bonne santé reste stable à 64 ans. Cela signifie que les capacités physiques de se déplacer sont réduites. Or l'urbanisme prend de moins en moins les allures d'équipements accueillants d'autant qu'on lui préfère des aménagements sécuritaires. Premières aménités touchées par cette évolution, les bancs publics ou tout type d'assise d'accès gratuit disparaissent peu à peu.

Peut-on alors détacher ce qui est de l'ordre de la production de l'espace, pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Henri Lefebvre, comme construction politique et du façonnement imposé des espaces thymiques des habitantes. La solitude apparaît de façon redondante sur chaque parcours d'être humain de façon différenciée, et organisée par la société, de telle sorte que la forme de solitude à laquelle les femmes sont soumises est une sorte d'isolement accompagné, souvent très peuplé qui oblige à l'isolement de soi-même sans être hors de soi-même. ●

**\*Corinne Luxembourg** est géographe. Elle est maîtresse de conférences à l'École nationale supérieure d'architecture Paris-La Villette.

« La forme de solitude à laquelle les femmes sont soumises est une sorte d'isolement accompagné, souvent très peuplé qui oblige à l'isolement de soi-même sans être hors de soi-même. »

« La fragmentation fonctionnelle impose aux femmes qui travaillent en dehors de ces quartiers des parcours journaliers si grands que cela tend à les écarter de la vie sociale, associative du lieu de résidence. »

moins de temps pour se rendre au travail que les hommes ». Néanmoins, « si l'on soustrait au temps total (déplacements liés à la garde des enfants inclus) la durée de transport pour se rendre au travail, on obtient alors une image plus claire de la part considérable de temps supplémentaire qu'impliquent les trajets relatifs à la garde des enfants. L'augmentation moyenne était alors de 18,2 minutes ».

L'autre grande catégorie de personnes seules, sont des personnes âgées, qui pour leur grande majorité sont des femmes. La différence d'espérance de vie à la naissance reste importante : 79,3 ans pour les hommes et 85,4 pour les femmes (INSEE, 2016). Pour la tranche d'âge 65-79 ans et pour les personnes de plus de 80 ans, la proportion de femmes vivant seules dans leur loge-

# Althusser en perspective

Vingt ans après sa mort, les passions entourant l'apport théorique et les prises de position politiques de Louis Althusser sont bien apaisées. Trop peut-être.

Au-delà de toute commémoration, n'y a-t-il pas encore à apprendre de lui, de ce qu'il a su voir comme de ce qu'il a manqué ? Au-delà des différences d'époque, il n'est pas sûr que les enjeux de fond sur lesquels il est intervenu soient substantiellement différents.

— PAR JEAN-MICHEL GALANO\* —

Que la lutte des classes se prolonge jusque dans la théorie, c'est pour les militants communistes, intellectuels ou non, une évidence à laquelle leur pratique journalière les confronte. Les affadissements, les régressions et inversement les congélations dogmatiques sont plus que jamais des écueils entre lesquels ceux qui se réclament de la pensée marxienne se doivent de circuler précautionneusement, sous peine de naufrages – qui ne sont pas que théoriques.

## POUR MARX, UNE INTERVENTION SALVATRICE

« La terrible éducation des faits », voilà ce qui a propulsé ce jeune intellectuel catholique dans l'action politique, puis dans l'engagement au Parti communiste français. Guerre d'Espagne, années d'emprisonnement dans un stalag, luttes du temps de la guerre froide, appel de Stockholm, luttes contre les guerres coloniales, luttes syndicales aussi, avec la nécessité d'y combattre en permanence les compromissions réformistes : tel fut le lot de toute une génération. Une activité qui tournait souvent à l'activisme, car l'heure ne semblait pas être au « détour théorique » ! Pourtant, à vouloir aller vite, on ne va pas toujours loin, et le jeune philosophe qu'était Louis Althus-

ser allait prendre de plein fouet l'affaire Lyssenko : justifier que soit imposée à des chercheurs une ligne politique édictée par le parti, faire de la science une « superstructure idéologique », voilà qui poussa toute une génération de scientifiques à rompre avec ce qui se présentait

du « jeune Marx », *Manuscrits de 44*, *Question juive*, etc. : textes où apparaît un Marx vivant, parfois génial et parfois confus, tardant à se dégager des problématiques sociales et religieuses de son époque, encore profondément pénétré de conceptualité hégélienne et de voca-

« Face à ceux qui se contentent d'évoquer Marx ou d'en citer des "morceaux choisis", Althusser allait mettre toutes les ressources de la culture universitaire normalienne au service de ses convictions marxistes et communistes. »

alors comme « le » marxisme, notamment parmi ceux que côtoyait quotidiennement Althusser à l'École normale supérieure. Lui, il tint bon, refusant de jeter son idéal communiste avec le réel du stalinisme. Mais une réélaboration s'imposait : il y prit une place majeure. D'autant plus qu'en contrepoint de la caricature stalinienne, il y avait la réduction affadissante de Marx à un inoffensif humanisme, pour laquelle il était monnaie courante de s'appuyer sur les écrits

philosophique, dominant encore mal les problématiques économiques, un temps trop complaisant à l'égard de l'athée religieux Feuerbach... On avait créé un Marx feuerbachien, pas si éloigné que cela d'un Voltaire ou d'un Diderot. (De Feuerbach, Althusser dira plus tard ; « Un d'Holbach ou un La Mettrie qui aurait lu Hegel. ») Un jeune Marx certes investi dans les luttes de la classe ouvrière en gestation, mais surtout aux prises avec la religion, transfiguration



Louis Althusser

fantastique et fantasmagorique d'une misère réelle dont elle est tout à la fois le sédatif et le révélateur. De même qu'à cette époque d'avant Lacan, la psychanalyse se voyait ravalée au rang d'une simple branche de la psychologie, voire de la psychiatrie, de même le marxisme était traité « comme la première idéologie venue ». Et cela non seulement par ceux qu'Althusser allait bientôt appeler « l'internationale des bons sentiments », mais par des marxistes revendiqués, y compris dans le PCF. En France, Roger Garaudy, responsable aux intellectuels, ou encore Victor Leduc conjuguèrent les pratiques les plus staliniennes avec l'éclectisme théorique le plus relâché. « Les staliniens deviennent humanistes », me dira en 1977 Althusser, commentant l'évolution de Leduc. Car ce Marx d'avant Marx n'est tout simplement pas le bon, dans la mesure où s'il emploie déjà le mot de « capital » et en a une certaine idée générale, il n'en possède pas encore le concept.

Althusser, qui était alors en train de se détacher, non sans déchirement, d'une foi catholique ancienne et forte, rejeta

« La science est le réel même, connu par l'acte qui le dévoile en détruisant les idéologies qui le voilent. » Louis Althusser

catégoriquement la tentation d'un Marx « humaniste ». Et c'est dans la lettre même du *Capital*, qui n'est pas seulement une « critique de l'économie politique », mais aussi – surtout – l'anticipation d'une connaissance non idéologique de l'histoire, qu'il concentra son effort de lecture et d'explicitation, travail mené collectivement. Face à ceux qui se contentent d'évoquer Marx ou d'en citer des « morceaux choisis », Althusser allait mettre toutes les ressources de la culture universitaire normalienne au service de ses convictions marxistes et communistes : approche enfin rigoureuse d'un auteur avec lequel beaucoup avaient pris de scandaleuses libertés. Surtout, choix du *Capital*, texte dont Althusser pose qu'il est séparé des travaux antérieurs par une « coupure épis-

#### LES HAUTS ET LES BAS D'UN APPORT THÉORIQUE ORIGINAL

Althusser produit une thèse forte qui concerne aussi bien Lénine, Mao et Gramsci que Marx : ils ne sont pas tant des philosophes que des « praticiens », la « théorie » étant une pratique parmi les autres. À l'idéal contemplatif que la philosophie a hérité de la religion, les marxistes substituent une pratique nouvelle de la philosophie, au service de la révolution. La ci-devant « philosophie » s'attache le plus souvent à légitimer l'ordre établi. Même chez les esprits les plus honnêtes et les plus sagaces, elle reste empêtrée dans des idéologies conservatrices. Au ciel des idées, tout finit par s'arranger. On n'en sortirait pas s'il n'y avait, comme Spinoza avait su le

« “La terrible éducation des faits”, voilà ce qui a propulsé ce jeune intellectuel catholique dans l'action politique, puis dans l'engagement au Parti communiste français. »

témologique ». Pour Althusser, Marx fait passer la pensée communiste de l'idéalisme à la scientificité. Et ce faisant extirpe le communisme de la plate idéologie, le mettant en rapport avec le mouvement réel du savoir et des sociétés, mouvement qui le rend possible réellement et sur lequel l'idée, devenue « force matérielle », pourra peser en retour.

voir en son temps, l'objectivité scientifique et, au-delà, ces percées que constituent les « enfants sans père » : artistes maudits, poètes réprouvés, penseurs scandaleux. Ceux par qui « le scandale arrive ».

Althusser reprend à Lacan la distinction entre « la réalité » [qui est une idée, une norme comportementale structurée] ►►

► dans l'inconscient) et « le réel » (dont l'intrusion déchire la trame constituée idéologiquement « sous le nom de réalité »). Les scientifiques, comme les vrais créateurs, font des trous dans l'idéologie, ouvrent des brèches, bousculent des façons anciennes de voir. « La science est le réel même, connu par l'acte qui le dévoile en détruisant les idéologies qui le voilent », écrit-il dans *Lénine et la philosophie*. Marx aurait donc mis en place les fondements d'une science nouvelle, celle d'un continent théorique nouveau, enfin soustrait aux récupérations conservatrices, celui de l'histoire. Or, selon Althusser, les grandes philosophies se développent consécutivement à la constitution d'une science nouvelle : la philosophie de Marx telle qu'elle existe dans les textes de celui-ci, organiquement liée au travail d'élaboration d'une science de l'histoire encore commençante, ne serait au fond que le prélude à une philosophie marxiste encore tout entière à venir... prélude de l'air qu'il faut jouer, et le « second Althusser a cherché à le jouer, constituant selon une expression de Raymond Aron expressé-

des rapports sociaux, au détriment de toute réflexion sur la production, qui est pourtant à la fois création de richesses et en même temps différenciation anthropologique majeure. Dans sa théorie sur les appareils idéologiques d'État (AIE), Althusser se donne et nous donne les moyens de comprendre comment un ordre social se reproduit et se perpétue, par l'assignation précoce à chacun de sa « place », de sa « condition », de son « rang à tenir ». Explication lumineuse non seulement de la structure des sociétés précapitalistes, mais aussi de l'idéal bourgeois d'un ordre social à jamais hiérarchisé. Mais cette fécondité explicative se paie au prix fort : celui d'une conception totalement négative du travail. Marx avait relevé dans le *Capital* (I, IV, ch.12) que les théoriciens bourgeois de la « fabrique », notamment Andrew Ure, chimiste et économiste (1778-1857), qu'il considérait comme le plus cynique théoricien du capitalisme, craignaient par-dessus tout la constitution de savoir-faire dont les ouvriers risquaient de « s'enorgueillir ». Ils en tiraient même argument pour justifier le travail des enfants : la

« Se réclamer dans ses derniers écrits d'un "matérialisme aléatoire" délibérément anhistorique n'ôte rien à la qualité de l'effort, de l'apport et de l'exemple qu'a donné le premier Althusser. »

ment revendiquée par lui, un « marxisme imaginaire ».

« Marxisme imaginaire » composé d'éléments empruntés à des sources aussi disparates que Spinoza, Lacan et Bourdieu. Marxisme structuraliste dans lequel disparaît totalement l'héritage hégélien (la négation de la négation serait « une horreur »). Marxisme se voulant « au-delà de Marx », dans lequel l'accent est mis uniquement sur la reproduction

théorie du « à chacun sa place » peut expliquer leur idéal, elle ne peut pas expliquer leur crainte. L'être humain qui travaille, et notamment le salarié, se contente-t-il de se conformer aux réquisits de sa « condition » ? Est-il simplement « agi » et non « agissant » ? Ne s'approprie-t-il pas des savoirs, une conscience de soi et des autres, des valeurs ? Et la subjectivité ainsi constituée n'est-elle qu'illusion ? Edward Pal-

« Pour Althusser, Marx fait passer la pensée communiste de l'idéalisme à la scientificité. »

mer Thompson, auteur de la monumentale *Histoire de la formation de la classe ouvrière anglaise* reprochera violemment à Althusser (contre lequel il devait écrire *Misère de la théorie*) d'avoir méconnu que la conscience de classe est un produit social, qu'une classe sociale est un sujet réel et non pas « un objet sur l'établi de l'ajusteur ». L'indexation de chaque individu à une place dans un ordre social immuable où il aura un statut de « sujet » peut rendre compte de ce que Marx appelle la reproduction simple. Elle ne peut pas rendre compte de la reproduction élargie, caractéristique majeure du capitalisme industriel, ni de la production, ni du fait que les travailleurs, en produisant, se produisent eux-mêmes à la fois comme classe et comme acteurs autonomes. « Le travail forme », avait pourtant dit Hegel, et pas seulement des objets, comme le souligne Marx au chapitre V du *Capital* I.

Finalement, c'est une logique qui a conduit Althusser, préoccupé d'en finir avec tout ce qui lui rappelait de près ou de loin « le Bon Dieu », à un nominalisme radical pour liquider l'essence, la dialectique, le sujet, et jusqu'à la notion même de « matérialisme dialectique » dans ses derniers écrits, se réclamant au final d'un « matérialisme aléatoire » délibérément anhistorique. Retombée attristante, qui n'ôte rien à la qualité de l'effort, de l'apport et de l'exemple qu'a donné le premier Althusser. ●

**Jean-Michel Galano** est professeur agrégé de philosophie, ancien élève de Louis Althusser à l'École normale supérieure.

# Nicaragua : fin de régime ?

Depuis avril 2018, le Nicaragua traverse une profonde crise de régime. Fortement contesté, le couple régnant – le président Daniel Ortega et la vice-présidente Rosario Murillo, épouse du premier – s'accroche au pouvoir.

— PAR **BERNARD DUTERME\*** —

Deux lectures antagoniques des événements et tensions en cours prédominent. Selon les autorités nicaraguayennes, le pays est victime d'une « tentative de coup d'État », « téléguidée depuis Washington » et menée sur le terrain par des « bandes de vandales » et de « terroristes ». Cible de ces « putschistes » ? Le gouvernement « socialiste et souverainiste » Ortega-Murillo. La thèse est relayée par une part significative de la gauche latino-américaine, nord-américaine et européenne. De l'autre côté, celui notamment des anciens camarades du président, qui ont quitté le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) entre 1990 et 2007, déchus ou déchus par « l'ortégisme », la lecture de l'actualité est tout autre. « Néolibérales et conservatrices », les politiques menées, sous bannière socialiste,

opposée donc en cela à leurs *alter ego* pro-Ortega.

## **ACCAPAREMENT ET CONCENTRATION AUTOCRATIQUE DU POUVOIR**

L'examen des faits tend à donner raison aux dissidents sandinistes et aux critiques de l'ortégisme, tant en ce qui concerne la caractérisation des orientations et des décisions gouvernementales de ces onze dernières années, qu'au regard des acteurs de la révolte et de la répression disproportionnée dont ils ont fait l'objet. Sur le premier aspect, pas de faux-fuyants possibles. En étendant son emprise sur l'ensemble des pouvoirs, au sein de l'État et en dehors, et en entérinant le modèle économique des trois administrations néolibérales qui l'ont précédé, le régime Ortega-Murillo a déléb-

politique), se faire élire démocratiquement (38 % en 2006), réélire frauduleusement (62,5 % en 2011), puis plébisciter sans réelle opposition (72,5 % en 2016), chaque fois en un seul tour de scrutin. Économiquement ensuite, l'orthodoxie libre-échangiste de ses politiques lui a valu l'appui continu, voire les félicitations d'une communauté internationale suffisamment rassurée pour ne pas tenir rigueur à l'ancien leader révolutionnaire de ses épisodiques envolées anticapitalistes, les sachant dépourvues d'effets concrets.

En réalité, la double allégeance du président Ortega – au sein de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) d'un côté, et vis-à-vis et de son principal partenaire commercial, les États-Unis, et du Fonds monétaire international (FMI) de l'autre – lui a permis de profiter des avantages des uns et des autres, dans un contexte international marqué, jusqu'en 2014-2015, par les cours élevés des matières premières produites. Résultat, en dix ans, le Nicaragua est parvenu à doubler son produit intérieur brut (de 6 milliards de dollars en 2006 à 13 milliards en 2016), même si le pays reste le plus pauvre du continent après Haïti. Les exonérations et exemptions fiscales, sociales et environnementales offertes au capital privé ont boosté tant la croissance économique que les investissements étrangers et les exportations ; la terre et la main-d'œuvre nicaraguayennes demeurant les moins chères de l'isthme centro-américain. Parallèlement, l'État a investi dans les infrastructures – routes, parcs publics, etc. – et financé plusieurs programmes sociaux ►►

« Au Nicaragua, la concentration des richesses au sein d'une caste d'ultraprivilégiés atteint des niveaux sans précédent. »

par l'ancien leader révolutionnaire Ortega depuis son retour à la tête de l'État en 2007, reposent sur un accaparement et une concentration « autocratique », sinon « dictatoriale » du pouvoir, aujourd'hui contestés légitimement par une majorité des Nicaraguayens. Ce point de vue est lui aussi relayé par une part non moins significative de la gauche latino-américaine, nord-américaine et européenne,

rément tourné le dos aux idéaux sandinistes d'hier. En matière de redistribution et de justice sociale, comme en matière de démocratisation et de souveraineté nationale.

Politiquement d'abord, il a usé d'un étonnant assortiment de moyens, licites et illicites, pour s'attirer les faveurs de ses ennemis d'hier (à la tête de l'Église catholique, du grand patronat et de la droite

► ciblés, garantissant une certaine stabilité sociale.

Comme dans presque toute l'Amérique latine durant cette période de vaches grasses et de regain des politiques extractivistes et agroexportatrices, la pauvreté a baissé. Pas les inégalités par contre. Au Nicaragua, la concentration des richesses au sein d'une caste d'ultraprivilegiés – les nouveaux amis du président « sandiniste » – atteint même des niveaux sans précédent, tandis que la majorité des Nicaraguayens ne peuvent s'offrir l'entièreté de la *canasta basica* (les produits vitaux du quotidien) et que, selon la Banque centrale, 80 % de la population active vivaient du secteur informel en 2017, 20 % de plus qu'en 2009. L'environnement a aussi fait les frais de ce modèle de développement dominant dans la région, en raison notamment de l'extension des zones dévolues au bétail, principal produit d'exportation du pays, avec l'or, le café et le sucre. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le couvert forestier du Nicaragua aurait été réduit de plus d'un tiers depuis le début du siècle et continue à rétrécir aujourd'hui de 2,3 % l'an.

### Michel Vovelle

Le 8 octobre dernier s'éteignait Michel Vovelle, l'un des derniers géants de la science historique, telle qu'elle était pratiquée en France. Directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française, fin marxiste et membre du Parti communiste depuis 1956, il devient l'un des principaux historiens de la Révolution, à la suite d'Albert Soboul et d'Ernest Labrousse. Luttant avec détermination pour un bicentenaire à la hauteur de l'événement, il dut ferrailer contre François Furet et l'offensive néolibérale qui l'accompagnait. Renouvelant son champ d'étude grâce à une histoire culturelle intelligemment liée à l'histoire sociale, il laisse derrière lui une œuvre pléthorique. C'est un camarade que nous avons perdu, mais aussi un maître, au sens le plus noble du terme.

### BASCULEMENT, NORMALISATION

Le renversement de tendances qui s'est opéré depuis 2015-2016 – cycle déflationniste des matières premières, effondrement de l'aide pétrolière vénézuélienne, menace de la part des États-Unis de sanctions anticorruption – est venu progressivement assombrir le panorama, pour le duo présidentiel Ortega-Murillo. Et surdétermine le conflit et la crise en cours. En avril dernier, la mauvaise gestion gouvernementale d'un vaste incendie de forêts dans le sud-est du pays, puis une réforme des retraites, abrogée par la suite, avaient d'abord mobilisé quelques centaines de militants environnementalistes, de retraités et d'étudiants contestataires, mais c'est la brutale répression, inattendue, dont ceux-ci firent l'objet de la part du pouvoir qui mit le feu aux poudres.

lité ». S'ils semblent en effet avoir remporté pour l'instant l'épreuve de force en interne, en pariant sur l'étouffement violent de la contestation, reste qu'une forte majorité des Nicaraguayens souhaite désormais le départ du binôme présidentiel. Pire peut-être pour ce dernier, ces grands alliés d'avant avril ou mai derniers – la hiérarchie catholique (excédée par le sang versé) et la fédération patronale (affectée par la forte détérioration du climat des affaires) – demandent, eux, l'anticipation des prochaines élections présidentielles, de 2021 à 2019. Plus radicale, plus populaire et plus à gauche, l'Articulation des mouvements sociaux, de récente constitution, pose quant à elle la destitution immédiate du régime Ortega-Murillo comme préalable à tout processus de transition, d'élection et de démocratisation du Nicaragua.

## « Le régime Ortega-Murillo a délibérément tourné le dos aux idéaux sandinistes d'hier. »

En quelques semaines, des centaines de milliers de Nicaraguayens sont descendus dans les rues et des dizaines de barricades ont été dressées à travers le pays, pour exiger la fin de la répression et la destitution du couple présidentiel, qualifié de « corrompu », « népotique » et « dictatorial » par les manifestants. La police anti-émeute, flanquée de « policiers volontaires » (comme les nomma le président Ortega lui-même dans plusieurs entretiens télévisés) munis d'armes de guerre, répondit par davantage de répression, tuant quelque trois cents personnes, blessant et emprisonnant des centaines d'autres, nettoyant les routes des barages et poursuivant les auteurs (étudiants, paysans, dissidents sandinistes, etc.) de critiques publiques à l'endroit du régime.

Tandis qu'environ 30 000 Nicaraguayens auraient déjà fui le pays à ce jour, le président et son gouvernement se flattent, depuis fin juillet, du retour à la « norma-

À l'extérieur, si les États-Unis ne voyaient jusqu'ici aucun intérêt à s'acharner contre un partenaire qui, contrairement à ses voisins immédiats, garantissait à la fois ouverture économique, paix sociale et fermeté migratoire, ils condamnent désormais haut et fort les agissements des autorités nicaraguayennes et décident de sanctions à leur encontre. De là à ce que l'administration Trump en fasse une priorité, l'imprévisibilité de sa politique étrangère rend difficile tout pronostic. Entretemps, la communauté internationale – Nations unies et Organisation des États américains en tête – a beau jeu aujourd'hui de multiplier les verdicts de « violations généralisées des droits humains » au Nicaragua, elle qui a salué et financé « l'ortégisme » ces dernières années pour la responsabilité et la conformité de ses orientations économiques. ●

\*Bernard Duterme est sociologue. Il est directeur du Centre tricontinental (CETRI) à Louvain-la-Neuve.

# Discriminations et ville inclusive

Plutôt que de « ville inclusive », terme à la mode pour définir un modèle de développement urbain, ne faudrait-il pas parler de « ville hospitalière ».

— PAR VIOLETTE-GHISLAINE LORION-BOUVREUIL\* —

**A**vant toute chose, il est nécessaire de nous replacer dans un contexte global de l'aménagement du territoire occidental, français en particulier ici, qui ne s'appuie plus sur un principe de complémentarité et d'équité des territoires organisés par des réseaux de villes plus ou moins importantes, mais repose sur des relations qui sont celles de la compétitivité (ou attractivité). Cela s'est formalisé depuis une douzaine d'années par les multiples transformations de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR). Peu à peu un glissement de la métropolisation a eu lieu, faisant du territoire (ou de la région non comprise dans son sens administratif mais comme zone urbaine sous l'influence d'un pôle urbain) la ville elle-même. La ville entrepreneuriale a pris son essor, renforçant de ce fait les hiérarchies entre les centres et les marges et avec elles les inégalités et finalement l'injustice spatiale.

L'observation à partir de variations d'échelle géographique pour la compréhension plus globale de l'agissement des discriminations a son importance. En effet, l'espace est le support et le produit de rapports sociaux marqués par des phénomènes de hiérarchisation et de domination impliquant différents critères de discrimination, parfois hiérarchi-

sés. Et parmi ces critères l'appartenance (ou la non-appartenance) territoriale n'est pas moindre.

Or certaines discriminations pour être invisibles n'en sont pas moins durablement agissantes dans les représentations, les pratiques urbaines et finalement la fabrique de la ville.

## QUE SIGNIFIE

### « VILLE INCLUSIVE » ?

Une discrimination est d'abord l'action, le fait de différencier, en vue d'un traitement séparé, les éléments les uns des autres, en les identifiant comme distincts. Cette action de dis-

C'est-à-dire qu'il y a acteur ou actrice pour le faire, donc une décision, une autorisation à le faire. Dès lors, la chose est politique. L'espace n'est pas seulement l'endroit où l'action a lieu, mais il est également le produit de l'action, autant qu'il peut être critère de l'action. Il est l'endroit de la manifestation discriminatoire, il implique des réactions (évitements, contournements, stratégies comportementales, etc.), il s'associe à la discrimination dans des représentations. Porteur de ces représentations (et d'autres), il peut également être un critère de discrimination.

« Parler d'inclusion considère les populations laissées (ou mises) en situation de vulnérabilité, comme des corps différents à inclure dans un corps homogène que serait la ville. »

tionction s'appliquant aux personnes est un traitement différencié, inégalitaire, sur la base de critères variables. Nous avons l'habitude, en sciences humaines et sociales, de nous occuper des inégalités. Ce qui nous intéresse là, c'est qu'il s'agit d'un traitement actif, non pas passif. C'est une action.

Une inclusion, selon le dictionnaire du Centre national de ressources textuelles et lexicales (CNRTL), signifie la présence d'un corps étranger dans un ensemble homogène auquel il n'appartient pas. L'adjectif qui lui est lié, inclusif ou inclusive, enferme et comprend quelque chose en soi. Alors ►►

►► qu'en est-il de cette « ville inclusive » que l'on accepterait ici comme l'antithèse à défaut d'être l'antidote aux discriminations ? Est-elle cet ensemble homogène dans laquelle un corps étranger serait compris ? Sans surprise, la ville qui serait non discriminante est désignée par un terme qui porte en lui la potentialité déclarée de la discrimination. Reste à savoir ce qu'elle est et le discours sous-tendu, le terme n'est en effet pas sans rappeler d'autres injonctions comme celles de la mixité sociale, de la ville durable, ou de la ville intelligente.

« La ville inclusive évacue les discriminations, les discontinuités et fragmentations socio-spatiales des termes du débat. »

Depuis quelques années, ce nouveau qualificatif s'accroche à la ville dans les discours opérationnels. Cet atterrissage vient remplacer plus ou moins « mixité sociale » – dont on sait que l'injonction s'adresse en réalité plus souvent aux quartiers populaires qu'aux espaces bourgeois et/ou gentrifiés ; voire, cela tend à rendre obsolète le « vivre ensemble », autant d'expressions pratiques à utiliser du fait de leur plasticité qui les rend malléables à l'envi et adaptables à la grande majorité des projets d'aménagement. En effet, fort peu de maîtrise d'œuvre ou maîtrise d'ouvrage assumerait de faire publiquement le choix de la ségrégation sociale, de l'entre-soi fermé (ne pas le dire ne conduit pas à ne pas le faire). De la même façon, il y a fort à parier que la ville inclusive



ne trouvera pas beaucoup d'opposants qui annonceraient fièrement fabriquer de la ville exclusive (bien que !).

Mais ce « thème-objet », comme le définissent Garance Clément et François Valegeas dans un article de *Métropole* paru en juin 2017 « De quoi la "ville inclusive" est-elle le nom ? », dit quelque chose des villes, des normes de leur fabrique et de nos sociétés occidentales en général.

Peu à peu, on note que la nécessité d'inclusion concerne les populations fragiles et vulnérables, finalement les populations discriminées. Si l'on s'entend toujours sur les termes, parler de populations vulnérables n'est pas

potentiellement dommageable), dont la probabilité, c'est-à-dire le risque, de la manifestation déclenche une catastrophe faisant des victimes et dépassant les capacités de réponse de la population affectée. Ainsi, il y a quelque chose de la fatalité dans la vulnérabilité. Une population discriminée l'est parce qu'il y a un accord politique collectif (au moins tacite) pour qu'une part de la population soit laissée (ou mise) en situation de vulnérabilité.

Alors parler d'inclusion considère ces populations laissées (ou mises) en situation de vulnérabilité, comme des corps différents à inclure dans un corps homogène que serait la ville.

« L'accumulation d'adjectifs pour compléter l'idiome ne parvient pas non plus à forger une notion solide. »

la même chose que parler de populations discriminées, même si ce sont des mêmes dont on parle.

Du point de vue des risques : une population (c'est-à-dire l'enjeu) est vulnérable parce qu'elle est exposée à un aléa (c'est-à-dire un phénomène

Garance Clément et François Valegeas citent la Commission européenne (2008) abordant la notion d'« inclusion active » qui « consiste à permettre à chaque citoyen, y compris aux plus défavorisés, de participer pleinement à la société, et notam-

ment d'exercer un emploi ». L'inclusion active ne cible plus seulement les situations de handicap, mais « vise à traiter différents problèmes : la pauvreté, l'exclusion sociale, la pauvreté des travailleurs, la segmentation des marchés du travail, le chômage de longue durée, les inégalités hommes-femmes ». Ces textes font suite à ceux de ONU-Habitat (2001), agence spécialisée de l'ONU, qui associent les termes ville et inclusive, en en faisant un modèle de développement urbain. Il est assez intéressant de constater que le « terme-objet » ville inclusive se trouve peu à peu habillé d'autres qualificatifs, comme un aveu d'incomplétude. Ainsi, en novembre 2016, au sortir du sommet mondial « Les villes pour tous » réuni sous l'égide des Nations unies et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), est adopté un *Appel pour l'inclusion politique, économique et sociale*, (l'ordre des mots est intéressant) incitant à favoriser « les droits de chacun et la démocratie participative (lutte contre les inégalités femmes-hommes, les discriminations, la précarité sociale; accueil et intégration des familles réfugiées; démocratie participative et "civile tech"; accès aux données publiques...); la création des

logement, aux soins; lutte contre la ségrégation, la pollution; mettre la culture et le sport à la portée de tous... ) ». Sans surprise on retrouve une structure comparable à celle de la définition du développement durable... Lors des ateliers de la résilience en avril 2016, la maire de Paris souhaite une ville résiliente et inclusive. Pour l'ONU, les villes doivent être inclusives, résilientes et durables... Dans la tribune du Comité ONU Femmes France, la ville est inclusive, sensible et agile...

#### **POURQUOI L'EXPRESSION DE « VILLE INCLUSIVE » POSE PROBLÈME ?**

Tout d'abord, le flou de la définition est un problème en soi. Si, pour des auteurs comme Herman van der Wusten, la ville inclusive est un modèle de gestion urbaine, sorte de troisième voie entre nouvelle gestion publique « renforçant l'autorité des managers et des techniciens de la gestion aux dépens de celle des politiciens » et bonne gouvernance « portée par des organisations internationales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ». Dans ce modèle, « la politique doit fonctionner [...] comme pratique d'une vie urbaine qui inclut la totalité de la

chant alors de l'exemple du budget participatif de Porto Alegre. Cela ne rejoint pas en totalité ce que dit la Commission européenne ni le texte de l'appel du sommet « Les villes pour tous », ni la proposition du Comité ONU Femmes France. Ce flou est propre aux terminologies (voire slogans) non clairement définies, en remplaçant d'autres élimées par le temps et leurs utilisations généralisées. L'accumulation d'adjectifs pour compléter l'idiome ne parvient pas non plus à forger une notion solide.

Ensuite, et c'en est une conséquence, l'escamotage du contenu politique de l'expression. En effet, dès lors que le terme se généralise, c'est parier sur une neutralité idéologique qui a autant de chance d'exister que l'objectivité scientifique ou que la neutralité politique de l'urbanisme. Cela n'est pas sans rappeler la ville durable qui n'a jamais été aussi touchée par l'obsolescence programmée depuis que l'on construit dans la durabilité.

Enfin, cela est compris dans l'assertion précédente, la ville inclusive évacue les discriminations, les discontinuités et fragmentations socio-spatiales des termes du débat. Qu'en est-il dès lors des rapports centre-périphérie, ville-campagne, métropole-banlieues, mais aussi urbain-rural. La dissimulation des dialectiques des espaces habités qui sont autant la production que la matrice de rapports sociaux asymétriques me semble réduire le potentiel de transformation de ce qui est commun, porté par exemple par le droit à la ville.

En bref, ne perdrait-on pas en substance, voire en exigence dans la prétendue nouveauté du terme ? Aussi on préférera interroger le commun des territoires, des espaces vécus, on prendra à notre compte la ville hospitalière dont l'étymologie, moins injonctive en fait, à mon sens, un appel à la bienveillance. ●

**\*Violette-Ghislaine Lorion-Bouveuil** est géographe.

« On préférera interroger le commun des territoires, des espaces vécus, on prendra à notre compte la ville hospitalière dont l'étymologie, moins injonctive en fait, à mon sens, un appel à la bienveillance. »

opportunités pour tous (accès à l'éducation et à la formation continue; création de l'activité pour tous; couverture sociale; développement de l'intergénérationnel...); l'amélioration de l'accès aux services essentiels et les conditions de vie urbaine (accès au

population urbaine et est conçue comme le rassemblement de vrais citoyens qui tous ont une voix pour exprimer leurs intérêts en même temps que la garantie d'accès à un niveau de vie qui permette la participation à la vie urbaine », se rappro-

# Les dinosaures, représentants du patrimoine géologique

— PAR ANNE-SABINE GROSJEAN\* —

L'exposition *Un T.rex à Paris* (ce tyrannosaure nommé Trix de 12 mètres de long et d'environ 67 millions d'années) au Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et le succès du dernier *Jurassic World* au cinéma illustrent l'engouement des Français pour les dinosaures. Cet intérêt particulier pour ces « lézards géants » est-il une exception intrinsèque à la majestuosité de ces reptiles ou le reflet d'une curiosité plus globale du public pour notre patrimoine paléontologique et géologique ?

Qui n'a jamais été émerveillé, voire apeuré, dans son enfance par ces géants à cuirasse, à écailles ou à plumes ? Ces animaux fascinent depuis toujours le grand public, cet intérêt étant régulièrement alimenté par des expositions et des films à succès. Ils sont communément dépeints comme de grosses bestioles sanguinaires (pour les carnivores) et pataudes (pour les herbivores). Mais ils étaient en réalité très divers : certains ne dépassaient pas la taille d'une poule, d'autres étaient piscivores par exemple. Au sein des êtres vivants, les dinosaures sont des vertébrés terrestres qui ont dominé les écosystèmes pendant environ cent soixante-dix millions d'années. Leur disparition a été définitive à la fin du crétacé, il y a 66 millions d'années. La classification des dinosaures est historiquement basée sur la morphologie de leur bassin, permettant de discriminer l'ordre des ornithischiens de celui des saurischiens. Le débat a récemment été relancé concernant l'évolution des

différents groupes au sein de ces deux ordres, mais les scientifiques s'accordent tout de même sur le fait que les oiseaux représentent les seuls descendants vivants des dinosaures. Leur sont régulièrement associés – à tort – les reptiles volants (ptérosaures) et les reptiles marins (plésiosaures, ichtyosaures).

social développé et que des femelles couvaient pendant plusieurs mois. D'autres ont montré que certains d'entre eux étaient à sang chaud et ont bénéficié d'un duvet de plumes comme isolant thermique au cours des hivers froids du crétacé inférieur (-125 à -110 millions d'années). Les nouvelles

« La paléontologie est une des nombreuses disciplines de la géologie, et elle est bien plus vaste et plus variée que l'on pourrait imaginer. »

Ces derniers, bien qu'ayant des ressemblances morphologiques avec les dinosaures, ont évolué indépendamment. Les recherches actuelles menées par les paléontologues montrent que les dinosaures avaient un comportement

approches scientifiques et techniques – telles que la biomécanique et la géochimie – assurent un renouvellement des découvertes, permettant de stimuler régulièrement la curiosité des médias et donc du public.



► vation et la valorisation du patrimoine naturel passe par la création de parcs, de réserves et de sites sensibles qui sont des outils dédiés à la gestion et la protection de la nature. Le patrimoine naturel a longtemps été représenté unique-

au MNHN, le plus prestigieux musée de paléontologie de France, l'équipe « patrimoine géologique » a pour objectif d'abonder l'inventaire national du patrimoine géologique, de dynamiser le réseau existant entre les professionnels,

peuvent aussi produire des émissions parfois discutables. Malgré tout, ils jouent un rôle important de vulgarisation et de médiation, car l'émerveillement représente la première stimulation du public vers un intérêt grandissant.

La transmission des connaissances associées au géopatrimoine passe finalement le plus souvent par des événements particuliers (nous en revenons à Trix, notre tyrannosaure). Une commune ou un département peut également y voir un intérêt touristique avec la création d'un musée des trouvailles géologiques locales. Enfin – et c'est peut-être le plus important ! –, les amateurs sont souvent les plus actifs dans la transmission des connaissances. Certains créent des sites Internet, d'autres proposent des conférences grand public ou des balades géologiques. Fait paradoxal, les professionnels géologues occupent assez peu les domaines d'activité de valorisation du géopatrimoine par rapport aux professionnels du tourisme. En effet, la gestion du territoire, qu'elle soit en vue de protection ou de valorisation, requiert des connaissances administratives et juridiques non dispensées dans les formations scientifiques. Et pourtant, qui de mieux placé qu'un géologue pour mettre

## « La diversité des organismes retrouvés à l'état fossile, entre eux et par rapport aux espèces vivantes, a contribué à forger la théorie de l'évolution de Darwin. »

ment par la faune et la flore. Il est aujourd'hui élargi à la géologie.

Le géopatrimoine tend à combler son retard avec la création de géoparcs mondiaux UNESCO. Ce sont des structures centrées sur la connaissance, la protection et la valorisation de la géologie, mais également du patrimoine culturel et naturel du territoire. Ils sont actuellement au nombre de sept en France. Le réseau des réserves naturelles de France possède une branche géologie au sein de leurs actions, qui est efficace localement et propose au public des sentiers géologiques agrémentés de panneaux explicatifs (voir carte, page précédente). Les parcs nationaux (dix en France) ont pour objectif la valorisation et la protection de territoires français dits « d'exception ». Dans leur cadre, le patrimoine géologique et paléontologique est malheureusement encore trop négligé, si l'on compare avec l'importance (justifiée) accordée à la préservation de la faune et la flore. C'est également le cas des cinquante-trois parcs naturels régionaux. Des efforts restent à faire...

### VERS LE CHEMIN DE LA MÉDIATION SCIENTIFIQUE

Le Centre de recherche sur la paléobiodiversité et les paléoenvironnements dédie une partie de ses travaux à la médiation scientifique et à la valorisation du patrimoine géologique. Étant rattaché

les associations et les acteurs locaux, et enfin de diffuser les connaissances par le biais de la médiation écrite, orale ou événementielle. Cet aspect valorisation et vulgarisation des travaux scientifiques fait normalement partie intégrante du métier de chercheur. Cependant, la transmission au grand public reste un aspect du travail trop souvent négligé par les scientifiques, car ceux-ci sont contraints de se concentrer sur la recherche de financements et sur leur « production ». Les média essaient sous

## « En l'absence de préservation, certains sites géologiques naturels d'intérêt scientifique, culturel et historique disparaissent. »

différentes formes, et plus ou moins adroitement, de soutenir les scientifiques dans cette démarche en tentant de se mettre à jour sur les dernières découvertes. Le but est ici d'émerveiller (*BBC Earth*), d'enseigner (*C'est pas sorcier*), d'informer (*E=M6, Pour la science*) le public de manière ludique, ou encore d'approfondir les connaissances (*La Tête au carré*). Il est vrai que certains média

en valeur et transmettre les beautés de notre patrimoine géologique ? Il est donc nécessaire soit d'intégrer ces aspects administratifs aux formations, soit de mettre en relation les professionnels de la culture et du tourisme avec les jeunes diplômés en géosciences. ●

\*Anne-Sabine Grosjean est docteur en sciences de la terre.



Créé par les Éditions sociales et la Fondation Gabriel Péri, Silo est un média participatif dédié aux pensées critiques, à l'actualité du débat et au mouvement des idées ([www.silogora.org](http://www.silogora.org)). Il veut contribuer à organiser et à faire connaître l'immense patrimoine intellectuel dont l'humanité s'est dotée et continue de se doter pour penser l'ordre existant et sa transformation progressiste. Nous publions ici un extrait d'un article paru dans le Silomag # 7 « Métropoles : la compétitivité pour seul modèle ? ».

## Se désintoxiquer de la CAME

L'acronyme CAME désigne la compétitivité, l'attractivité, la métropolisation et l'excellence, attributs qui seraient l'apanage des métropoles, et qui justifient nombre de politiques publiques visant à renforcer leur visibilité et leur attractivité. Quant aux périphéries, elles devraient devenir complémentaires des métropoles. Olivier Bouba-Olga et Michel Grossetti déconstruisent chacun des composants de la mythologie CAME et esquissent une autre façon de raconter les évolutions en cours. Plutôt que le tout-métropole, ils nous invitent à penser les enjeux auxquels les territoires doivent faire face en fonction de leurs spécificités.

— PAR **OLIVIER BOUBA-OLGA ET MICHEL GROSSETTI\*** —

**F**usion des régions, institutionnalisation et soutien aux métropoles, concentration des moyens sur quelques universités, etc. nombre de politiques publiques récentes sont justifiées par des impératifs de compétitivité, d'attractivité et d'excellence, auxquels ne pourraient répondre que quelques métropoles. Pris ensemble, ces termes sont à la base d'une mythologie que nous désignerons par l'acronyme CAME, mythologie dont nous considérons qu'elle ne résiste pas à l'épreuve des faits.

### **LA CAME : UNE MYTHOLOGIE ADDICTIVE**

La mythologie CAME peut se résumer en quelques propositions : le processus de métropolisation s'inscrirait dans un contexte d'exacerbation de la concurrence mondiale suite à

l'émergence des pays à bas coût de main-d'œuvre, à la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires aux échanges, au développement des infrastructures de transport et de communication, à la financiarisation de l'économie... soit à l'approfondissement de la mondialisation. Pour les territoires des pays développés, la seule voie à emprunter pour créer des emplois serait celle de l'innovation. Or l'innovation se nourrirait de personnes très qualifiées, de talents, de créatifs, de créateurs de *start-up*... ayant une préférence affirmée pour les espaces très denses, qui leur permettraient d'être assurés de trouver les emplois auxquels ils aspirent, d'être connectés à l'échelle mondiale, d'interagir en face-à-face, d'accroître ce faisant l'ensemble des connaissances disponibles, et de disposer des meilleures aménités. ►►



►► Pour rivaliser dans la compétition mondiale, l'enjeu en matière d'action publique serait donc de soutenir ces métropoles en renforçant leur visibilité et leur attractivité afin d'atteindre l'excellence. Les citoyens auraient pris acte du sens de cette histoire économique jusque dans leur vote, l'élite métropolitaine s'en réjouissant en soutenant des candidats progressistes porteurs de cette vision, les citoyens des espaces périphériques la rejetant en portant leurs voix sur les extrêmes.

Comment, dès lors, « dédommager » les perdants ? L'enjeu essentiel pour les périphéries consisterait à devenir complémentaires des métropoles. [...]

### LES INGRÉDIENTS FRELATÉS DE LA CAME

Chacun des composants de la mythologie CAME repose sur quelques faits stylisés mal établis et présente de nombreux problèmes.

S'agissant de la compétitivité ou de la concurrence territoriale, d'abord : les territoires sont une partition de l'espace physique, définie sur la base d'un critère administratif (régions, départements) ou socio-économique (zones d'emploi, aires urbaines), permettant une collecte organisée des données, et de dire des choses sur la géographie. L'oublier conduit à tomber dans des réifications caricaturales, qui conduisent certains à parler de Toulouse, Paris, Bordeaux... comme s'il s'agissait de personnes dotées d'objectifs et rivalisant les unes avec les autres.

« Identifier les complémentarités productives et territoriales, s'interroger sur la façon de les entretenir, sur les transformations à l'œuvre et la façon de les accompagner, plutôt que d'opposer les territoires. »

Ce faisant, on occulte l'importance de ce qui relie les territoires : les liens entre une maison mère localisée dans une zone et l'un de ses établissements localisé dans une autre, entre un donneur d'ordres et son sous-traitant, entre un laboratoire scientifique et son partenaire industriel... et tout ce que cela implique en termes de circulation des ressources (personnes, biens, informations). [...] L'enjeu prioritaire

consiste donc à identifier ces complémentarités productives et territoriales, s'interroger sur la façon de les entretenir, sur les transformations à l'œuvre et la façon de les accompagner, plutôt que d'opposer les territoires.

L'attractivité, ensuite, est le plus souvent surestimée : les personnes et les entreprises sont peu mobiles et quand elles le sont, c'est soit dans la proximité, soit selon des logiques plus macrorégionales (littoraux, sud de la France) que métropolitaines. [...]

Troisième ingrédient de la CAME, la métropolisation, qui est une notion particulièrement floue. L'affirmation selon laquelle les « métropoles » bénéficient d'une croissance supérieure aux autres territoires ne résiste pas à l'épreuve des faits, dès que l'on prend garde à mesurer rigoureusement les phénomènes. [...] Au final, les distinctions métropoles/villes moyennes/espace rural sont peu opérantes. En établissant des frontières, elles brouillent notre regard, plutôt que de nous éclairer.

L'excellence, enfin. Dans l'esprit de nombre de politiques et de certains chercheurs, l'excellence ne pourrait être dissociée de la notion de concentration : les chercheurs étant plus performants lorsqu'ils sont regroupés dans l'espace, il conviendrait de cibler l'effort sur quelques sites, et en leur sein sur les personnes les plus talentueuses, afin d'éviter, *horresco referens*, le « saupoudrage ».

Le problème, là encore, est que les travaux empiriques disponibles ne valident pas cette hypothèse. À une échelle agrégée, le nombre de publications d'une ville ou d'une région est en général quasiment une fonction linéaire du nombre de chercheurs, lequel résulte des évolutions de l'enseignement supérieur et des politiques conduites à l'échelle nationale ou locale. [...]

### QUELLE ALTERNATIVE À LA CAME ?

Lorsqu'on évite l'ensemble des écueils recensés, il nous semble possible de raconter d'une autre façon les évolutions en cours, et d'insister sur les enjeux auxquels les territoires doivent faire face.

L'évolution de la demande, le changement technique et l'approfondissement de la mondialisation ont conduit à une transformation profonde de la structure des activités économiques, les activités locales pesant de plus en plus, les activités productives voyant leur poids reculer. Logiquement, les territoires dynamiques du point de vue démographique comme les littoraux atlantique et méditerranéen ou le sud-est de la France tirent profit de cette évolution : ils attirent plus que d'autres les populations, ce qui conduit à un développement plus soutenu de l'emploi. Cette « attractivité » n'est pas sans leur poser problème : elle conduit souvent à des problèmes de congestion, de pollution, de montée du prix du foncier, qui peuvent être à la base de processus de gentrification et/ou de conflictualité.



L'activité exposée à la mondialisation reste cependant décisive pour la création de richesses et d'emplois. Contrairement à ce qu'affirment les partisans de la mythologie CAME, cette activité n'est cependant pas réservée aux métropoles : elle se déploie sur différents territoires, qui ont su accumuler sur le temps long des compétences et des ressources distinctives et s'adapter aux menaces et opportunités de la mondialisation, du changement technique et de l'évolution de la demande.

L'enjeu, en matière d'action publique, consiste selon nous à sortir du culte de l'excellence, de l'attractivité, du tout-métropole, qui conduit le plus souvent à un gaspillage d'argent public. Il serait préférable de redéployer l'argent mis dans la CAME dans l'équipement des territoires en ressources génériques, pour que puissent se développer en leur sein les projets les plus innovants, sans penser que ces innovations sont réservées à certains types de territoires, de secteurs ou de personnes.

L'autre enjeu, dans le sous-domaine des politiques de développement économique, consiste à s'interroger sur les besoins d'investissement en matière de ressources spécifiques. À ce sujet, nous préconisons d'entrer par les processus socio-économiques : l'enjeu, pour assurer le développement économique des territoires, est de s'interroger sur les spécialisations économiques, qui expliquent bien mieux les différentiels de croissance que leur taille. Se prononcer ensuite sur la qualité de la spécialisation des entreprises,

---

« Sortir du culte de l'excellence, de l'attractivité, du tout-métropole, qui conduit le plus souvent à un gaspillage d'argent public. »

---

sur leur mode d'insertion dans la mondialisation (positionnement en coût ou différenciation), sur leurs capacités d'innovation et sur les problèmes qu'elles rencontrent, problèmes qui ne relèvent finalement qu'assez peu des politiques de développement économique, mais qui soulèvent des enjeux autour de la formation des personnes, du recrutement ou de la gestion du foncier. [...] ●

\***Olivier Bouba-Olga** est économiste. Il est professeur en aménagement de l'espace et urbanisme à l'université de Poitiers.

\***Michel Grossetti** est sociologue. Il est directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

Ce billet est une synthèse de l'article « La mythologie Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence (CAME) comment s'en désintoxiquer ? », mis en ligne sur Hal en mars 2018 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01724699>).

# Une opinion de plus en plus enrégimentée

En juin dernier, le Mouvement de la paix, en partenariat avec *La Croix* et *Planète paix*, via l'Institut français d'opinion publique (IFOP), a sondé l'opinion sur « les dépenses militaires et l'élimination des armes atomiques ». Le résultat, s'il n'est pas très surprenant, est plutôt navrant.

Commentaires de l'institut : « Depuis 2010, de moins en moins de Français se prononcent pour une baisse des dépenses publiques dans le secteur militaire. Ainsi, si, en 2010, la défense et l'armée recevaient 45 % des citations parmi les domaines où les dépenses devaient être baissées en priorité en cas de disette budgétaire, seuls 18 % des personnes interrogées réitérèrent ce choix en 2018. Ils étaient encore 37 % en 2012. » Vu les menaces (terrorisme, opérations extérieures, etc.), ça se comprend, ajoute l'IFOP. Certes, certes. Les dangers sont multiples, réels, et le besoin de protection est justifié. Mais l'idéologie dominante a su transformer les risques d'instabilité en fantasmes, en propagande de guerre, propres à banaliser les conflits, justifier les dépenses de surarmement et l'argumentaire de guerre froide de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Un numéro commun de grands journaux européens réputés « sérieux » (*Le Monde*, *The Guardian*, *Gazeta*, *La Stampa* et

*Süddeutsche Zeitung*) se permettait récemment de publier un dossier alarmiste, intitulé « Sur tous les fronts : Russie, terrorisme, cyberspace : jamais depuis la Deuxième Guerre mondiale l'Europe n'a dû faire face à autant de menaces à la fois » et agrémenté d'un photomontage où un char (russe ?) explosé au pied de l'Arc de Triomphe donnait à Paris des airs d'apocalypse.

Ainsi Macron, l'apôtre de la diminution de la dépense publique, a pu annoncer, la veille du 14 juillet, une augmentation du budget de la Défense de 16 milliards d'euros sur sept ans, pour passer 34 à 50 milliards d'euros, soit de 1,7 à 2 % du PIB. C'est le seuil qu'exigeait l'OTAN, Paris suit.

La même enquête, cependant, montre que l'opposition aux armes atomiques reste majoritaire dans l'opinion. 76 % des sondés sont pour l'élimination totale des armes atomiques dans le cadre de l'Organisation des Nations unies (contre 81 % en 2012). 67 % pensent aussi que la France doit ratifier le traité d'interdiction des armes nucléaires, adopté à l'ONU le 7 juillet 2017 mais boycotté par la France.

Une minorité (44 %) est en faveur du renouvellement de l'arsenal atomique français, mais elle n'était que de 36 % en 2012. ●

## DANS LE CONTEXTE ACTUEL, SI L'ON DEVAIT RÉDUIRE LES DÉPENSES PUBLIQUES, DANS QUEL SECTEUR DEVRAIT-ON D'ABORD LES BAISSER ?

### Les aides sociales, dont celles versées aux chômeurs

2010 : 25 %

2012 : 21 %

2018 : 27 %

### La défense, l'armée

2010 : 45 %

2012 : 37 %

2018 : 18 %

## VOUS PERSONNELLEMENT ÊTES-VOUS FAVORABLE OU PAS FAVORABLE À CE QUE LA FRANCE

**S'engage dans un processus de convention internationale d'élimination totale et contrôlée des armes atomiques tel que prévu par les Nations-Unies**

76 % (81 en 2012)

**Participe avec les Nations-Unies à des opérations de maintien de la paix à l'étranger**

70 % (66 en 2012)

**Renouvelle et modernise ses armes atomiques**

44 % (36 en 2012)

**Réduise ses dépenses militaires**

43 % (73 en 2012)

**Exporte des armements et sa technologie militaire**

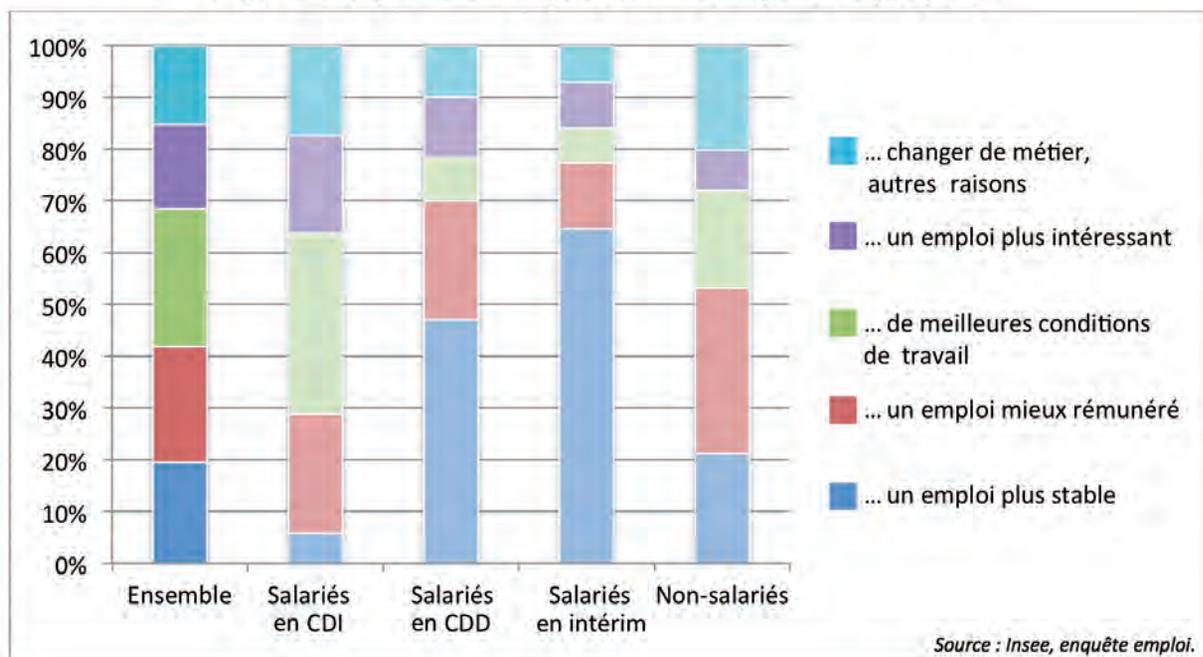
44 % (39 en 2012)

## Près d'un Français sur dix souhaite changer d'emploi

Parmi les 27 millions de personnes en emploi en France, environ 2,3 millions désirent changer d'emploi, soit 8,7 % d'entre elles. Les salariés en contrat à durée temporaire sont ceux qui semblent le moins satisfaits, avec 17 % des salariés en contrat à durée déterminée (CDD) et 27 % des salariés en intérim qui déclarent vouloir changer d'emploi. Les salariés en contrat à durée indéterminée (CDI) ne sont pour leur part que 8 % à vouloir changer d'emploi, et cette proportion descend même à 3,5 % pour les non-salariés. Cinq motivations sont principalement évoquées pour expliquer cette volonté : la recherche d'un emploi plus stable, mieux rémunéré, l'amélioration des conditions de travail, l'intérêt de l'emploi, et enfin un souhait de changer de métier ou de secteur (ou une contrainte extérieure comme un déménagement).

Si ces motivations sont assez équitablement réparties sur l'ensemble des personnes désireuses de changer d'emploi, elles dépendent toutefois fortement de leur situation actuelle. Ainsi, pour les personnes en CDI, ce sont les conditions de travail qui sont le plus souvent invoquées. L'intérêt de l'emploi est également beaucoup plus cité par les salariés en CDI que par les autres. Pour les personnes en CDD ou intérim, c'est la recherche d'un emploi plus stable qui est la motivation principale. Enfin, pour les non-salariés, la principale motivation est la recherche d'un emploi mieux rémunéré, puis le souhait de changer de métier, de secteur ou des contraintes extérieures. ●

**Proportion de personnes en emploi désirant changer d'emploi pour...**



En tenant compte des différences de composition démographique (âge, sexe...), les salariés en CDD veulent deux fois plus souvent changer d'emploi que ceux en CDI, et les personnes en intérim quatre fois plus souvent. Ce sont les 25-49 ans qui ont la plus grande propension à vouloir changer d'emploi. Les femmes souhaitent plus souvent changer d'emploi pour améliorer leurs conditions de travail, mais moins souvent pour une meilleure rémunération. ●



De quoi nous parlent les romans de cette rentrée ? De la famille, de ses origines, de ses secrets, certes mais aussi de toutes les formes de domination, des violences faites aux femmes, du féminisme, du fanatisme et du terrorisme, des migrants, de la crise et des classes sociales. Une littérature décidément ouverte sur la société et le monde.

La production de l'automne 2018 est abondante (567 titres), trop abondante, ronchonnet même certains, alors qu'une deuxième rentrée, en janvier prochain, proposera un nombre égal d'ouvrages. Et ces chiffres sont sans doute en dessous de la réalité, la rentrée ne prenant guère en compte la littérature de « genre » (polar, science-fiction...) et sous-estime souvent les livres de « petits » éditeurs. N'empêche, la fiction semble bien se porter. Ce qui n'est pas tout à fait le cas de l'économie du livre en général.

Sur ces 567 romans, 381 sont des romans français et, dans ce cadre, 94 sont des premiers romans, chiffre en nette hausse, qui tendrait à dire aussi que la « relève » est assurée.

#### QUI DIT RENTRÉE DIT PRIX.

Comment passe-t-on de six cents livres annoncés début septembre à UN Goncourt par exemple (sans parler d'une bonne dizaine de prix nationaux et de nombreux prix spécialisés ou localisés) courant

novembre, deux mois plus tard ? En fait, la marche aux prix est un parcours du combattant et tous les présents sur la ligne de départ n'ont pas vraiment les mêmes chances.

C'est une bataille qui commence au printemps. Les éditeurs poussent leurs favoris dans divers cadres appropriés. L'entreprise tient autant du littéraire que du commercial, du talent que de la communication. Dès avril-mai on peut identifier entre trente et cinquante ouvrages dont les titres vont revenir ensuite de manière récurrente dans les commentaires de l'été et du début de l'automne : salon spécialisé de Lyon, rencontres organisées par les maisons d'édition vers un public très ciblé, attention particulière portée aux libraires et aux bibliothécaires, identification des livres par *Livres Hebdo*, magazine des-

tiné aux professionnels du livre, première présélection organisée par la FNAC dès juillet (quatre cents libraires et quatre cents adhérents opèrent un premier choix), couverture de presse dès la mi-août.

#### L'ÉCHO DES TOURMENTS DE NOTRE ÉPOQUE

« L'exofiction », terme assez rébarbatif pour désigner des biographies romancées de personnages de l'art ou de la littérature, vivants ou disparus, est un genre prisé. Ainsi

cette année, des textes sont consacrés à Ava Gardner, Alain Delon, Maria Schneider (qui joua notamment dans *Le Dernier Tango à Paris*, 1972), Harry Baur, Elsa Morante, André Breton, etc.

Si elle poursuit un naturel travail d'introspection, cette littérature est aussi ouverte sur la société et le monde. Selon *Livres Hebdo*, « les romans français de l'automne se font l'écho des tourments de notre époque en explorant les mécanismes des violences sociales, politiques ou

sexuelles et la manière dont elles influent sur les destinées humaines ». On peut lire aussi sur le site de la FNAC : « En 2018, les auteurs de la rentrée littéraire prennent à bras-le-corps les thèmes qui agitent notre société. »

C'est le cas du fanatisme religieux avec Boualem Sansal *Le Train d'Erlingen* ou *La métamorphose de Dieu*, ou Fanny Taillandier *Par les écrans du monde*, qui revient sur le drame du 11 septembre 2001. Le sujet des exilés, des réfugiés, des migrants et des migrations est très présent : *Le Prince à la petite tasse* d'Emilie de Turckheim, *Arcadie* d'Emmanuelle Bayamack-Tam, *Vivre ensemble* d'Emilie Frèche. Ou encore *Les exilés meurent aussi d'amour* de Abnousse Shalmani.

La question du déplacement, du « déroutement », du dépaysement et des terres étrangères est au cœur de *Frère*

## Rentrée littéraire 2018

— PAR Gérard Streiff\* —

« La crise et les classes sociales, les rapports de domination forment le cadre de plusieurs livres forts. »

d'âme de David Diop ou de *Là où les chiens aboient par la queue* d'Estelle-Sarah Bulle.

De nombreux romans évoquent la violence faite aux femmes, la réaffirmation féministe ici et maintenant. *Le Malheur du bas* d'Inès Bayard, *Tenir jusqu'à l'aube* de Carole Fives. Sur un même registre mais dans une autre tonalité, Fabienne Jacob signe *Un homme aborde une femme*.

Autre thème incontournable : la famille et le secret des origines, les débuts de l'histoire, celle des parents « pour comprendre qui l'on est, d'où l'on vient ». On pense au *Guetteur* de Christophe Boltanski et à *Dix-sept ans* d'Éric Fottorino.

L'animal (ses rapports à l'homme, à la nature) s'invite dans cette rentrée, notamment avec le formidable *Chien-loup* de Serge Joncour.

La « différence » est l'objet de plusieurs romans, *Roissy* de Tiffany Tavernier, *Les Bracassées* de l'excellente Marie-Sabine Roger.

La crise et les classes sociales, les rapports de domination forment le cadre de plusieurs livres forts, parmi lesquels *Le Paradoxe d'Anderson* de Pascal Manoukian (sur une famille ouvrière de l'Oise) ou *Désintégration* d'Emmanuelle Richard.

On accordera une mention particulière à *H.S.* du trop rare François Salvaing, belle plume assez mal traitée par l'édition française. En ces temps politiquement moroses revient souvent la question : comment en est-on arrivé là ? Com-

« La marche au prix est un parcours du combattant et tous les présents sur la ligne de départ n'ont pas vraiment les mêmes chances. »

## L'ANNÉE 1984

Avec un président socialiste, la lutte des classes n'existait plus, commençait-on à nous seriner, souriait le camarade Mougins. C'était dépassé, obsolète, ringard... Nous gardions le droit de choisir notre adjectif. Malheureusement, le patronat n'avait pas été mis au courant de cette grande nouvelle. Celui de Citroën, par exemple, qui désormais à Aulnay-sous-Bois faisait entrer son personnel ouvrier par de longues cages comme on en voit disposer pour les fauves domestiqués des cirques, avait déclaré vouloir supprimer cinq mille huit cents postes, histoire de maintenir à hauteur ses dividendes, faute de quoi les actionnaires iraient miser ailleurs, et démerde-toi avec le dépôt de bilan. Le gouvernement du plus jeune Premier ministre que la France, merci, François Mitterrand, eût jamais connu, avait un peu tordu le nez, avant d'accepter d'aider à la reconversion du tiers des effectifs. Mais sans aller chercher Citroën, Ducellier ou Creusot-Loire, Mougins estimait avoir eu en Lorraine même une éloquente illustration de ce que l'autre vieux barbu avait désigné, le siècle d'avant, par les eaux glacées du calcul égoïste.

Extraits de *H.S.* de François Salvaing.

ment a-t-on pu passer de la fureur post-soixante-huitarde, de la fougue critique de la décennie 1970 à l'alignement et au conformisme ambiant.

*H.S.* permet de comprendre ce retournement à partir de l'évocation du drame de la sidérurgie lorraine. L'auteur connaît bien le sujet, il a fréquenté ses acteurs en qualité de journaliste au plus fort de la crise. Il a même co-écrit un récit, *La Provocation*, consacré à la grande marche parisienne des sidérurgistes du 23 mars 1979 et aux agissements de barbouzes (déjà !). François Salvaing, de retour quarante ans plus tard en Lorraine, retrouve des témoins de cette saga. Son récit donne la mesure tout à la fois de la force des luttes ouvrières, de la force aussi des illusions dominantes, le méthodique travail de sape entrepris par le patronat et ses complices, la démoralisation idéologique qui s'ensuit. Mi-roman, mi-enquête, mi-fiction, mi-reportage, ce texte est porté par une terrible mélancolie et est traversé par une singulière histoire d'amour (homosexuel). On y retrouve le style mordant de François Salvaing. Les toutes dernières pages où il revisite le site industriel de Longwy, destiné à devenir un golf à vingt-sept trous, est un morceau d'anthologie. On sort du livre oppressé comme après une défaite et vengé en même temps car il rend (un peu) justice à ces soldats lorrains d'une guerre effacée. Un bémol cependant : le ton sarcastique de l'auteur chaque fois qu'il est question de la figure de Georges Marchais ou du PCF d'aujourd'hui. ●

\*Gérard Streiff est journaliste et écrivain.



## Neuf leçons sur l'anthroponomie systémique

Éditions Delga, 2017

**PAUL BOCCARA**

PAR **CONSTANTIN LOPEZ**

Anthroponomie systémique. Derrière ce syntagme se cache une ambition démesurée : celle de créer une science sociale totale destinée à rendre compte de la « régénération humaine sociale », distincte de la génération humaine biologique, bien qu'intimement liée à elle. Il s'agit ici de s'intéresser au fonctionnement des domaines non économiques de la vie humaine sociale, envisagés sans évacuer leur interaction avec l'économie. L'anthroponomie est envisagée comme le système connectant les systèmes de la nature humaine (« système des anthropoïdes hominiens ») et la reproduction matérielle sociale (« l'économie »), avec l'idée de dégager des règles humaines de transformation des êtres humains (d'où le suffixe -nomie).

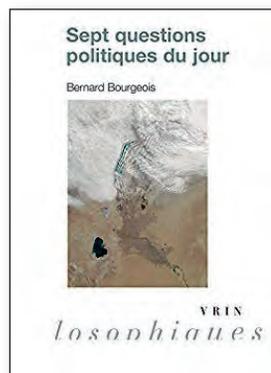
Si l'approche innove radicalement, la problématique est ancienne. Marx, dans *Le Capital* (Livre 1) identifie déjà l'enjeu anthroponomique quand il affirme que les hommes, en agissant par leur travail productif sur la nature extérieure, modifient en retour leur propre nature. Cette idée fondatrice est ici développée en s'appuyant sur des travaux scientifiques postérieurs à Marx (cybernétique, histoire, anthropologie, sociologie, psychologie, psychanalyse, sciences de l'éducation, philosophie, économie).

S'il fait preuve d'érudition, l'ouvrage ne s'embourbe pas pour autant dans l'éclectisme et réaffirme son ancrage dans un marxisme vivant. L'approche systémique prolonge avantageusement la perspective matérialiste historique et dialectique. La systémique ne réduit pas les systèmes à une structure, c'est-à-dire à un ensemble d'éléments liés entre eux. En identifiant les opérations et les régulations à l'œuvre au sein de la structure, l'approche systémique permet, au-delà d'un structuralisme déhistoricisé, de penser à la fois la permanence et le mouvement des sociétés. De même, l'ouvrage pointe du doigt les limites d'un certain structuralisme (notamment althusserien), qualifié « d'économisme historique » amputant le matérialisme historique de ses dimensions non économiques.

Paul Boccara identifie quatre moments (ou sous-systèmes), successifs quoique imbriqués, de l'anthroponomie : parental, travail, politique, informationnel. Ces

moments sont envisagés dans leur interdépendance réciproque et dans leur lien avec l'économie. Par analogie avec la théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital, l'auteur avance l'idée de ratios typés historiques de progression caractérisant des formes d'anthroponomie, avec la possibilité d'apparition de blocages et la nécessité de dépassements qualitatifs radicaux.

L'ouvrage est très stimulant. Sur le plan académique, les hypothèses avancées pourraient faire chacune l'objet d'un développement propre, et de recherches empiriques poussées. Sur le plan politique, la mise en évidence de blocages anthroponomiques tout aussi sérieux que les blocages économiques dans la crise systémique du capitalisme permet de proposer des pistes de dépassement radical sur le plan éducatif, politique, syndical, culturel... L'ouvrage conclut sur les béances énormes et le besoin d'élaborations nouvelles, en forme d'appel. ●



## Sept questions politiques du jour

Éditions Vrin, 2017

**BERNARD BOURGEOIS**

PAR **JEAN-MICHEL GALANO**

L'idée générale qui sous-tend ce livre court et stimulant est celle d'une réhabilitation de la politique à l'échelon national. Rejetant les thèses à la mode d'un dépassement de l'État par le haut (supra-

nationalité) ou par le bas (société civile, vie associative), Bernard Bourgeois désigne l'État-Nation comme le lieu privilégié de la décision politique, garant de la paix publique et de la vie collective infra-politique dont il rend possible l'exercice mais à laquelle il ne prend pas part. Au rebours de tout étatisme, l'État se doit d'organiser son propre retrait.

Le corollaire de cette thèse est une nouvelle approche de la citoyenneté : « citoyen » n'est pas un adjectif, mais un substantif. L'homme n'est pas d'abord un individu accessoirement citoyen, (sinon en un sens chronologique, dans sa biographie d'individu), car si le citoyen est pour l'homme, l'homme n'est pleinement homme que par le citoyen. Tel est pour l'auteur l'enseignement indépassable de la Révolution française.

Cet enseignement avait déjà été médité par les penseurs idéalistes allemands, notamment par Kant, Fichte et surtout Hegel, dont Bernard Bourgeois est depuis des années commentateur avisé mais aussi un disciple. Son livre est exemplaire de l'exercice qui consiste à « penser avec... ». Considérant que l'histoire effective témoigne du triomphe de Hegel sur Max, il cherche à penser dans les catégories hégéliennes certaines caractéristiques, grandes et petites, de notre vie politique actuelle. Cela va de la mondialisation à la « fête des voisins », en passant par la laïcité, les rapports entre liberté et égalité, l'Europe, et bien entendu la nation, sentiment « natif » d'appartenance que l'exercice ou même le simple sentiment de la citoyenneté, dans l'élaboration duquel l'école se doit de jouer son rôle irremplaçable, transfigurent en « seconde nature », exposée certes à la sclérose nationaliste, mais socle et condition de tout dépassement internationaliste. Beaucoup d'autres réflexions sont pénétrantes, et une pensée critique en fera son profit, par exemple quand il dénonce l'illusion pour le « sociétal » d'être désormais la « vraie vie » de la politique : « Remplacer la règle par la régulation, la loi par la convention, le jugement par l'arbitrage, l'imposition par la négociation... » Ici se trouve cependant le point obscur de l'ouvrage : qui impose ? Imposer une négociation, une réécriture de la loi, cela n'a-t-il qu'un sens « sociétal » ? Et il est difficile de ne pas lier l'existence de ce point obscur à l'absence d'une réflexion sur la démocratie. ●



**Un court moment révolutionnaire**  
**La création du Parti communiste en France**

Éditions Libertalia, 2017

**JULIEN CHUZEVILLE**

PAR **DAVID NOËL**

Après Annie Kriegel et Roman Ducoulombier, l'historien Julien Chuzeville s'est penché sur les origines du Parti communiste français. Le titre de l'ouvrage résume la thèse de l'auteur : la nais-

sance du Parti communiste en France s'inscrit dans un « court moment » d'effervescence révolutionnaire qui touche l'Europe de 1918 à 1921 à la suite de la révolution d'Octobre 1917.

Julien Chuzeville raconte la lutte des pacifistes révolutionnaires de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) et de la Confédération générale du travail (CGT) contre la guerre 1914-1918 et contre les « majoritaires de guerre » de leurs organisations respectives. La SFIO fait face à partir de 1915 à une montée des oppositions internes, celle de Jean Longuet et de ses amis et surtout celle des zimmerwaldiens du Comité pour la reprise des relations internationales (CRRRI).

Lieu de rencontre des socialistes internationalistes et des syndicalistes révolutionnaires, le CRRRI est à l'origine du Comité pour la Troisième Internationale (C3I). Animé par Fernand Loriot et Boris Souvarine, le C3I dépasse les 40 % des mandats dès le congrès de Strasbourg de février 1920 qui décide le retrait de la SFIO de la Deuxième Internationale.

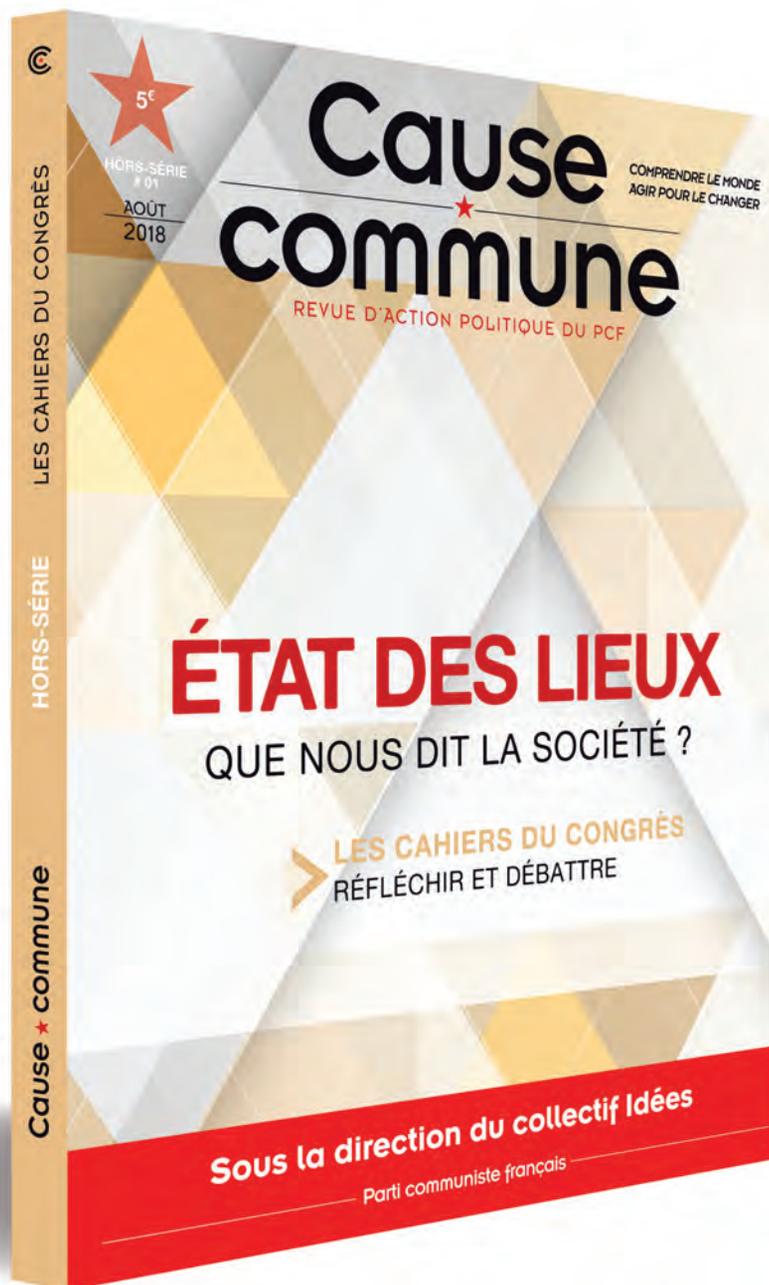
La motion Cachin-Frossard qui l'emporte au congrès de Tours, est en réalité une motion Loriot-Souvarine, mais, paradoxalement, du fait de l'emprisonnement des principaux animateurs du C3I, ce sont les ex-reconstructeurs qui dominent la direction de la nouvelle SFIO.

Au fond, pour Julien Chuzeville, les premières années de l'existence du jeune Parti communiste sont marquées par un double malentendu : un premier malentendu de la part de Frossard et des ex-longuettistes qui entendaient rénover la SFIO plus que de construire un nouveau parti révolutionnaire comme c'était l'intention des membres du C3I.

Le second malentendu est celui des syndicalistes révolutionnaires comme Monatte et ses amis du groupe de *La Vie ouvrière* qui ont cru pouvoir construire un parti révolutionnaire travaillant aux côtés de la CGT dans une Internationale démocratique. Ils découvrent que l'Internationale communiste, dominée par les communistes russes, ne laisse pas de marge de manœuvre à ses sections nationales et exige une subordination de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) au Parti communiste. Qu'ils soient exclus ou démissionnaires, Loriot, Monatte, Rosmer et Souvarine, qui avaient été à l'origine du CRRRI et du C3I finissent par quitter le Parti communiste « bolchevisé » par Staline et Zinoviev. Pour l'auteur, la bolchevisation a été une « substitution politique et organisationnelle » orchestrée par la direction de l'Internationale contre les propres fondateurs du PC.

La sympathie de Julien Chuzeville pour les « vaincus » de la bolchevisation se ressent tout au long d'un ouvrage bien documenté, agréable à lire et orné de belles reproductions en pages centrales qu'on peut conseiller à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du PCF. ●

**Numéro hors série de *Cause commune*,  
LES CAHIERS DU CONGRÈS : état de lieux que nous dit la société ?  
à commander auprès de Yan Henzel : yhenzel@pcf.fr**



## AU SOMMAIRE

|   |     |
|---|-----|
| Préface .....   | 6   |
| La France, c'est aussi... selon l'INSEE ou l'INED .....                 | 9   |
| Le marché du travail et les classes sociales .....                      | 11  |
| À propos du travail .....   | 14  |
| Le travail, l'entreprise, la politique .....                            | 16  |
| L'industrie française : état des lieux .....                            | 22  |
| Le déclin de l'industrie : causes et défis.....                         | 28  |
| La société française et l'argent.....                                   | 31  |
| La protection sociale : un pilier de notre République.....              | 35  |
| Une nouvelle phase de la révolution numérique .....                     | 39  |
| L'économie sociale et solidaire .....                                   | 44  |
| De quelques enjeux de la science aujourd'hui : science et société ..... | 50  |
| Le féminisme et les droits des femmes.....                              | 55  |
| La jeunesse et l'engagement .....                                       | 60  |
| Développer et démocratiser les services publics.....                    | 64  |
| Les Français et l'environnement .....                                   | 68  |
| Et la culture... ..   | 75  |
| Les territoires et leur aménagement, un enjeu démocratique .....        | 77  |
| Les inégalités : une authentique question politique.....                | 83  |
| La pauvreté en France : nécessité d'un « choc de solidarité » .....     | 87  |
| Que disent les Français de l'Union européenne .....                     | 92  |
| Pour une France hospitalière et fraternelle, une Europe solidaire ..... | 94  |
| Quelle est la part d'Europe dans la politique française ?.....          | 96  |
| L'enjeu de la laïcité.....  | 98  |
| Les pratiques religieuses et leur évolution en cours .....              | 101 |
| Raciste, la société française ?.....                                    | 105 |
| L'antiracisme, notre combat .....                                       | 107 |
| Quelles sont les causes du terrorisme djihadiste ?.....                 | 109 |
| La radicalisation : un terme plastique .....                            | 112 |
| Le commun : une approche politique prometteuse ? .....                  | 116 |
| La politique est morte, vive la politique ! .....                       | 123 |
| Populisme de gauche ?.....  | 127 |
| Les collectivités territoriales : un potentiel révolutionnaire ? .....  | 130 |
| En outre-mer : relever les défis sociaux .....                          | 133 |
| Construire une alternative à la mondialisation libérale .....           | 135 |
| Les idées communistes dans la France d'aujourd'hui .....                | 141 |

*Passage du savoir au comprendre, au sentir, et vice versa du sentir au comprendre, au savoir. L'élément populaire « sent », mais il ne comprend pas ou ne sait pas toujours. L'élément intellectuel « sait », mais il ne comprend pas, et surtout il ne « sent » pas toujours. Les deux extrêmes sont par conséquent la pédanterie et le philistinisme d'un côté, la passion aveugle et le sectarisme de l'autre. Non que le pédant ne puisse être passionné, au contraire; la pédanterie passionnée est tout aussi ridicule et dangereuse que le sectarisme et la démagogie les plus effrénés. L'erreur de l'intellectuel consiste à croire qu'il puisse « savoir » sans comprendre, et spécialement sans sentir, et sans être passionné (non seulement du savoir en soi, mais de l'objet de ce savoir), autrement dit cette erreur consiste à croire que l'intellectuel puisse être tel (et non*

*un pur pédant) s'il est séparé et détaché du peuple-nation, c'est-à-dire sans sentir les passions élémentaires du peuple, en les comprenant, et donc les expliquant et les justifiant dans la situation historique déterminée, et en les rattachant dialectiquement aux lois de l'histoire, à une conception supérieure du monde élaborée scientifiquement et d'une façon cohérente: le « savoir »; on ne fait pas de politique-histoire sans cette passion, c'est-à-dire sans le lien sentimental entre les intellectuels et le peuple-nation. En l'absence d'un tel lien les rapports de l'intellectuel avec le peuple-nation sont, ou se réduisent à des rapports d'ordre purement bureaucratique, formel; les intellectuels deviennent une caste ou un sacerdoce (le soi-disant centralisme organique). Si le rapport entre les intellectuels et le peuple-nation, entre les dirigeants et les*

*dirigés, les gouvernants et les gouvernés, est fourni par une adhésion organique dans laquelle le sentiment-passion devient compréhension, et de là savoir (non pas mécaniquement, mais de façon vivante), alors et alors seulement il s'agit d'un rapport de représentation, et se produit l'échange des éléments individuels entre gouvernés et gouvernants, dirigés et dirigeants, c'est-à-dire se réalise la vie d'ensemble qui seule est la force sociale, se crée le « bloc historique ».*

Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, cahier 11, § 67 (1932-1933), Gallimard, 1978, traduction de Paolo Fulchignoni, Gérard Granel, Nino Negri, p. 299 sq.

## Discours politique et sens commun

Peut-on espérer impulser une direction politique si l'on est coupé du peuple et de sa vision du monde ? Le discours d'un parti doit-il se tenir à distance du sens commun au prétexte qu'il serait l'expression de la pensée dominante ? Ou doit-il à l'inverse partir du sens commun pour dégager peu à peu sa rationalité ?

Lorsqu'il examine les conditions de formation d'un « bloc historique », Gramsci affirme qu'elle n'est possible que dans le cadre d'un rapport organique entre gouvernants et gouvernés, fondé sur la compréhension mutuelle.

— PAR FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER —

Les rapports que les intellectuels entretiennent avec le peuple sont au cœur de la réflexion de Gramsci, en raison de la définition large qu'il donne au concept d'intellectuel<sup>1</sup>. Pour Gramsci, un intellectuel se définit moins par les qualités qui lui sont propres que par la fonction qu'il occupe dans la société. Il n'y a donc aucune raison de ne désigner sous le nom d'intellectuel que les seuls

intellectuels « traditionnels » (artistes, gens de lettres, philosophes, etc.). Les intellectuels sont ceux qui ont la charge, dans leur domaine, d'organiser une hégémonie de classe. Jusqu'à présent, cette activité a essentiellement consisté à permettre à la classe dominante de maintenir les classes subalternes dans la passivité. Pourtant, la question ne s'y réduit pas : elle se pose aussi pour les



intellectuels communistes, c'est-à-dire pour l'ensemble des membres du parti communiste. Gramsci affirme en effet : « Que tous les membres d'un parti politique doivent être considérés comme des intellectuels, voilà une affirmation qui peut prêter à des plaisanteries et à des caricatures : pourtant, à la réflexion, il n'y a rien de plus exact » (Cahier 12, § 3). La question du lien des intellectuels au peuple devient donc : quel rapport un parti (dont les membres sont des intellectuels) doit-il entretenir avec les masses lorsqu'il prétend leur proposer une direction politique ?

Pour comprendre cette relation, il faut d'abord envisager les deux termes. En disant que le peuple « sent », tandis que l'intellectuel « sait », Gramsci est au plus loin d'un quelconque mépris pour le peuple. Il pourra écrire par exemple : « Si l'on peut parler d'intellectuels, on ne peut pas parler de non-intellectuels, car les non-intellectuels n'existent pas » (Cahier 12, § 1). Même les ouvriers qui travaillent à la chaîne ne réalisent pas un travail qui serait purement physique, contrairement à ce que suggère l'image du « gorille apprivoisé » popularisée par Taylor : il existe toujours une part d'activité intellectuelle créatrice.

Ce texte insiste par ailleurs, non pas sur les défaillances

du « sens commun », thème élitiste classique de la philosophie depuis Platon, mais sur ce que Gramsci appelle « l'erreur de l'intellectuel », qui consiste à croire qu'il est possible de savoir réellement sans sentir et comprendre « les passions élémentaires du peuple ». Le savoir, ici le savoir politiquement efficace du parti, ne passe pas par la mise à distance des sentiments et des émotions du commun. Il présuppose bien au contraire « le lien sentimental entre les intellectuels et le peuple-nation ». Le jugement de Gramsci est clair : « On ne fait pas de politique-histoire sans cette passion. » Nulle rupture, donc, entre le sentiment et le savoir. Le véritable intellectuel doit s'imprégner du sentir. Il n'a rien de commun avec le « pédant » qui humilie le sens commun. Parce qu'ils sont coupés des passions populaires, les savoirs du pédant, pour Gramsci, ne sont que de « petites lubies individuelles » sans prise sur l'histoire.

Mais l'exigence d'appropriation des passions populaires ne signifie pas abdication de l'intelligence devant le sentiment. Car le savoir ne peut pas se contenter de refléter passivement le sens commun. Celui-ci est en effet toujours pluriel, influencé par la pensée des classes dominantes, parfois traversé par des contradictions. Bref, le sens commun n'est pas spontanément vrai ou juste. ►►

► Néanmoins, il existe pour Gramsci un « noyau sain du sens commun », qu'il appelle le « bon sens », méritant d'être « développé et rendu unitaire et cohérent » (Cahier 11, § 12). Le savoir ne peut pas plus se développer hors des « passions populaires » qu'il ne peut leur être simplement subordonné. Le savoir du parti, le savoir politique, dialogue avec le sens commun, il doit être pensé comme son élaboration rationnelle.

**CRISE ORGANIQUE ET « BLOC HISTORIQUE ».**

Le lien entre parti et masse tel qu'il s'est institué à une époque donnée peut ne pas résister aux exigences d'une situation historique nouvelle. L'une des questions fondamentales pour un parti politique est donc sa « capacité [...] à réagir contre l'esprit de routine, contre les tendances à se momifier et à devenir anachronique » (Cahier 13, § 23).

Les « crises d'autorité » ou crises d'hégémonie, par exemple les deux années consécutives à la Première Guerre mondiale en Italie, sont des périodes au cours desquelles le lien organique unissant les partis traditionnels et le peuple se délite. « Les groupes sociaux se détachent de leurs partis traditionnels », ces derniers « ne sont plus reconnus par leur classe ou fraction de classe comme leur expression ». Le rapport entre parti et classe n'est plus un « rapport de représentation ». Sans ancrage de masse, le parti « se vide de son contenu social et demeure comme perché dans les nuages » (Cahier 13, § 23). Lorsque, du terrain des partis, la crise se propage à tout l'État, alors on peut parler de « crise organique ».

Bien sûr, ces moments de crise sont toujours en même temps une opportunité pour les forces révolutionnaires. Mais nul excès d'optimisme chez Gramsci cependant. La crise est dangereuse, « parce que la voie est libre pour des solutions de force, pour l'activité de puissances obscures représentées par les hommes providentiels ou charismatiques » (Cahier 13, § 23). Ainsi la crise d'hégémonie en Italie débouche au début des années 1920 sur le fascisme.

L'un des symptômes d'une crise organique est la bureaucratization des rapports entre les partis et leur classe. Le parti, inadapté à la situation nouvelle, perd de vue le sens commun ; la politique se fait alors en dehors des passions populaires et souvent contre elles. La bureaucratization des rapports entre les intellectuels-organismes et leur base peut prendre deux formes. Le groupe des intellectuels-organismes peut se transformer en une « caste », c'est-à-dire en un groupe fermé sur lui-même qui dicte ses ordres sans prendre en compte le

**Philosophie de la praxis et réforme intellectuelle et morale**

Du point de vue des communistes, le lien organique entre les intellectuels et le peuple passe par une diffusion de ce que Gramsci nomme la « philosophie de la praxis », c'est-à-dire le marxisme. Cette diffusion a notamment pour fonction de contribuer à la « réforme intellectuelle et morale » indispensable à la formation d'une volonté collective nationale-populaire. Cette « réforme intellectuelle et morale » consiste à promouvoir une autre conception du monde que celle que véhiculent les préjugés populaires (Gramsci pense notamment à l'importance des superstitions dans l'Italie de son temps). Pour y parvenir, la « philosophie de la praxis » doit acquérir « l'indépendance et l'originalité d'une nouvelle culture en incubation » (Cahier 16, §9), ce qui suppose d'éviter un double écueil : se couper des masses ou tomber dans la simplification grossière.

sens commun. Il peut aussi se transformer en « sacerdoce », c'est-à-dire en une relation religieuse de fascination des masses pour des chefs censés détenir des vérités infaillibles. Dans les deux cas, le rapport entre parti et masse est un rapport à sens unique, un pur rapport de commandement, coupé du sentir du peuple. L'élément populaire demeure passif et sans poids. Il est à noter que pour Gramsci ces relations qui ont parfois été baptisées « centralisme organique », mais qui n'ont d'organique que le nom puisqu'elles sont en réalité bureaucratiques, s'opposent à l'interaction constante, à l'échange permanent entre le parti et les masses. Un parti qui aspire au pouvoir, n'ayant aucun moyen de contraindre les masses, ne peut qu'espérer leur proposer une direction politique dans laquelle elles se reconnaîtront. Il lui faut, pour ce faire, se relier à nouveau au noyau rationnel du sens commun. L'objectif est de créer ce que Gramsci nomme un nouveau « bloc historique », c'est-à-dire un nouveau lien organique entre parti et peuple-nation, fondé sur leur compréhension mutuelle. ★

.....  
1. Sur ce point, nous renvoyons à l'analyse du texte publié dans le n°5 de *Cause commune*.





## ORGANISEZ DES DÉBATS !

Organiser des débats avec les membres de l'équipe de Cause ★ commune, autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

Contactez-nous au 01 40 40 13 50 ou au 01 40 40 12 30 [causecommune-larevue.fr](http://causecommune-larevue.fr)



Cause ★ commune est sur Facebook

### L'ÉQUIPE DE LA REVUE



**Guillaume Roubaud-Quashie**  
Directeur



**Davy Castel**  
Rédacteur en chef



**Jean Quétier**  
Rédacteur en chef



**Gérard Streiff**  
Rédacteur en chef  
(Controverses/  
Sondages)



**Sébastien Thomassey**  
Mise en page



**Frédéric Coyère**  
Mise en page  
et graphisme



**Noëlle Mansoux**  
Secrétaire  
de rédaction



**Camille Ducrot**  
(Critiques/Lire)



**Marine Miquel**  
(Critiques/Lire)



**Florian Gulli**  
(Dans le texte)



**Saliha Bousseadra**  
(Féminisme)



**Léo Purguette**  
(Grand entretien)



**Mickaël Bouali**  
(Histoire)



**Jérémie Giono**  
(Militar)



**Sophie Mazenot-Chappuy**  
(Parlement)



**Laura Moscarelli**  
(Philosophiques)



**Jean-Michel Galano**  
(Philosophiques)



**Victor Blanc**  
(Poésies)



**Corinne Luxembourg**  
(Production  
de territoires)



**Séverine Charret**  
(Production  
de territoires)



**Nicolas Lambert**  
(Production  
de territoires)



**Pierrick Monnet**  
(Réactions)



**Gérard Legrip**  
(Regard)



**Élodie Lebeau**  
(Regard)



**Pierre Crépel**  
(Sciences)



**Fanny Chartier**  
(Statistiques)



**Michaël Orand**  
(Statistiques)



**Benjamin Sozzi**  
Vidéo



**Claudine Périllaud**  
Relecture



**Vincent Bordas**  
Relecture



**Constantin Lopez**  
Réseaux sociaux



**Sabrina Royer**  
Réseaux sociaux



**Julien Rossi**  
Débats



**Hélène Bidard**



**Igor Martinache**



**Aurélien Aramini**



**Maëva Durand**



PROCHAIN NUMÉRO  
janvier/février : **Europe**

**PCF**

Parti communiste français

Parti communiste français

Prix : 8€